



# RAPPORT ANNUEL

DU COLEACP ET DE SES PROGRAMMES



COLEACP

1

P.1

RÉFLEXIONS

2

P.9

À PROPOS  
DU COLEACP  
EN 2020

3

P.39

NOS PROGRAMMES

4

P.59

NOS SERVICES  
ET ACTIVITÉS

5

P.141

RAPPORT FINANCIER









# RÉFLEXIONS

“ Notre objectif principal a été de contribuer à atténuer les impacts négatifs de la Covid-19 ”

## Un message de Stephen Mintah, Président du COLEACP

Les pays d’Afrique, des Caraïbes et du Pacifique sont riches en diversité et représentent de nombreuses situations différentes sur le continent. Toutefois, les personnes travaillant dans le secteur agricole sont confrontées à des défis communs, notamment le manque d’investissements dans les infrastructures tout au long de la chaîne de valeur (énergie, logistique, installations de stockage, gestion de l’eau, irrigation), l’insuffisance des allocations budgétaires, des politiques de financement de l’agriculture et de l’accès au financement.

D’autres menaces sont plus externes : les aléas du changement climatique qui se traduisent par des régimes pluviométriques erratiques et de faibles précipitations, une productivité et des rendements faibles, l’insécurité alimentaire ; le contexte commercial en constante évolution, y compris les impacts du Brexit, l’évolution continue des conditions d’accès aux marchés et notamment de celui de l’Union européenne (UE).

En 2020, ces menaces structurelles ont été aggravées par l’impact de la pandémie de Covid-19. Les perturbations commerciales ont été particulièrement graves pour

les MPME et les groupes de producteurs associés qui fournissent et commercialisent des produits à courte durée de conservation, tels que les produits horticoles.

Heureusement, l’agriculture africaine a de nombreuses possibilités de développement, dans un cadre durable au niveau local et international. L’un des principaux défis à relever pour saisir ces opportunités est de répondre à l’énorme besoin en personnel qualifié. Le concept de « Growing people » n’a jamais eu autant de sens. Nous avons besoin d’un renforcement continu des capacités et de la formation des générations actuelles et futures de producteurs, d’entrepreneurs, de consultants, de techniciens et de tous les acteurs économiques du système agricole et alimentaire.

*La pandémie de Covid-19 pourrait également être l’occasion d’un changement de paradigme dans la façon dont les gens produisent et consomment les aliments.*



À partir de mars 2020, le COLEACP, via ses programmes, et ses partenaires ACP et UE ont conçu et mis en œuvre avec succès leur plan d’action Covid-19. L’accélération de notre ancrage local, et de l’utilisation des outils numériques dans nos activités, a permis à l’association de s’adapter et de continuer à délivrer le soutien prévu à nos partenaires des pays ACP. L’objectif principal a été de contribuer à atténuer les impacts négatifs de la Covid-19 sur la production et la commercialisation des produits horticoles dans les pays ACP.

Globalement, 2020 a vu une accélération de nos activités malgré la pandémie de Covid-19, qui touche tous les pays, et bien sûr plus particulièrement les plus fragiles. Bien qu'il soit confronté à de nouveaux défis, par exemple en ce qui concerne le respect des réglementations sanitaires et phytosanitaires (SPS), le secteur des fruits et légumes était en croissance constante avant la pandémie, et sera encore plus nécessaire dans la période post-Covid-19 en termes d'emploi, de genre et d'équilibre nutritionnel et environnemental. Le secteur horticole doit continuer à contribuer au renforcement de la résilience des pays ACP pour faire face à la pandémie et aux autres défis. Plus largement, notre secteur joue un rôle clé dans la diffusion des bonnes pratiques et des innovations aux autres secteurs agroalimentaires, étant donné sa nature très diverse et complexe.

Heureusement notre association est dynamique et résiliente. 118 nouveaux membres ont rejoint le COLEACP en 2020. Je tiens à saluer cette tendance positive et à leur souhaiter la bienvenue. Enfin, je voudrais profiter de cette occasion pour remercier nos principaux partenaires - l'Union européenne, l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) et l'Agence Française de Développement pour

leur soutien continu. L'UE et l'OEACP sont nos partenaires historiques, et nous espérons qu'il en sera toujours ainsi dans un avenir proche, compte tenu de l'ampleur des défis et des opportunités qui se présentent à nous, car nous continuons à fournir un exemple de partenariat sur l'agriculture durable entre l'OEACP et l'UE.



“ *Nous assurer que nous restons opérationnels et réactifs face aux défis actuels et futurs* ”

## Un message de Jeremy Knops, Délégué Général du COLEACP

L'année 2020 restera dans les mémoires pour la propagation de la pandémie de Covid-19 à travers le monde et ses impacts négatifs sur nos sociétés et nos économies.

Pris entre le monde d'avant, la pandémie et les inconnues de la société de demain, nous devons nous concentrer sur les possibilités de changement positif que cette situation nous offre afin d'envisager la vie avec optimisme.

Globalement, l'année 2020 nous a appris ceci :

- La pandémie de Covid-19 a révélé et même accéléré l'évolution de notre société et de ses manifestations.
- La pandémie a accru les inégalités dans le monde entier ; les populations les plus vulnérables sont une fois de plus les plus durement touchées, et pas seulement dans les pays émergents.
- Les conséquences du changement climatique se font de plus en plus sentir et, à l'échelle mondiale, le principal enjeu du XXI<sup>e</sup> siècle sera le défi environnemental posé par l'expansion humaine et la destruction à grande échelle des écosystèmes de la Terre.



- La quatrième révolution industrielle (numérique) s'accélère, apportant des contraintes mais aussi de formidables opportunités. La place de l'homme dans ces systèmes en évolution est cruciale, tout comme les mécanismes d'apprentissage continu pour suivre le rythme des évolutions.
- Nous sommes désormais entrés dans une dynamique géopolitique multipolaire. Une Europe unie (bien que malheureusement récemment réduite à 27) semble être le moyen

le plus crédible de faire avancer un modèle multilatéral centré sur des modes de vie durables, notamment avec des partenaires historiques tels que les pays membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP).

- Inonder le monde de nouvelles contradictions chaque jour n'a jamais été aussi facile. Notre capacité à traiter l'information, à faire face au changement, à nous réinventer constamment, à agir et à maintenir une vie équilibrée, tant sur le plan personnel que professionnel, est donc de plus en plus essentielle.

En 2021 et au-delà, la famille COLEACP a l'opportunité, mais aussi la responsabilité, d'être un acteur de premier plan dans nos grands défis sociétaux. Les questions auxquelles nous nous efforçons d'apporter une contribution positive sont les suivantes : la réduction de la pauvreté et des inégalités, le renforcement de la sécurité alimentaire et de la nutrition par une transition vers des systèmes agroalimentaires durables, la protection de la biodiversité dans un contexte de changement climatique.

Aborder ces questions de manière holistique et pragmatique nécessite des efforts concertés avec nos partenaires, mais aussi une rigueur technique et scientifique capable de résister au contexte politique et médiatique complexe d'aujourd'hui.

Notre autre opportunité est notre principal domaine d'activité : le secteur des fruits et légumes. Par nature, c'est un secteur porteur car il est reconnu comme étant à la fois durable pour la planète, et bénéfique pour la santé des consommateurs. D'autant plus en 2021, qui a été désignée par l'Assemblée générale des Nations unies comme l'Année internationale des fruits et légumes. Ce secteur étant historiquement le principal domaine d'activité du COLEACP, nous saluons cette initiative. D'autant plus que structurellement sur les marchés horticoles locaux, régionaux et internationaux, la demande et l'offre dynamiques assurent une croissance durable pour les opérateurs, tant ceux basés dans les pays membres de l'OEACP que ceux de l'UE.

*En 2021 et au-delà, la famille COLEACP a l'opportunité, mais aussi la responsabilité, d'être un acteur de premier plan dans nos grands défis sociétaux.*



# 1 Réflexions

Dans ce contexte, nous continuerons à nous efforcer de mettre en lumière les femmes, les hommes et surtout les jeunes des pays ACP qui s'engagent pour le développement durable et inclusif de leur horticulture. C'est une bonne façon de contribuer à la défense de chaînes de valeur agricoles vertueuses, des intérêts de milliers de MPME et de millions de producteurs, d'un modèle de partenariat ACP-UE basé sur la durabilité de notre écosystème agricole et alimentaire.

Les axes de développement du COLEACP, déterminés fin 2019 avant l'émergence de la pandémie, doivent être poursuivis et accélérés. Cela implique une polyvalence et une complémentarité en termes de tâches, de rôles et de responsabilités au sein du réseau, ainsi qu'une numérisation et une décentralisation de nos activités.

Continuons à travailler ensemble, à notre niveau, pour protéger et construire un monde meilleur et plus juste, à la mesure des changements économiques et systémiques auxquels nous sommes et serons confrontés dans les années à venir. C'est ce que nous voulons réaliser ensemble en 2021 et au-delà, en impliquant l'ensemble du réseau de l'Association dans ce processus.

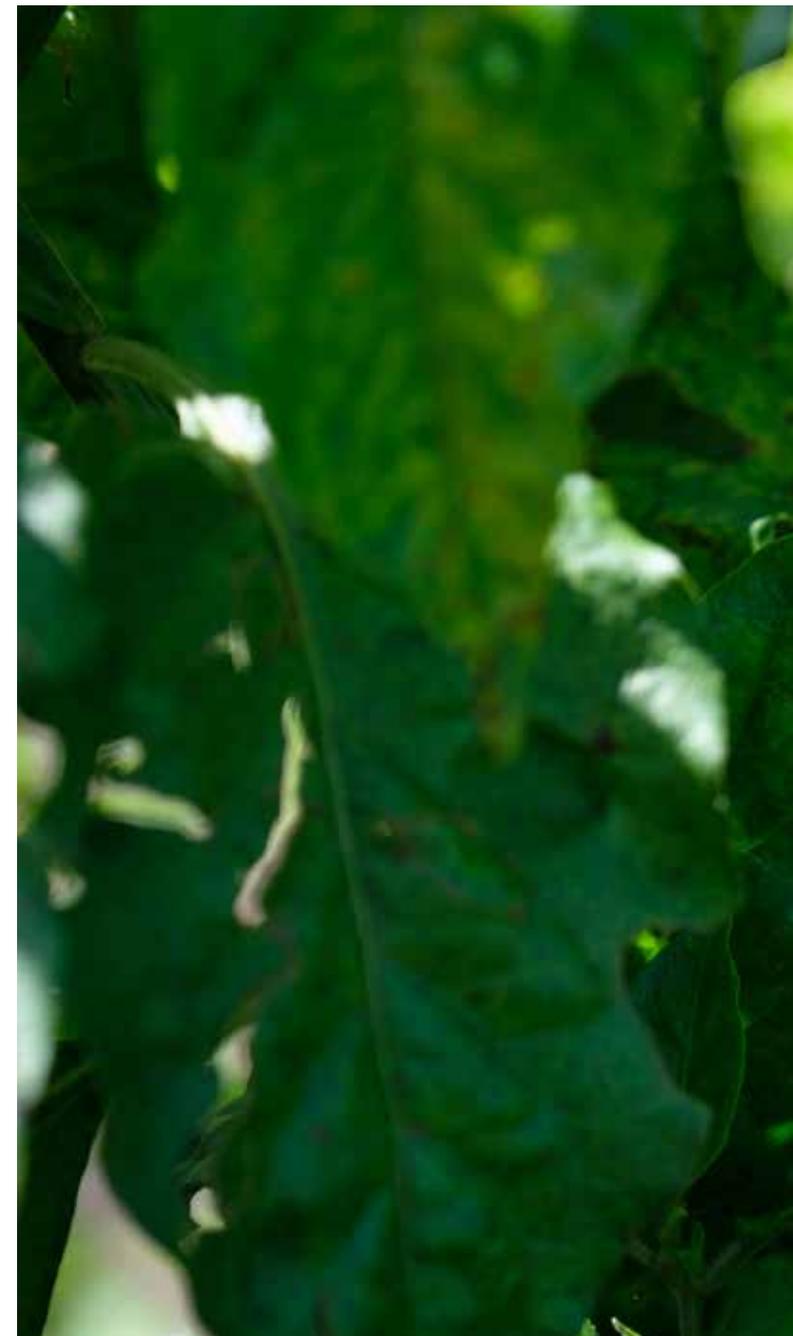
Le contexte international est difficile et l'avenir est incertain. Mais, comme nous l'avons vécu en 2020, en collaborant

de manière constructive, en innovant et en acceptant la volatilité du changement, nous pouvons être résilients collectivement et individuellement.

Notre vision, « Growing people », notre mission et nos valeurs, ainsi que notre approche globale, fournissent un cadre stable pour travailler et collaborer avec l'ensemble de notre réseau - mais nous devons continuer à évoluer pour nous assurer que nous restons opérationnels et réactifs face aux défis actuels et futurs en ce qui concerne :

- les membres de notre organisation ;
- les partenaires qui bénéficient de notre travail sur le terrain ;
- nos donateurs européens qui se sont engagés - notamment par le biais du « Green Deal » européen et de la stratégie « Farm to Fork » - en faveur d'une économie et d'une planète durables.

En 2021, nous continuerons à contribuer à la réalisation de cet objectif, notamment dans les pays membres de l'OEACP où nous travaillons, en nous efforçant de faciliter la transformation des défis climatiques et environnementaux en opportunités, et en œuvrant pour que cette transition soit aussi juste et inclusive que possible.









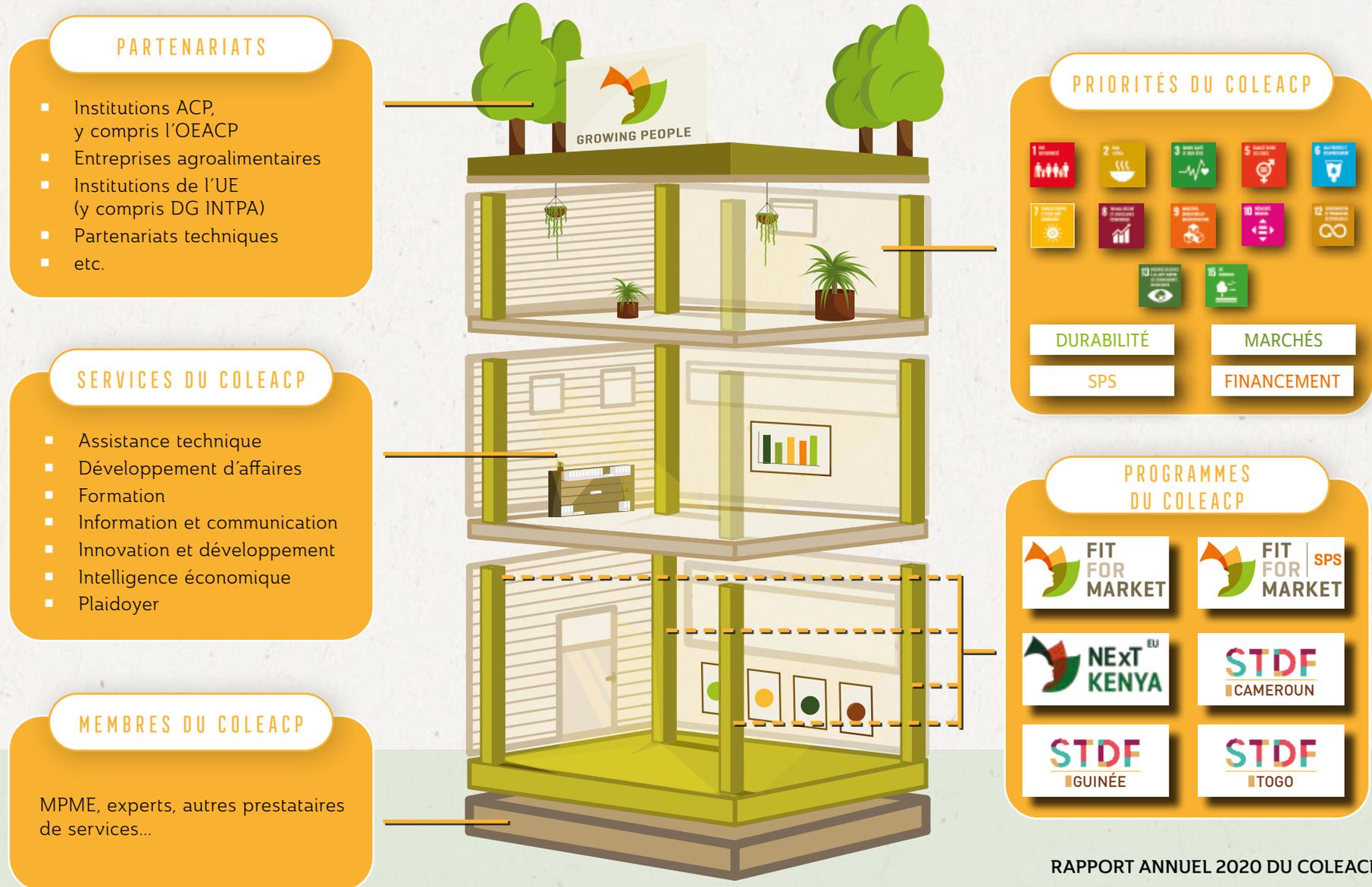
# À PROPOS DU COLEACP EN 2020

## 2 À propos du COLEACP en 2020

Le COLEACP est une association construite autour de ses membres, qui obtient des résultats soutenus par les piliers de ses programmes financés par des bailleurs de fonds. Nos activités, mises en œuvre par les sept services du COLEACP, s'articulent notamment autour de quatre thèmes clés pour les chaînes de valeur horticoles, basés sur l'Agenda 2030 pour le développement durable (Objectifs de développement durable) : l'évaluation de la durabilité ; les marchés régionaux/locaux ; le défi SPS ; et l'accès au financement. Nous mettons l'accent sur le renforcement des capacités pour la durabilité future - « Growing people ». Nous assurons la liaison et la collaboration avec un large réseau de partenaires dans le domaine de l'horticulture durable.



Le COLEACP : une association construite autour de ses membres, qui obtient des résultats soutenus par les piliers de ses programmes financés par des bailleurs de fonds



## Adhésions au COLEACP en 2020

Au cours de l'année 2020, l'association a accueilli 118 nouveaux membres. Les membres du COLEACP sont désormais au nombre de 488, issus de 45 pays d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique et de l'Union européenne. Nous nous réjouissons d'atteindre le cap des 500 membres au début de l'année 2021.

Nous souhaitons tout particulièrement la bienvenue à nos premiers membres du Tchad, du Liberia, des Bahamas, de Trinité-et-Tobago, de Fidji et de Papouasie-Nouvelle-Guinée.



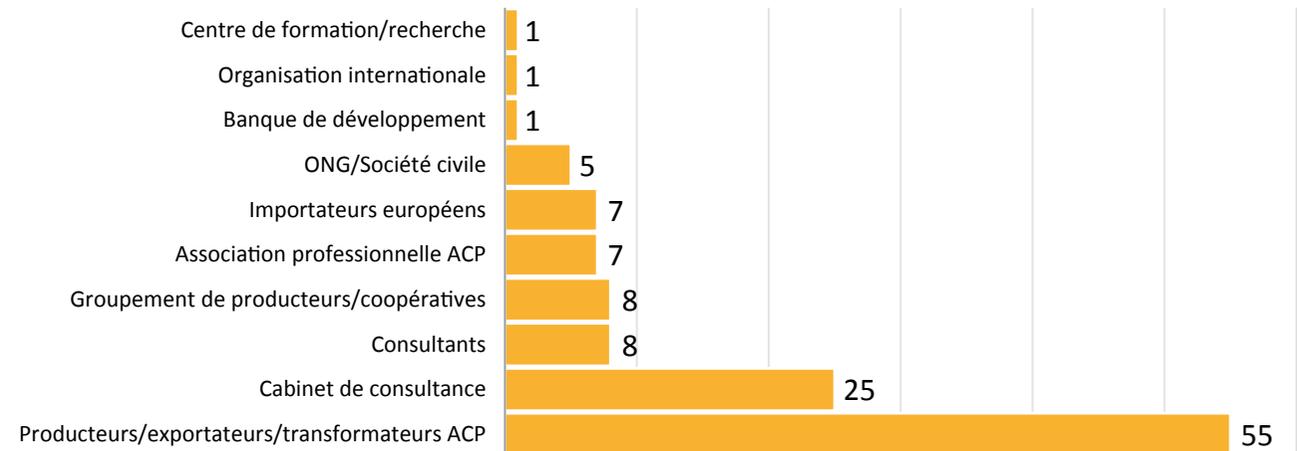
### 118 nouveaux membres en 2020, par région/pays

| PAYS                      | NOUVEAUX MEMBRES | PAYS                    | NOUVEAUX MEMBRES |
|---------------------------|------------------|-------------------------|------------------|
| <b>Afrique de l'Ouest</b> |                  | <b>Europe</b>           |                  |
| Togo                      | 14               | France                  | 3                |
| Côte d'Ivoire             | 11               | Belgique                | 2                |
| Ghana                     | 8                | Pays-Bas                | 2                |
| Bénin                     | 6                | Suisse                  | 1                |
| Nigeria                   | 5                | Royaume-Uni             | 1                |
| Mali                      | 3                | <b>Afrique de l'Est</b> |                  |
| Guinée                    | 2                | Madagascar              | 7                |
| Liberia                   | 1                | Ouganda                 | 6                |
| Burkina Faso              | 1                | Kenya                   | 5                |
| Gambie                    | 1                | Maurice                 | 2                |
| Sénégal                   | 1                | Rwanda                  | 2                |
| <b>Afrique australe</b>   |                  | Tanzanie                | 2                |
| Zimbabwe                  | 3                | Ethiopie                | 1                |
| <b>Pacifique</b>          |                  |                         |                  |
| Fidji                     | 1                |                         |                  |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 1                |                         |                  |

| PAYS                    | NOUVEAUX MEMBRES |
|-------------------------|------------------|
| <b>Afrique centrale</b> |                  |
| Cameroun                | 9                |
| R.D. Congo              | 7                |
| Burundi                 | 2                |
| Tchad                   | 1                |
| <b>Caraïbes</b>         |                  |
| Bahamas                 | 1                |
| Suriname                | 1                |
| République dominicaine  | 1                |
| Trinité & Tobago        | 1                |

Parmi les 118 nouveaux membres, près de la moitié (47%) sont des producteurs/exportateurs/transformateurs ACP. Le solde étant constitué de consultants, groupements de producteurs/coopératives et d'associations professionnelles ACP, ainsi que d'importateurs européens, d'organisations de la société civile, une banque de développement, une organisation internationale et un centre de formation/recherche. Les entreprises membres vont des opérateurs à grande échelle jusqu'aux MPME.

## 118 nouveaux membres en 2020, par catégorie



# 2 À propos du COLEACP en 2020

## ÉVÉNEMENTS ET RENCONTRES

### JAN

**BRUXELLES**

Réunions avec la délégation de la CAE et l'AMCC+

**MONHEIM**

Réunion d'experts Bayer-Solidaridad sur le TR4

**BRUXELLES**

Brussels Development Briefing 59

### FEV

**BERLIN**

(à Fruit Logistica)  
Panel sur la collaboration mondiale contre le TR4

**BRUXELLES**

Brussels Development Briefing 60

Initiative mondiale pour la sécurité alimentaire de Seattle

Réunion  
DG TRADE-COLEACP  
(DG TRADE, DG DEVCO,  
DG SANTE,  
équipe COLEACP)

### MARS

LES ÉVÉNEMENTS À PARTIR DE MARS SONT VIRTUELS, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Conférence internationale sur la sécurité alimentaire GFSI 2020

Le COLEACP organise une vidéoconférence sur la consultation tarifaire mondiale du Royaume-Uni

### AVR

Groupe de travail du STDF

1<sup>er</sup> groupe de travail de la CIPV sur l'analyse du risque phytosanitaire - e-learning

Réunion de la Task Force TR4

### MAI

Webinaire de Food Bridge : L'impact de la Covid-19

Webinaire du STDF : Garantir la sécurité des échanges commerciaux à l'avenir pendant la période Covid-19

Webinaire sur l'exportation dans les Caraïbes : Survivre et prospérer

Comité directeur du Fonds FO4ACP & ABC

### JUIN

Sommet intersessionnel de l'OEACP et session d'information sur les impacts de la Covid-19

Comité directeur du Forum mondial de la banane (Session exceptionnelle sur la Covid-19)

Table ronde FERA-Defra sur la biosécurité des plantes au Royaume-Uni

Webinaire de la FAO : diagnostics et mesures phytosanitaires

Tournée de consultation mondiale GLOBALG.A.P.

Groupe de travail FARM

## JUIL

## SEP

## OCT

## NOV

## DEC

LES ÉVÉNEMENTS À PARTIR DE MARS SONT VIRTUELS, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Série de webinaires  
Freshfel (juillet-novembre)

Webinaire de ProFound :  
stratégies pour le marché  
biologique africain

Réunion de la Task Force  
TR4

Webinaire sur  
l'exportation dans  
les Caraïbes

Ateliers de créativité  
de la FAO-CIPV  
*Design Thinking*

Webinaire du Forum  
mondial de la banane  
sur le genre

Réunion de la Task Force  
TR4

Freshfel AGM

Tournée de consultation  
mondiale GLOBALG.A.P.

Pré-session AGRF :  
rôle clé des PME  
(avec PAFO)

Webinaire sur  
le pont alimentaire

Comité de pilotage  
Fit For Market SPS

Groupe de travail STDF &  
Webinaire ePhyto STDF

Atelier Brexit  
du secrétariat  
de l'OEACP

Conférence  
« EC Farm to Fork 2020 »

Réunions du Comité SPS  
de l'Union africaine

Sommet du CCI  
sur le bon commerce

Groupe de travail FARM

Webinaire sur le tourisme  
durable en Guyane

Atelier OEACP/COLEACP  
sur le Brexit  
(Préparation de la sortie  
du Royaume-Uni de  
l'union douanière et du  
marché unique de l'UE)

Série Innovations  
PAFO-COLEACP  
Session 1

Comité SPS de l'OMC

Comité directeur du Forum  
mondial de la banane  
et session thématique  
sur le TR4

La culture de la sécurité  
alimentaire de la GFSI sur  
les marchés mondiaux

Atelier de planification  
stratégique de la PAFO

Comité de pilotage  
Fit For Market

Webinaire CIPV :  
Prévention de la chenille  
légionnaire d'automne

Événement  
DG DEVCO/OEACP :  
Cohérence des politiques  
pour le développement

Réunion plénière annuelle  
du Régime Fruits et  
Légumes de l'OCDE

2<sup>ème</sup> Sommet des  
affaires sur la formation  
professionnelle en  
alternance (AHK Nigeria,  
GIZ & Don Bosco)

# 2 À propos du COLEACP en 2020

## RÉPONSES COVID-19

### MARS

Bureau de Bruxelles fermé en raison des restrictions liées à la Covid-19 ; réunions quotidiennes de planification interne

Lancement du plan d'action Covid-19 du COLEACP

### AVR

Lancement d'enquêtes nationales sur l'impact de la Covid-19 dans 19 pays africains

### JUIN

Identification de nouveaux locaux à Bruxelles

### DEC

Le déménagement vers les nouveaux bureaux de Bruxelles est terminé



## SALONS INTERNATIONAUX

FEV

BERLIN

Fruit Logistica 2020

NUREMBERG

BIOFACH 2020

SEP

LES ÉVÉNEMENTS À PARTIR DE MARS SONT VIRTUELS, SAUF INDICATION CONTRAIRE

MACFRUT 2020

OCT

Fruit Attraction 2020

Salon RSE et IDD,  
Madagascar



## 2 À propos du COLEACP en 2020

### ÉVÉNEMENTS CLÉS DANS LA VIE DU COLEACP ET DE SES PROGRAMMES ET ACCORDS DE PARTENARIAT\*

| JAN                 | FEV   | AVR  | MAI  | JUIN   | JUIL   |
|---------------------|---|--|--|--|--|
| Le pont alimentaire | <ul style="list-style-type: none"><li>■ ARSO</li><li>■ ACBA</li><li>■ GIZ Togo</li><li>■ PAFO</li></ul> | LES ÉVÉNEMENTS À PARTIR DE MARS SONT VIRTUELS, SAUF INDICATION CONTRAIRE |  |  |  |
|                     |   | FARM   | Début du programme NExT Kenya (New Export Trade) | Conseil d'administration et Assemblée générale annuelle du COLEACP <ul style="list-style-type: none"><li>■ NM-AIST</li><li>■ TAHA</li><li>■ WorldVeg</li></ul> | Lancement digital de NExT Kenya<br><br>Fonds ABC |



\* Hors accords avec les bénéficiaires des programmes.

## OCT

## NOV

## DEC

LES ÉVÉNEMENTS À PARTIR DE MARS SONT VIRTUELS, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Nomination du  
coordinateur du  
programme NExT Kenya  
Dr Chagama Kedera

Conseil d'administration  
du COLEACP

CABI

- EAFF
- CEDEAO
- MINADER (Cameroun)



## Plan d'action Covid-19 du COLEACP

L'année 2020 a apporté des défis supplémentaires liés à la pandémie de Covid-19 et aux restrictions imposées, avec un impact majeur sur les producteurs et exportateurs horticoles ACP sur les marchés locaux, régionaux et internationaux. Le COLEACP a réagi dès le mois de mars en recueillant des témoignages de membres et partenaires ACP décrivant les impacts immédiats de la pandémie sur leurs entreprises agroalimentaires. Ces témoignages de première main ont constitué un préambule précieux aux enquêtes nationales plus systématiques visant à évaluer l'impact de la Covid-19, et menées en collaboration avec des organisations partenaires (voir page 67).

Ce retour d'information a permis au COLEACP de formuler un plan d'action Covid-19 basé sur cinq axes de travail prioritaires, visant à tirer pleinement parti des possibilités offertes par la technologie pour l'apprentissage à distance et l'assistance technique numérique.

L'objectif global du plan d'action est d'aider les petits exploitants, les groupes d'agriculteurs et les MPME des pays ACP à produire et à vendre des produits horticoles de manière durable en améliorant leur accès aux marchés nationaux, régionaux et internationaux, tout en mettant en œuvre des mesures préventives pour limiter la propagation de la Covid-19.

Les MPME agroalimentaires des pays ACP ont été particulièrement touchées par la pandémie de Covid-19. Outre la menace sanitaire qu'elle représente pour les travailleurs et les parties prenantes tout au long de leurs chaînes de valeur, la pandémie a mis en évidence la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement agroalimentaires aux perturbations commerciales au niveau national, régional et international, en particulier pour les produits à courte durée de conservation tels que les produits frais. Les MPME sont déjà vulnérables en raison de leurs réserves de trésorerie très limitées, et même une perturbation temporaire peut entraîner des pertes d'emploi et une baisse des revenus des petits producteurs. Cette conséquence aura de graves répercussions sur l'augmentation de la pauvreté, la sécurité alimentaire et la nutrition dans les pays ACP.

La priorité du COLEACP à court terme a été d'accroître la résilience des MPME ACP afin qu'elles puissent protéger la santé et la sécurité des employés, des producteurs et de leurs communautés ; préserver les moyens de subsistance ; et contribuer à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Au niveau national, cela implique de travailler par l'intermédiaire du secteur privé, par exemple via les organisations d'agriculteurs et les associations professionnelles, et en mettant

### MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLEACP : LUDOVIC AKENAN, DIRECTEUR IMPORT- EXPORT PRONATURA SAS, FRANCE



« En 2020, la Covid-19 signifiait mettre rapidement en place des protocoles pour tous nos sites. Globalement, les volumes d'importation ont été

maintenus alors que les volumes de produits européens ont fait défaut.

Le COLEACP nous a aidés en nous fournissant un appui et des informations en amont.

Je considère que les principaux défis pour 2021 sont la compétitivité en amont et en aval, la diversification des canaux de vente et la satisfaction des clients.

Pour assurer la durabilité à long terme de la production et du commerce alimentaires, nous devons faire pression pour améliorer la compétitivité des petits opérateurs et la disponibilité d'une main-d'œuvre formée et efficace.

À l'avenir, le COLEACP pourrait s'efforcer de devenir un canal de communication plus dynamique pour les consommateurs. »

en place des groupes de travail Covid-19 dirigés par des entreprises pour identifier les priorités et combiner les ressources publiques et privées nécessaires pour y répondre.

S'appuyant sur les activités en cours dans le cadre de ses deux programmes Fit For Market, le COLEACP s'est concentré sur :

- **L'accès au marché et la sécurité alimentaire** - Adapter l'offre à la demande en ce qui concerne la logistique, la diversification des exportations vers les marchés locaux /régionaux et des produits frais aux produits transformés, et les interactions avec les douanes et les contrôles aux frontières.

- **Renforcer la santé et la sécurité face au coronavirus** - Sensibiliser et former le secteur agroalimentaire ACP aux mesures préventives Covid-19 pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs, des employés, des producteurs et de leurs communautés.
- **Le soutien à la gestion d'entreprise** - Soutien au secteur agroalimentaire ACP pour développer des plans d'urgence en la gestion de trésorerie et de fonds de roulement, ainsi que pour le maintien et la réorganisation du personnel.

- **Plaidoyer** - Communiquer au nom du secteur agroalimentaire ACP avec les gouvernements, les institutions internationales et les intermédiaires financiers afin de faciliter les plans d'urgence à court terme, d'assurer la cohérence des mesures entre l'UE et les pays ACP pour éviter les distorsions du commerce et du marché, et afin de renforcer à moyen terme les systèmes nationaux et régionaux de production et de distribution alimentaires dans l'ensemble des pays ACP.
- **Information et communication** - Tenir le secteur agroalimentaire des pays ACP et de l'UE informé de la dynamique du commerce et du marché, et jeter les bases de toutes les activités décrites ci-dessus.



# 2 À propos du COLEACP en 2020

Chaque axe de travail sert une ou plusieurs des thématiques prioritaires d'intervention du COLEACP :



ÉVALUATION DE LA DURABILITÉ



DÉFIS SPS



MARCHÉS RÉGIONAUX ET LOCAUX



ACCÈS AUX FINANCEMENTS

## Plan d'action Covid-19 : Cinq axes de travail

Accès au marché et sécurité alimentaire



Améliorer la santé et la sécurité en matière de coronavirus



Soutien à la gestion des affaires



Plaidoyer



Information et communication



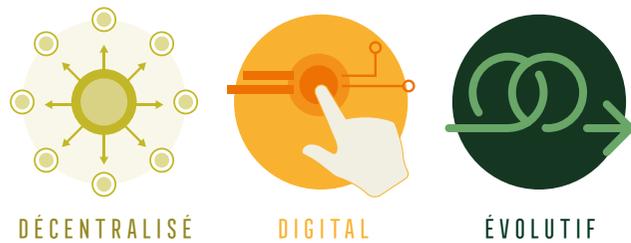
Au service des Objectifs de Développement Durable



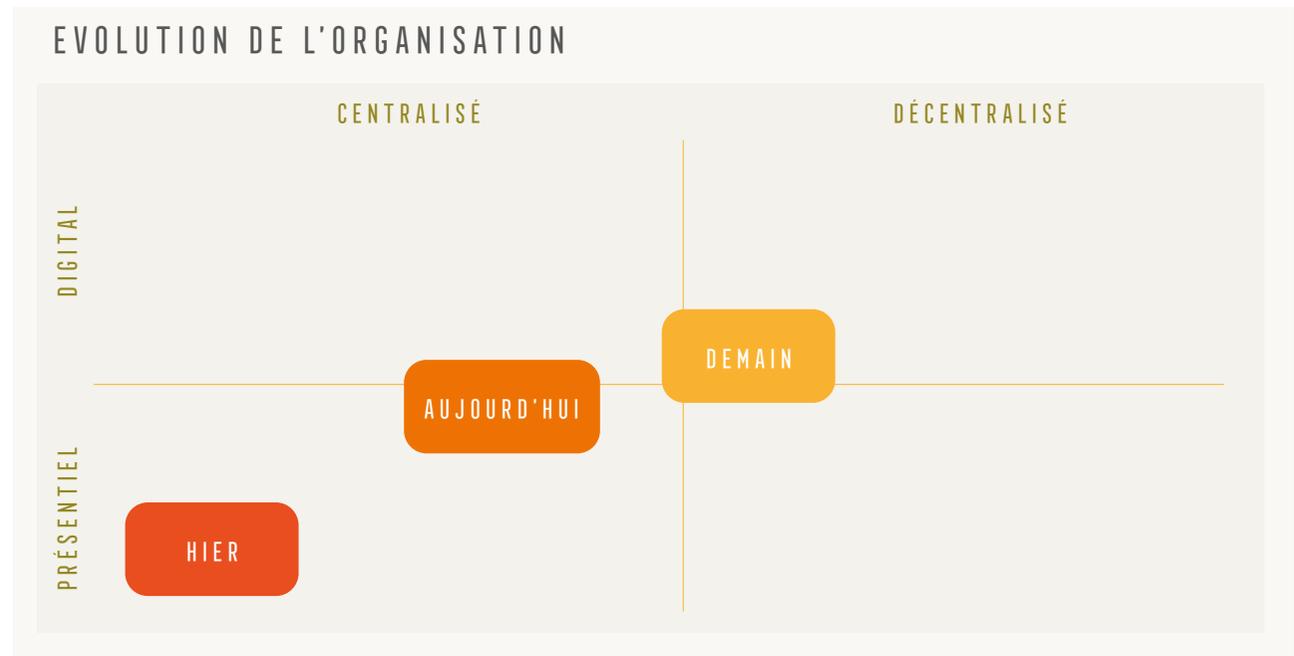
## Accélérer l'évolution du COLEACP

La réalisation des objectifs ciblés du plan d'action Covid-19 dans le contexte des restrictions imposées par la pandémie a nécessité une accélération déterminée des changements déjà en cours.

En particulier, pour devenir plus :



Les impacts de la pandémie n'ont pas encore été mesurés, et beaucoup ont été durs, pour les individus, les moyens de subsistance, les chaînes de valeur et les entreprises horticoles. Mais, paradoxalement, ces événements ont également eu pour effet, pour beaucoup, de focaliser et d'accélérer les changements nécessaires, offrant des opportunités de transformer les défis en opportunités, et cela a été le cas pour le COLEACP en tant qu'organisation.



## 2 À propos du COLEACP en 2020

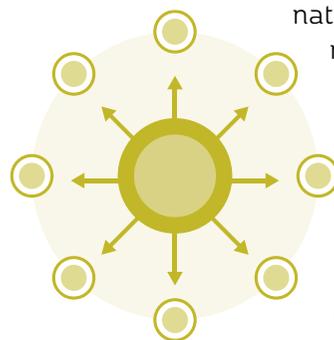
### Décentralisé

En 2020, le COLEACP a pu accélérer son modèle de décentralisation basé sur les principes suivants :

- appropriation locale ;
- pas de substitution des acteurs locaux ;
- investissement dans l'expertise et les ressources humaines locales ;
- partager les problèmes et les solutions pour réaliser des économies d'échelle ;
- interventions à la demande ;
- approche participative et partage des coûts ;
- coopération Sud-Sud ;
- un accent transversal sur les jeunes et les femmes.

### Notre équipe de relais nationaux

Le COLEACP collabore depuis longtemps avec des représentants locaux engagés (« relais »), qui apportent leur vaste expertise nationale et régionale dans chacune des trois régions ACP, nous permettent de rester en contact avec nos chaînes de valeur « sur le terrain » et renforcent nos réseaux.



L'équipe des relais a été formalisée et élargie en 2020-21, et comprend désormais 13 relais nationaux et trois coordinateurs nationaux de projets STDF. En décembre 2020 et janvier 2021, nos relais nationaux ont participé à des sessions d'orientation en ligne sur l'association et la plateforme de services électroniques du COLEACP.





*De gauche à droite :*

*Eddy RANDRIAMIHAJASOA, Madagascar ;*

*Jenna WIJNGAARDE, Suriname ;*

*Kadjala KPATCHA, STDF Togo ;*

*Mikyas BEKELE, Ethiopie ;*

*Grace AKAO, Ouganda ;*

*Edit Patric KABRÉ, Burkina Faso ;*

*Mereia VOLAVOLA, Fidji ;*

*Isaac NDAMANHYILU, Tanzanie ;*

*Mamadou CONDE, Guinée ;*

*Olga KOUASSI ASSOVIÉ, Côte d'Ivoire ;*

*Guy Jacques WAMBA, Cameroun ;*

*Wédji FALL SYLLA, Sénégal ;*

*Mamadouba CAMARA, STDF Guinée ;*

*Karina DE POOL, République dominicaine ;*

*Bodomziba TCHALA, Togo ;*

*Blondelle Arlette GHOMFO, STDF Cameroun.*



## WÉDJI FALL

« Contribuer à la consolidation des interventions du COLEACP au Sénégal reste ma principale motivation, malgré la pandémie de Covid-19 qui a accentué les défis du secteur horticole national. À cet égard, je ne ménagerai aucun effort pour assurer la liaison entre le COLEACP et le secteur agroalimentaire sénégalais, notamment en favorisant les synergies avec les projets partenaires au niveau national, et surtout pour soutenir la mise en œuvre de l'outil R-SAT du COLEACP pour l'évaluation du système SPS et l'élaboration d'un Plan d'action national. »

## JENNA WIJNGAARDE

« Au Suriname, le secteur de l'horticulture bénéficiera de l'opérationnalisation de l'Institut national pour la sécurité alimentaire du Suriname (NIVS). Il inaugure une nouvelle ère de gouvernance pour la sécurité alimentaire, avec un organisme unique chargé de superviser la sécurité alimentaire et sanitaire des aliments, qu'ils soient produits au Suriname importés ou exportés. »

## MEREIA VOLAVOLA

« Le COLEACP est une organisation riche d'expériences et d'apprentissages provenant du monde entier, et possède une grande expérience dans la fourniture de programmes de formation et d'assistance technique dans les pays ACP. Je suis privilégiée de faire partie de cette organisation et j'ai hâte de faire profiter le Pacifique de cette expérience, de cet apprentissage et de cette assistance technique. »

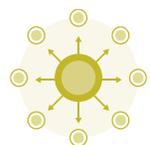
## MIKYAS BEKELE

« Les principaux besoins de l'horticulture éthiopienne sont le soutien aux questions SPS et aux normes du marché international, ainsi que le renforcement des capacités des petites exploitations et des exploitations commerciales. En 2021, je suis impatient de créer un lien fort entre le COLEACP et les partenaires de la chaîne de valeur de l'horticulture. »



## MAMADOU CONDE

« En 2021, j'ai hâte de travailler en synergie avec les organisations partenaires du COLEACP en Guinée, telles que l'ONUDI, ENABEL, et la Délégation de l'Union européenne en Guinée, pour assurer la cohérence des interventions et maximiser les résultats. Aussi, fournir une assistance technique dans la préparation des demandes d'intervention des organisations intéressées telles que l'Association des producteurs d'ananas de Kissidougou en Guinée forestière. Nos principaux besoins dans le pays sont la maîtrise des itinéraires techniques de production, le renforcement systématique de la résilience au changement climatique, le développement de partenariats financiers locaux et le développement de l'entrepreneuriat et du marketing. »



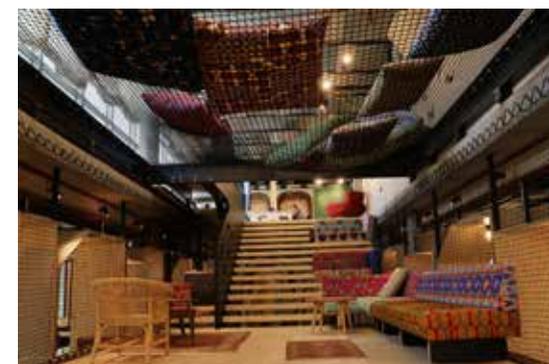
## Nouveaux espaces de travail

### 📍 Nairobi

En 2020, le COLEACP a établi un bureau à Nairobi pour l'unité de gestion du programme NExT Kenya - voir page 46.

### 📍 Bruxelles

À partir de mars 2020, le personnel du COLEACP a rapidement appris à travailler depuis son domicile tout en maintenant les connexions avec ses collègues, tant au niveau local que mondial. Notre nouveau siège bruxellois, identifié et planifié en 2020 et ouvert en janvier 2021, offre un espace de travail flexible qui encourage le travail agile entre le domicile et le bureau, et entre les membres de l'équipe. Le Silversquare Triomphe espace de co-working, offre un environnement propice au travail collaboratif. Le « bâtiment passif » contribue également à l'objectif du COLEACP de réduire son empreinte carbone, conformément à notre éthique de la durabilité.





## 2 À propos du COLEACP en 2020



### Digital

La digitalisation des activités du COLEACP s'est accélérée en 2020. Au niveau interne et externe. Pour nos membres, partenaires et parties prenantes des programmes, nous avons poursuivi des innovations dans les domaines suivants :

- utilisation plus large de l'apprentissage en ligne et hybride (page 76) ;
- accès à des informations et des services numériques tels que les plateformes de marché (page 95) ;
- des solutions digitales innovantes telles que la blockchain (page 100) ;
- des ressources d'information en ligne en temps réel, par exemple via les sites web des pays (page 126) ;
- une communauté croissante d'utilisateurs via des sites web et des réseaux sociaux (page 132).

En interne, nous avons poursuivi nos efforts de :

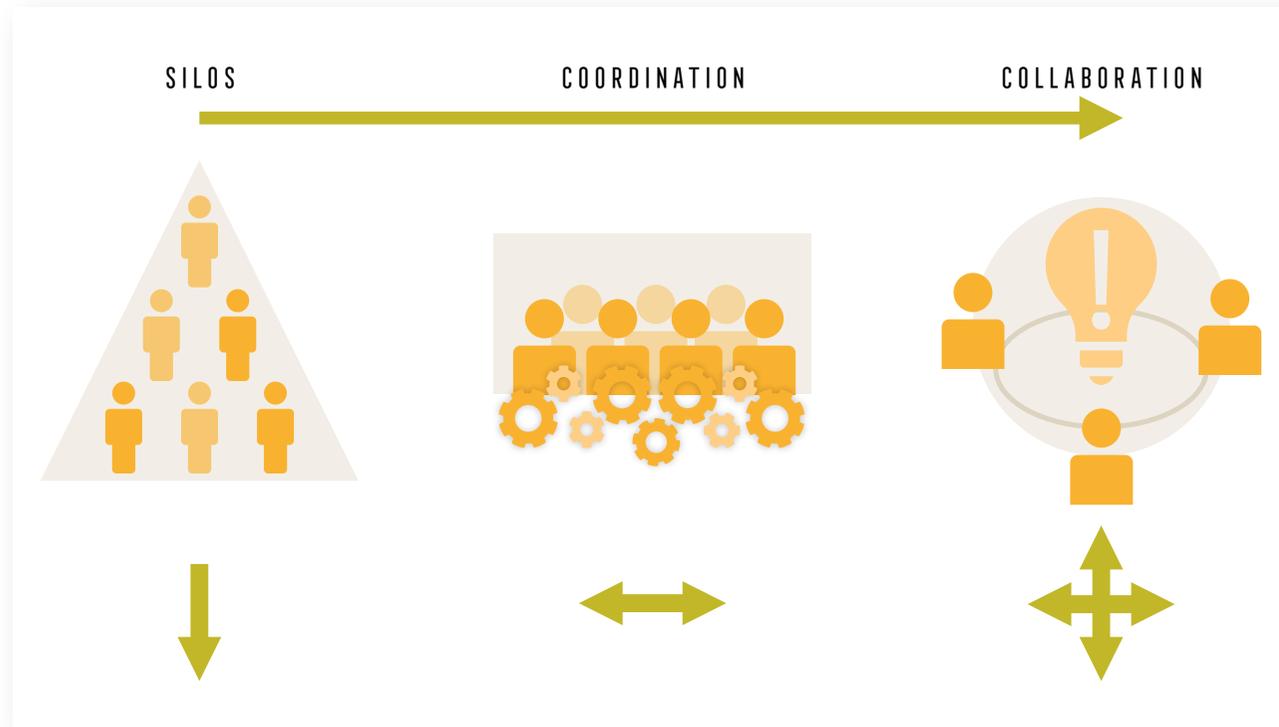
- développement des communications internes, rendues nécessaires par les restrictions liées à la Covid-19 ;
- sécurisation et protection de nos données numériques ;
- de systématisation et d'informatisation de la gestion technique et financière de nos activités.



### Evolutif

À partir de mars 2020, nous avons :

- équipé tout le personnel pour fonctionner à distance ;
- appris à travailler et à collaborer (et à jouer) ensemble en utilisant des outils en ligne ;
- lancé notre plan d'action spécifique Covid-19 pour garantir la poursuite ciblée des activités de nos programmes ;
- amélioré notre offre digitale pour la formation des formateurs ;
- soutenu nos partenaires en fournissant des actualités hebdomadaires et des services d'information ;
- fait évoluer le modus operandi de l'organisation en développant le mode collaboratif dans la gestion de projets.



## Notre engagement en faveur du développement durable

L'engagement du COLEACP en matière de responsabilité sociétale des entreprises vise à respecter les principes sociaux, environnementaux et économiques du développement durable. Grâce à notre système d'auto-évaluation de la durabilité (page 71), nous offrons aux PME et aux organisations du secteur des fruits et légumes une méthode pour mettre en œuvre des pratiques durables.

Nous veillons aussi à ce que ces valeurs s'appliquent également à nos propres pratiques.

Trois points focaux font l'objet d'un suivi spécifique : Les impacts sur la durabilité environnementale et sociale ; le climat ; et l'environnement.

### Le « Green Deal » de l'UE et la stratégie « Farm to Fork » inspirent les activités du COLEACP.

Le [Green Deal européen](#)\* vise à passer à une économie propre et circulaire, à restaurer la biodiversité, à réduire la pollution et à contribuer à des systèmes alimentaires durables.

Nous devons repenser nos systèmes alimentaires, qui sont aujourd'hui responsables de près d'un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre, consomment de grandes quantités de ressources naturelles, entraînent une perte de biodiversité et des effets négatifs sur la santé (dus à la fois à la sous- et à la suralimentation), et ne permettent pas des rendements économiques et des moyens de subsistance équitables pour tous les acteurs, en particulier pour les producteurs primaires.

La [stratégie « Farm to Fork »](#)\*\* est au cœur du Green Deal européen et vise à rendre les systèmes alimentaires équitables, sains et respectueux de l'environnement.

Le COLEACP souscrit pleinement à l'agenda de la durabilité alimentaire et soutient les opérateurs de l'ensemble des chaînes de valeur afin qu'ils passent à des pratiques plus vertes et à des modèles économiques, sociaux et environnementaux plus durables. Les programmes de l'association aident ses membres à améliorer la production durable à faible impact environnemental, à promouvoir des pratiques efficaces en matière de ressources, à soutenir la gestion de l'énergie et des déchets, et à promouvoir une transition verte rendant le commerce plus durable et responsable.

Le COLEACP aide également les opérateurs ACP à se conformer aux normes et aux mesures réglementaires et non réglementaires requises pour accéder aux marchés de l'UE (SPS, sécurité des aliments, normes environnementales et biologiques) et encourage l'adoption de technologies et d'innovations respectueuses de l'environnement.

\* [https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal\\_fr](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-deal_fr)

\*\* [https://ec.europa.eu/food/farm2fork\\_en](https://ec.europa.eu/food/farm2fork_en)

## Impacts sur la durabilité environnementale et sociale

**100%** de nos partenaires ont accepté de respecter la charte de durabilité du COLEACP.

**280+** ont maintenant auto-évalué leur durabilité.

**85%** offrent des contrats formels à leurs employés permanents en adéquation avec les législations sociales en vigueur dans leurs pays respectifs.

**67%** préviennent la pollution des points d'eau et du sol.

**70%** testent l'érosion du sol.



## Climat

Tout comme nous demandons à nos membres et partenaires de surveiller leur impact sur le climat grâce à notre système d'auto-évaluation de la durabilité, nous continuerons à prendre des mesures pour évaluer et compenser notre propre empreinte carbone sur une base annuelle. Toutefois, l'année 2020 a été un cas inhabituel puisque seules trois missions sur le terrain ont été effectuées en raison des restrictions imposées par la Covid-19.

## 2 À propos du COLEACP en 2020

### MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLEACP : KARIM DOSTMOHAMED, PDG DE FRIGOKEN LTD, KENYA



« La pandémie actuelle de Covid-19 nous a tous forcés à assurer le bien-être de notre personnel et de nos partenaires. Elle a prouvé qu'en cas de crise, nous pouvons rapidement

innover, nous adapter et collaborer pour survivre.

Le COLEACP nous a aidés par le biais de formations en ligne, en particulier pendant la pandémie ; l'accès à des experts pour répondre à des besoins techniques, par exemple en matière de sol et d'eau ; et des interventions adaptées à nos besoins spécifiques en tant qu'entreprise.

Nos défis actuels sont les suivants : comment partager les bonnes pratiques

agronomiques tout en opérant sous les restrictions liées à la Covid ; le manque de systèmes d'alerte précoce (par exemple, l'invasion de criquets au Kenya) ; et le retard des pluies dans certaines régions.

Nous devons tous adopter une approche plus proactive pour faire face à la crise climatique, tant au niveau des champs que de la transformation, avec une collaboration accrue de l'ensemble du secteur agroalimentaire.

À l'avenir, le COLEACP devrait se concentrer sur la formation professionnelle dans le domaine de la gestion de l'eau et des sols, ainsi que sur le partage des pratiques/ technologies innovantes qui répondent à la crise environnementale sur le terrain et au niveau des opérations. »



## Notre premier label ECODYN



En octobre 2019, après 2 ans de mise en œuvre d'une véritable politique environnementale volontariste au sein du COLEACP, nous avons officiellement obtenu notre

premier label Entreprise Ecodynamique (ECODYN) (1 étoile).<sup>\*\*\*</sup> Cet agrément officiel, délivré par Bruxelles Environnement, récompense et encourage les entreprises, ASBL et institutions des secteurs public et privé bruxellois à intégrer l'environnement dans leur gestion quotidienne. L'éco-gestion permet de prendre en compte l'impact environnemental de nos activités, de l'évaluer et de le réduire. Pour ce faire, le label fournit un cadre de référence objectif et transparent, constitué d'un ensemble de bonnes pratiques dans neuf domaines environnementaux : achats, espaces verts, énergie, eau, mobilité, déchets, sols, bruit et organisation.

En avril 2020, après 3 années de succès, l'équipe de bénévoles ECODYN du COLEACP a transmis le flambeau à un nouveau comité, nouvellement motivé pour atteindre la deuxième étoile.

<sup>\*\*\*</sup> <http://www.ecodyn.brussels/sitelabel/coleACP/>

## La crise de la Covid-19

Après quelques mois de télétravail en raison des restrictions liées à la Covid-19, le COLEACP a pris la décision de déménager dans un espace de travail partagé à partir de début 2021. Comme de nombreuses bonnes pratiques dépendent du bâtiment dans lequel l'entreprise est située, et que le label ECODYN est attribué à une organisation pour un site d'activité particulier, cela signifie que nous devons recommencer le processus de labellisation.

Mais la bonne nouvelle est que, fort de notre expérience ECODYN, et toujours soucieux de notre impact sur l'environnement, le COLEACP a choisi d'établir ses bureaux dans le Silversquare Triomphe, à Ixelles. Réduire et partager notre



espace de travail nous permet de renforcer notre engagement en matière de durabilité. De plus, le Silversquare Triomphe est remarquable pour son éco-gestion, offrant une multitude d'options pour améliorer nos pratiques, notamment un parking à vélos, des bornes de recharge pour les voitures et les vélos électriques, un toit vert, un éclairage à détection de présence, et un suivi à distance de la consommation énergétique du bâtiment, en plus de sa certification BREEAM « Very Good ».<sup>\*\*\*\*</sup>

L'équipe d'ECODYN est donc tout à fait convaincue de pouvoir entreprendre avec succès le processus de labellisation à nouveau en 2021.

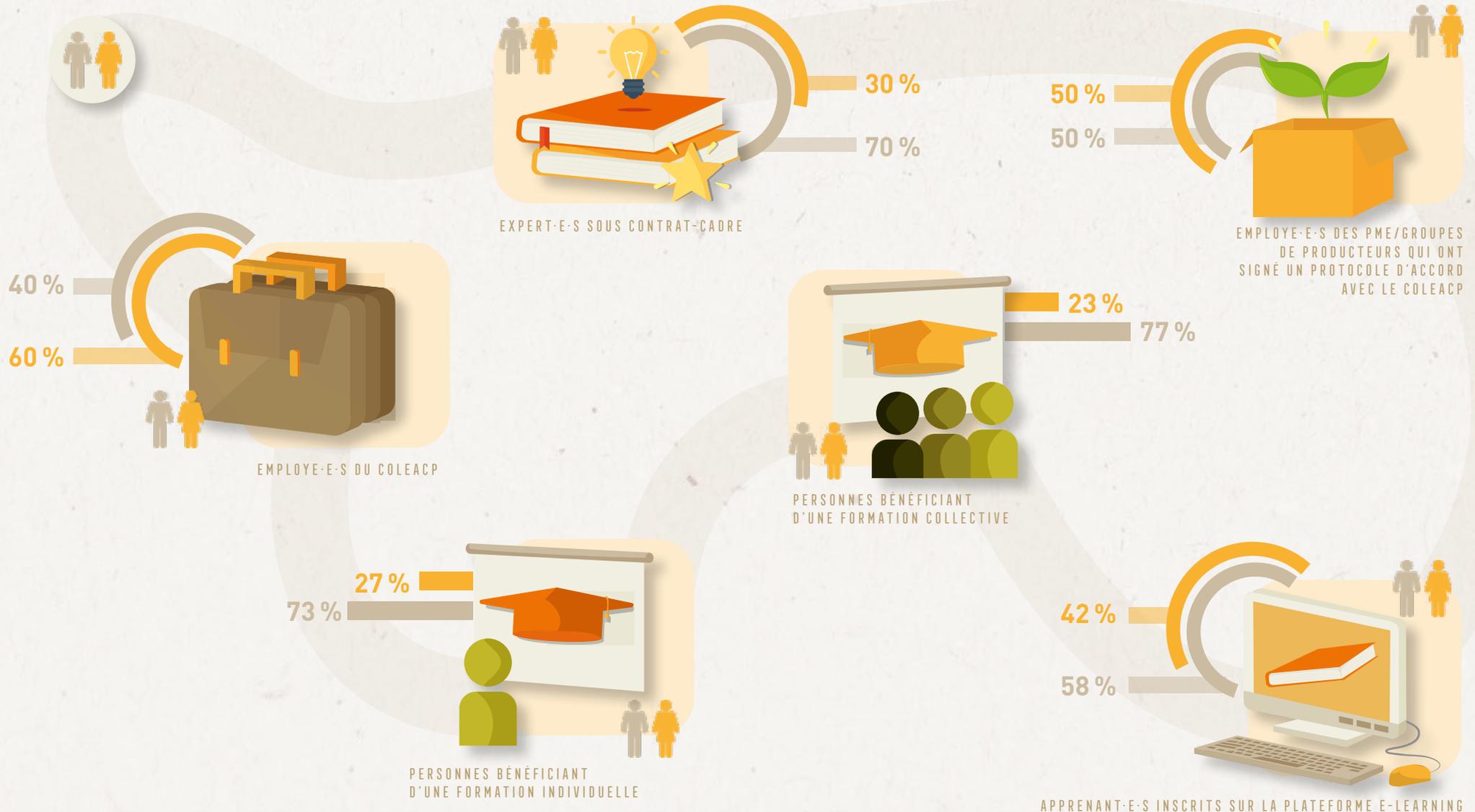


<sup>\*\*\*\*</sup> BREEAM (Building Research Establishment Environmental Assessment Method) est une méthode d'évaluation de la durabilité qui est utilisée pour la planification des projets, des infrastructures et des bâtiments. <https://www.breeam.com>

## 2 À propos du COLEACP en 2020



Répartition par genre, en 2020, pour :







3

**NOS  
PROGRAMMES**



La production agricole dans l'OEACP joue un rôle essentiel dans l'amélioration de la vie de nos populations, y compris les groupes plus vulnérables tels que les jeunes et les femmes. Une production agricole bien gérée peut contribuer de manière substantielle à l'ensemble des 17 Objectifs de développement durable des Nations unies. Dans ce contexte, le COLEACP a été un partenaire technique de longue date pour la promotion du développement durable du secteur horticole des Membres de l'OEACP dans le cadre de la stratégie de développement du secteur privé de l'OEACP et de l'Union européenne.

Grâce aux programmes Fit For Market, cofinancés par l'OEACP, l'UE et l'Agence Française de Développement, les petits exploitants, les groupes d'agriculteurs et les MPME ont été soutenus afin de maintenir et d'améliorer l'accès aux marchés horticoles nationaux, régionaux et internationaux.

Nos initiatives conjointes ont également aidé les parties prenantes à se reconstruire, de manière à être meilleures et plus forts, après la pandémie de Covid-19. Nous saluons les efforts et la collaboration avec l'UE et le COLEACP, qui ont aidé un grand nombre d'agriculteurs et d'opérateurs agroalimentaires de l'OEACP à améliorer leur compétitivité internationale.

**S.E. GEORGES REBELO PINTO CHIKOTI,  
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, ORGANISATION DES ÉTATS D'AFRIQUE,  
DES CARAÏBES ET DU PACIFIQUE (OEACP)**



La Covid-19 aura marqué la planète en 2020. En particulier les pays en développement et émergents comme les pays membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, dont beaucoup ont lutté et luttent pour vivre et survivre aux impacts négatifs de la pandémie. Force est de constater que le COLEACP, via notamment les programmes Fit For Market financés par l'Union européenne et l'OEACP, a su réagir rapidement et, via un plan d'action spécifique, pu continuer ses activités au service de ses partenaires-bénéficiaires en pays ACP. Nous tenons à les saluer pour cela, tant sur le plan collectif qu'individuel.

Le contexte international reste difficile et l'avenir incertain. En continuant à collaborer de manière constructive, le COLEACP a montré qu'on peut toutefois être résilient et continuer à agir. Il est dans ce sens important que les financeurs du développement et les investisseurs continuent à soutenir les économies agroalimentaires les plus vulnérables.

En particulier dans les pays membres de l'OEACP. Parallèlement, la pandémie représente aussi une opportunité pour accélérer le changement de paradigme en cours et la transition indispensable vers des systèmes alimentaires plus durables. C'est l'un des enjeux de la stratégie « de la ferme à la table » et du « Pacte vert » qui doivent à l'avenir et au-delà de son action directe au sein de l'UE, contribuer à influencer positivement les économies en développement et émergentes en matière d'impact social, environnemental et économique, tout en permettant de renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition dans ces régions.

**BRUNO DECLERCQ, COMMISSION EUROPÉENNE (DG INTPA)**



Au cours de l'année 2020 marquée par l'apparition de la Covid-19, le COLEACP a fait preuve d'une forte réactivité et de flexibilité, afin d'adapter ses modalités d'interventions pour lui permettre de poursuivre la mise en œuvre du Programme Fit For Market et aider les acteurs des filières horticoles ACP à faire face aux impacts de la pandémie.

**JEAN-RENÉ CUZON,  
RESPONSABLE EQUIPE PROJET AGRICULTURE  
À L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT**

\* Crédit photo © SWAC/OECD

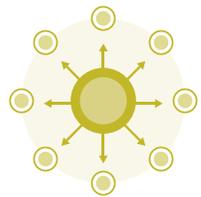


Grâce à son expertise technique et à son approche inclusive, le leadership du COLEACP sur les projets du STDF améliore la sécurité et la qualité des produits horticoles en Guinée et au Togo, et du poivre de Penja au Cameroun. L'engagement du COLEACP soutient également le travail de connaissance du STDF, contribuant à faciliter un commerce sûr qui profite aux pays en développement.

**MARLYNNE HOPPER, DIRECTRICE ADJOINTE,  
FONDS POUR L'APPLICATION DES NORMES  
ET LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE (STDF)**

# 3 Nos programmes

*Les activités des programmes du COLEACP se sont poursuivies en 2020 malgré les restrictions liées à la Covid-19, ce qui a conduit à l'accélération de l'ancrage numérique et local de l'association.*



DÉCENTRALISÉ



DIGITAL



ÉVOLUTIF



## Les programmes et projets du COLEACP travaillent en synergie



## Programmes mis en œuvre par le COLEACP en 2020



## Services d'appui aux projets et collaboration



2016-20

**Amélioration de la compétitivité de la filière mangue en Guinée-Bissau - production, transformation locale et soutien à l'exportation.**

Le COLEACP fournit une assistance technique et des services de formation à ce projet financé par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).



2020-21

**Renforcer les connaissances sur les critères de qualité pour l'exportation d'ananas, et les bonnes pratiques lors du conditionnement pour garantir la qualité.**

Le COLEACP fournit une assistance technique et des services de formation au projet « Relance de la Filière Ananas » (REFILA) financé par l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI).



2021

**Soutien et assurance qualité pour la traçabilité basée sur la technologie blockchain.**

Le COLEACP fournira des services de soutien et d'assurance qualité pour une solution de traçabilité basée sur la technologie blockchain dans le secteur de l'ananas, financée par l'Agence belge de développement (Enabel).



## Lancement de NExT Kenya - Renforcer les exportations horticoles

En juillet 2020, le COLEACP a lancé son nouveau programme [NExT \(New Export Trade\) au Kenya](#). Ce programme de quatre ans, financé par l'UE à hauteur de 5 millions d'euros, vise à garantir une amélioration durable de la capacité de toutes les parties prenantes à s'adapter à l'évolution des exigences sanitaires et phytosanitaires (SPS), commerciales, sociales et environnementales sur les marchés horticoles locaux, régionaux et internationaux.

La principale priorité est de renforcer les capacités et les compétences des MPME et des organisations de membres d'entreprises dans les domaines SPS et des exigences du marché, ainsi que des services privés et publics qui soutiennent le secteur horticole. L'engagement entre les secteurs public et privé dans les chaînes de valeur horticoles kényanes est soutenu par le COLEACP qui sert historiquement de pont entre les deux secteurs.

### ANCORAGE LOCAL - ÉTABLISSEMENT DU BUREAU DE NAIROBI



Ce programme national a été établi en étroite collaboration avec la délégation de l'UE à Nairobi et les parties prenantes kényanes, par le biais d'un processus

de consultation détaillé avec les principaux acteurs de l'horticulture kényane des secteurs privé et public. Mis en œuvre par une unité de gestion du programme basée à Nairobi, NExT Kenya est soutenu par un réseau croissant d'experts locaux dans le pays.

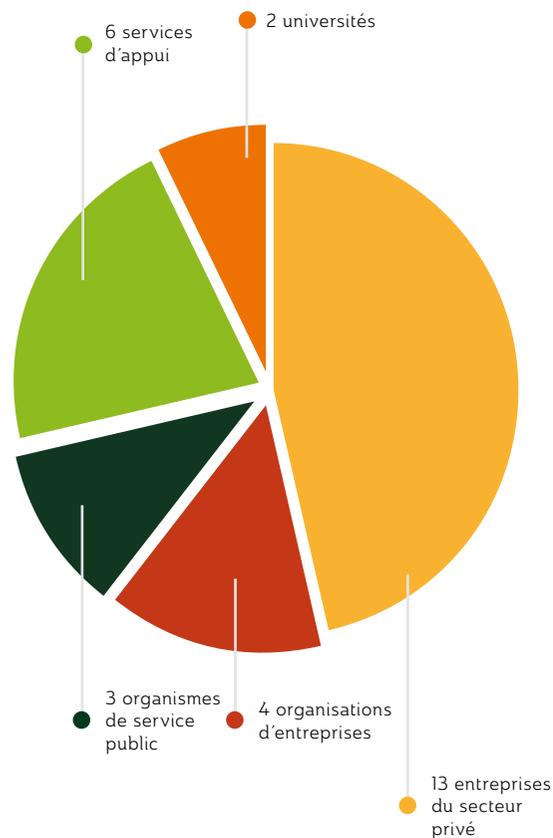
En octobre 2020, le **Dr Chagema Kedera** a été nommé coordinateur du programme NExT Kenya. Le Dr Kedera, anciennement directeur général fondateur du service d'inspection phytosanitaire du Kenya (KEPHIS), anime actuellement le groupe de travail horticole national du Kenya.

En 2020, le COLEACP a établi un bureau de liaison à Nairobi. Quatre agents techniques et administratifs pour le bureau du programme à Nairobi ont été recrutés au cours du premier semestre 2021.



## Demandes d'appui du programme NExT Kenya

28 demandes ont été reçues en 2020.



## Activités clés en 2020

Les premières activités du programme en 2020, menées en synergie avec les deux programmes Fit For Market du COLEACP, ont ciblé les goulets d'étranglement urgents du secteur, ainsi que la définition du contenu des plans d'action individuels. Il s'agit notamment de Collaboration :

- Soutenir la coordination du groupe de travail national kenyan pour l'horticulture (NTFH) afin de renforcer la coordination entre les secteurs public et privé sur les questions stratégiques et politiques.
- Conception d'un plan d'action national pour les haricots et les pois afin de remédier aux interceptions des limites maximales de résidus (LMR) sur le marché de l'UE.
- Accompagnement des entreprises floricoles kenyanes dans la gestion du faux carpocapse et diffusion du protocole FCM amélioré du COLEACP pour les roses.
- Collaboration avec KEPHIS pour soutenir le développement du projet de dossier mangue à soumettre à l'UE.
- Réunion avec le PCPB et le Comité des cultures mineures pour établir une liste d'essais critiques pour les combinaisons culture-ravageur.
- Collaboration avec Union Fleurs, KFC et la DG SANTÉ pour discuter d'un régime de contrôle accru pour les exportations de fleurs.
- Organisation de *bootcamps* pour le soutien aux entreprises - dont un exclusivement réservé aux participants kenyanes dans le cadre du programme NExT Kenya - suivi d'un coaching électronique individuel pour les entreprises kenyanes.
- Fournir des informations et des liens vers des financements potentiels.
- Organisation de webinaires pour informer l'Organisation nationale de la protection des végétaux (ONPV).
- Formation des enseignants du département des sciences végétales de l'université Kenyatta à l'utilisation des outils numériques.

### Partenariats

NEXt Kenya travaille en étroite collaboration avec d'autres initiatives financées par des bailleurs de fonds pour le secteur horticole kenyan afin de créer et d'optimiser les synergies. Ces initiatives comprennent, entre autres, les suivantes :

- Collaboration avec [MARKUP](#) sur une étude de base des services de vulgarisation au Kenya pour la chaîne de valeur des haricots et des pois, contribuant à leur étude plus large incluant d'autres chaînes de valeur.
- Collaboration avec la [Fondation Rockefeller](#) pour définir et mener des projets pilotes viables pour la conformité de la sécurité alimentaire nationale en utilisant la norme KS 1758.
- Participation aux réunions du groupe de travail technique sur la mangue organisées par Kenya Crops and Dairy Market Systems (KCDMS), Technoserve et la Fondation Rockefeller.

### PARTENARIAT AVEC KIEP 250+

Le COLEACP a été approché pour être un partenaire stratégique de l'initiative [KIEP 250+](#),\* qui fait partie du projet plus large Kenya Industry and Entrepreneurship Project (KIEP) dont l'objectif est d'augmenter l'innovation et la productivité dans des domaines du secteur privé. Le COLEACP a parrainé quatre MPME kényanes actives dans le secteur des fruits et légumes en 2020. Deux d'entre elles ont été présélectionnées par le comité d'investissement pour passer à la deuxième phase.

\* <https://kiep250plus.co.ke>



## Fit For Market - résultats et impacts en un coup d'œil

*Données depuis le début du programme en 2016.*

**50**  
pays ACP

**868**  
demandes  
d'intervention

**643 plans**  
d'action  
signés  
(MoU)

**50 %** avec  
les MPME et  
les groupes  
de producteurs ;  
**30 %** avec les  
services d'appui

**+160 000**  
employés en  
ont bénéficié  
directement

**+1,9 million**  
de producteurs  
en ont bénéficié  
indirectement

**1 556**  
activités  
réalisées ou  
en cours de  
réalisation

817 en assistance technique  
460 en formation  
pour l'assistance technique  
en cours de réalisation

**381**  
évaluations  
de la  
durabilité

**€25,9 millions**  
d'euros de partage  
des coûts par les  
parties prenantes  
sur les plans  
d'action signés

**1 194**  
experts/  
formateurs

**7 425**  
apprenants  
en ligne

+259 % par rapport à 2019

# 3

## Nos programmes

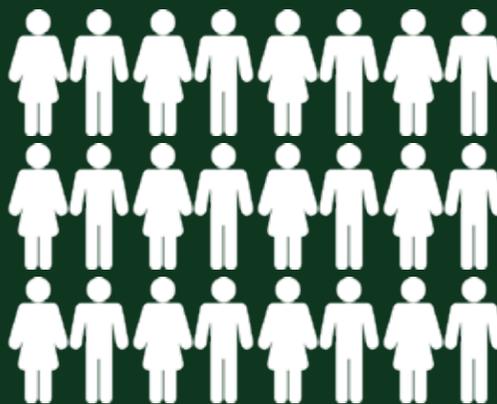
### L'effet multiplicateur

Données depuis le début du programme en 2016.



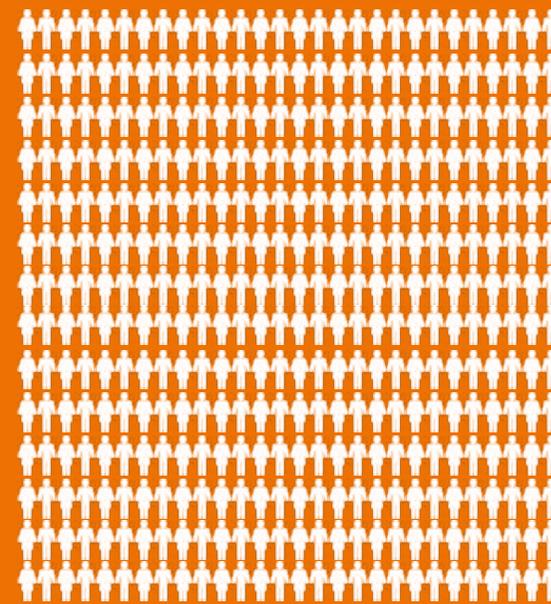
**+160 000**

**EMPLOYÉS DES ENTREPRISES  
BÉNÉFICIAIRE DU SOUTIEN DU  
PROGRAMME FIT FOR MARKET**



**275 000**

**PETITS PRODUCTEURS  
DIRECTEMENT TOUCHÉS VIA CES  
ENTREPRISES [ESTIMATION]**



**1,9 M**

**PETITS PRODUCTEURS  
INDIRECTEMENT TOUCHÉS PAR L'APPUI  
AUX ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES,  
AUX ORGANISATIONS D'AGRICULTEURS,  
AUX AUTORITÉS COMPÉTENTES,  
À LA SOCIÉTÉ CIVILE [ESTIMATION].**

## Impacts sur les entreprises - performance des PME soutenues par Fit For Market

En raison des restrictions liées à la Covid-19, les données complètes du système d'auto-évaluation de la durabilité n'ont pas pu être collectées en 2020.

Pour 2019, parmi les 114 répondants à l'enquête Covid-19 (voir page 67), la moyenne des marges opérationnelles déclarées est de 24,5%.

44% des répondants à l'enquête ont investi dans leur entreprise en 2019, contre 65% qui ont investi au cours des 3 années précédentes.

Cofinancement total pour les partenaires sur 5 ans dans le cadre des protocoles spécifiques :

**25,9 millions d'euros**

## Activités clés en 2020

Les activités détaillées du programme « Fit For Market » sont décrites dans la partie 4 du présent rapport.

Elles comprennent :

- renforcement des capacités des producteurs horticoles ACP (page 69) ;
- renforcement des capacités des universités et des structures d'appui aux producteurs des pays ACP (page 77) ;
- système d'auto-évaluation « Vers le développement durable » v.2.0 (page 71) ;
- base de données en ligne e-BPA (page 102) ;
- publications techniques (page 135) ;
- cours d'initiation à la survie des entreprises et coaching électronique (page 90) ;
- accès au financement (page 88) ;
- renforcement des partenariats avec les organisations d'agriculteurs et les fédérations de producteurs (page 110) ;
- accès aux marchés locaux pendant la pandémie (page 95) ;
- soutien aux organisations d'agriculteurs (page 108) ;

## Aperçu des résultats et impacts de Fit For Market SPS

*Données depuis le début du programme en 2019*

**31  
pays ACP**

**80 demandes  
d'intervention**

**74 % avec  
les ministères/  
services publics**

**32 plans  
d'action  
(MoU)**

**293 activités  
réalisées  
ou en cours**

**171** activités d'assistance technique  
**48** activités de formation  
**24** activités de recherche et d'innovation

## Activités clés en 2020

- Le nouveau cadre réglementaire (UE 2016/2031) a apporté des modifications aux exigences relatives aux certificats phytosanitaires. Il introduit également des mesures spéciales pour les cultures qui sont une voie d'entrée connue dans l'UE pour des organismes nuisibles graves qui pourraient nuire à l'agriculture ou à l'environnement de l'UE et pour lesquelles des dossiers spécifiques aux cultures sont requis comme condition préalable aux exportations. En 2020, le programme Fit For Market SPS a soutenu l'élaboration des dossiers et la mise en œuvre des mesures qu'ils prévoient pour les cultures et pays suivants :
  - Mangue : Burkina Faso, Cameroun, République dominicaine, Gambie, Ghana, Guinée, Mali, Sénégal, Togo ;
  - Capsicum : Gambie, Madagascar, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Togo, Ouganda, Zambie/ ;
  - Aubergine : Togo ;
  - Feuilles de curry : Gambie, Ghana.

Voir les pages 65 et 135.

- Fit For Market SPS analyse les volumes d'exportation ACP par chaîne de valeur et les interceptions EUROPHYT/TRACES, avec une analyse granulaire des raisons sous-jacentes des interceptions (non-conformité administrative ou présence de parasites). Voir page 123.
- Le programme suit également les volumes d'exportation des pays ACP par chaîne de valeur et les notifications du système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF) sur les dépassements des limites maximales de résidus (LMR), complétés par les conséquences du processus de révision du règlement 1107/2009 de l'UE conduisant à une perte effective de produits phytopharmaceutiques. Voir page 123.



- Avec la révision du règlement CE 1107/2009, où l'évolution des réglementations et les tendances du marché conduisent à la perte d'accès aux produits phytopharmaceutiques conventionnels (PPP), le COLEACP sert d'intermédiaire dans la recherche et l'innovation pour identifier des solutions alternatives. Un exercice de hiérarchisation a permis d'identifier les combinaisons culture-ravageur les plus critiques. Le COLEACP s'engage maintenant avec la recherche et l'industrie, ainsi qu'en menant des essais sur le terrain, pour sélectionner et enregistrer de nouvelles solutions conventionnelles et biologiques. Voir page 113.
- L'outil d'évaluation rapide SPS du COLEACP (R-SAT) est un guide pratique, étape par étape, permettant aux pays ACP d'évaluer leurs systèmes SPS nationaux afin de les renforcer conformément aux normes et règlements internationaux. Voir page 66.
- Le COLEACP produit des documents d'orientation sur la production et la protection des cultures à l'intention des techniciens et des agriculteurs. Voir page 135.

## Programmes de Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) en 2020

### STDF Togo

Le projet STDF Togo vise à renforcer le système de contrôle phytosanitaire et de certification des fruits et légumes du pays. Cela permettra d'améliorer l'accès au marché des fruits et légumes produits au Togo en garantissant, dans la mesure du possible, l'absence d'organismes de quarantaine. Le projet prévoit de renforcer le cadre et les capacités des services d'inspection et de contrôle, ainsi que des opérateurs privés actifs dans la chaîne de valeur. Pour les services d'inspection et de protection des végétaux, il s'agit de renforcer les capacités en termes d'outils (bases de données, système de suivi des notifications, etc.) et de compétences (analyse des risques, planification des inspections, etc.). Pour les opérateurs privés, le projet se concentre sur le renforcement de leur capacité à participer à leur secteur, à échanger des informations sur les problèmes communs, et donc à prendre des mesures concertées et à parler d'une seule voix au nom de leur secteur, ainsi que sur le renforcement des capacités pour les activités individuelles. Il est important d'améliorer la communication et le dialogue entre les opérateurs privés et les services publics afin d'améliorer la compréhension des problèmes

du secteur privé, en particulier ceux rencontrés par les entreprises axées sur les exportations internationales, et de faciliter leur résolution.

En avril, une mission d'appui à la Direction de la Protection des Végétaux (DPV) du Togo a contribué au développement d'une base de données sur les exportations de fruits et légumes. Cette base de données sera un outil opérationnel fiable et facile à utiliser, intégrant des informations générales sur les exportateurs, la catégorisation des risques des exportateurs et la gestion des notifications d'interception.

Le renforcement des capacités tout au long de l'année 2020 a inclus des formations numériques sur la détection et la gestion des aleurodes pour les inspecteurs de la DPV du Togo, et pour les responsables techniques des entreprises de production de légumes.



De nombreuses formations ont également été dispensées au travers du projet *pépinière Togo* pour les responsables techniques horticoles (voir page 55).

En octobre, une rencontre s'est tenue à Lomé entre la DPV et les exportateurs de fruits et légumes. Il s'agissait de partager des informations sur l'état des notifications d'interception pour le premier semestre 2020 et les mesures prises par la DPV pour aider les exportateurs à se conformer à la nouvelle réglementation phytosanitaire de l'UE ; sur les mesures à adopter sur les sites de conditionnement pour éviter la contamination par la Covid-19 ; et sur les préoccupations actuelles des exportateurs.

Le prochain atelier du comité de pilotage du projet STDF-Togo est prévu en juin 2021.



## Togo : Pépinière pour les responsables techniques de l'horticulture

En 2020, le COLEACP a lancé un nouveau projet au Togo - une *pépinière* de cadres techniques horticoles. Le projet visait à combler le manque de personnel technique qualifié sur le marché du travail togolais (responsables de la qualité ; responsables du conditionnement et de la production) en permettant aux jeunes diplômés de devenir rapidement opérationnels pour les entreprises horticoles, grâce à une combinaison de formations techniques et d'expériences pratiques en entreprise.

Le projet a été rendu possible notamment grâce à la forte implication de neuf entreprises togolaises. Lors de la table ronde des membres et bénéficiaires du COLEACP au Togo en décembre 2019, tous ont exprimé leur plein soutien au projet et se sont engagés à accueillir et encadrer les stagiaires.

La formation de groupe comprenait un cycle de six cours sur une période de 6 à 8 mois, suivis de stages en entreprise permettant aux participants de mettre en pratique leur apprentissage et de partager leur expérience.

L'incubateur a dû évoluer rapidement afin de répondre aux restrictions liées à la Covid-19 à partir de début 2020, et a introduit un nouveau format numérique. Grâce à la motivation et à la persévérance d'un groupe dynamique de 22 jeunes, tous les participants

ont terminé le cours avec succès - et ont noué quelques amitiés en cours de route.

Le projet a été réalisé dans le cadre des deux programmes Fit For Market au Togo et du projet STDF.

L'approche innovante de la *pépinière* du COLEACP pour le renforcement

**Deux membres du personnel de la GIZ Togo ont rejoint les deux premiers cours du cycle pour en apprendre davantage sur l'approche du COLEACP en matière de formation de groupe, en vue d'une éventuelle collaboration future.**

« La collaboration avec le COLEACP en 2020 a été très fructueuse. Elle nous a permis d'aborder et de travailler ensemble sur différentes questions liées au renforcement des capacités des exportateurs d'une part, et au soutien des acteurs de la production de fruits et légumes d'autre part.

Le projet de pépinière de cadres techniques a été un succès. Il a permis de renforcer les capacités de jeunes diplômés togolais dans le domaine de la qualité sanitaire et du métier de Responsable Qualité. Grâce à ce projet, le Togo dispose

des capacités des jeunes cadres techniques est une méthode qui s'appuie sur une formation antérieure du programme PIP au Mali en collaboration avec l'AJEX. Un projet visant à tirer parti de cette expérience et à organiser une pépinière sur la production horticole responsable est prévu pour la Sierra Leone en 2021-22.

désormais des compétences nécessaires pour occuper les postes de Responsable de conditionnement ou de Responsable de production. C'est justement parce que la GIZ y croit qu'elle a appuyé le COLEACP dans la formation des futurs responsables de production en organisant des visites de terrain chez les producteurs. Cependant, nous suggérons que ces experts, pour être mieux outillés, bénéficient de formations et d'échanges professionnels avec des acteurs des pays de l'UE.

Pour 2021, la collaboration avec le COLEACP s'inscrit dans la continuité de la collaboration fructueuse de l'année précédente.

Les principaux enjeux seront d'accompagner la professionnalisation des acteurs de la filière fruits et légumes, et de les aider à sécuriser leurs marchés afin de formaliser leurs activités. »

GIZ ProDRA - Togo

# 3 Nos programmes

## STDF Guinée

Ce projet vise à renforcer les capacités phytosanitaires en Guinée, en se concentrant sur les chaînes de valeur de la pomme de terre et de la mangue.

En 2020, un expert international, formé par la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) avec l'appui d'un expert guinéen, a travaillé à distance pour analyser la réglementation actuelle et proposer de nouvelles propositions législatives et d'application conformes à la CIPV et à l'accord SPS de l'Organisation mondiale du commerce.

Pour renforcer les processus du système phytosanitaire, une mission locale nous a aidé à consulter tous les acteurs de la filière pomme de terre et à identifier les principaux ravageurs. Cette étape a été suivie par

la validation du choix de l'organisme nuisible à surveiller, l'initiation d'une analyse de risque et le développement d'un système de surveillance des organismes nuisibles.

Pour le secteur de la mangue, il existe des synergies avec le programme Fit For Market SPS, notamment la consolidation du système de surveillance des mouches des fruits (initialement mis en place par le projet régional de lutte contre les mouches des fruits de la CEDEAO) et l'élaboration d'une stratégie de surveillance des vergers par les exportateurs ; et le soutien à la Direction nationale de la protection des végétaux, des denrées stockées et du contrôle technique (DNPVDS-CT) pour la réalisation du dossier mangue soumis à l'Union européenne, qui a été approuvé en mars 2020. Cette action a été suivie par l'élaboration d'un itinéraire technique pour la mangue, et de systèmes de suivi et de surveillance.

En novembre, un atelier à Coyah a réuni plusieurs ministères guinéens (Justice, Santé, Agriculture et Commerce) pour valider une nouvelle législation régissant le contrôle officiel, l'inspection et la certification phytosanitaire, conformément aux normes phytosanitaires internationales signées et ratifiées par la Guinée.

Un comité de pilotage (COPIL) a été créé pour approuver les activités et conseiller le COLEACP sur le suivi.

## STDF Cameroun : Poivre de Penja

Ce projet du STDF vise à contribuer à l'amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire (SPS) du poivre de Penja afin de faciliter son accès aux marchés.

La première phase s'est concentrée sur une analyse de la chaîne de valeur, de la production à la vente, afin d'identifier tous les risques SPS et de les rassembler dans un guide de bonnes pratiques - un document de référence pour toutes les parties prenantes. En 2020, nous nous sommes concentrés sur la production de ce guide de bonnes pratiques ; en 2021, les différentes parties prenantes bénéficieront d'un renforcement de leurs capacités, sur la base du contenu du guide.

Le Groupe d'Indication Géographique du Poivre de Penja du Cameroun est actuellement également soutenu par d'autres programmes tels que PAMPIG 2 « Projet d'appui à l'établissement d'indications géographiques dans les pays africains » - coordonné par l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) et financé par l'Agence Française de Développement. Le COLEACP est en contact étroit avec ce programme afin de créer des synergies.

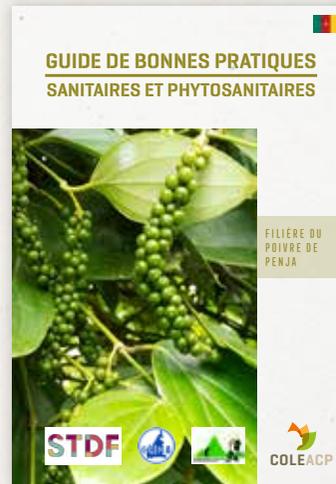


## Base de données et recensement

En octobre, les experts du COLEACP à Penja ont appuyé le personnel de l'Indication Géographique (IG) du poivre de Penja pour créer une base de données de tous les principaux acteurs de la chaîne de production et de distribution du poivre dans les cinq bassins de production de l'IG, ainsi qu'un recensement de ces acteurs sur le terrain.



## Élaboration d'un guide de bonnes pratiques



Un atelier des parties prenantes organisé en novembre à Penja a permis de présenter le projet de « Guide des bonnes pratiques SPS pour la chaîne de valeur du poivre de Penja » aux représentants des secteurs public et privé, afin de recueillir des commentaires sur le document. L'objectif était de faire valider le guide par l'ensemble de la chaîne de valeur.

Le COLEACP remercie chaleureusement tous les acteurs de la filière pour leur participation à l'atelier, qui représente une étape cruciale pour la filière du poivre de Penja. Le guide sera publié en 2021.

## Formation des formateurs

La formation a débuté en décembre pour renforcer les compétences techniques et de formation des experts et des acteurs stratégiques de la chaîne de valeur du poivre de Penja. À l'issue de la formation, les participants pourront agir en tant que formateurs et accompagnateurs, notamment pour les formations prévues dans le cadre de ce projet.

## WACOMP-GB ET LA CHAÎNE DE VALEUR DE LA MANGUE EN GUINÉE-BISSAU

La nouvelle collaboration du COLEACP avec le Programme de Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest en Guinée-Bissau (WACOMP-GB) se concentre sur la chaîne de valeur de la mangue. La planification a eu lieu en 2020 pour un atelier en ligne sur la mangue avec WACOMP-GB et des représentants de l'Union européenne, du ministère de l'Industrie, d'associations, de producteurs, d'ONG et de différentes parties prenantes des secteurs privé et public ayant un intérêt dans la chaîne de valeur de la mangue, prévu pour début 2021. D'autres activités - formation et assistance technique pour les secteurs public et privé - seront mises en œuvre par le COLEACP en Guinée-Bissau jusqu'en juin 2022.

WACOMP est financé par l'UE et mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel-Infrastructure de qualité (ONU-DI-QI). Le programme, qui comporte 16 composantes nationales et une composante régionale, vise à soutenir certaines chaînes de valeur aux niveaux national et régional afin de promouvoir la transformation structurelle et un meilleur accès aux marchés régionaux et internationaux, tout en tenant compte des préoccupations sociales et environnementales.





# 4

## NOS SERVICES ET ACTIVITÉS

ASSISTANCE TECHNIQUE

FORMATION

DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES

RECHERCHE ET INNOVATION

PARTENARIATS ET PLAIDOYER

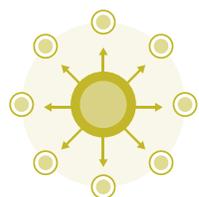
INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

INFORMATION ET COMMUNICATION

## 4 Nos services et activités

*Les sections suivantes contiennent une sélection d'exemples des activités du COLEACP dans les régions ACP en 2020 - mettant en évidence de nouvelles initiatives, de nouveaux partenariats, et de nouvelles méthodes de travail alors que nous devenons plus décentralisés, digitalisés et évolutifs en réponse à la pandémie.*

*Nos sept services travaillent ensemble pour mettre en œuvre des activités dans le cadre d'un ou plusieurs programmes gérés par le COLEACP.*



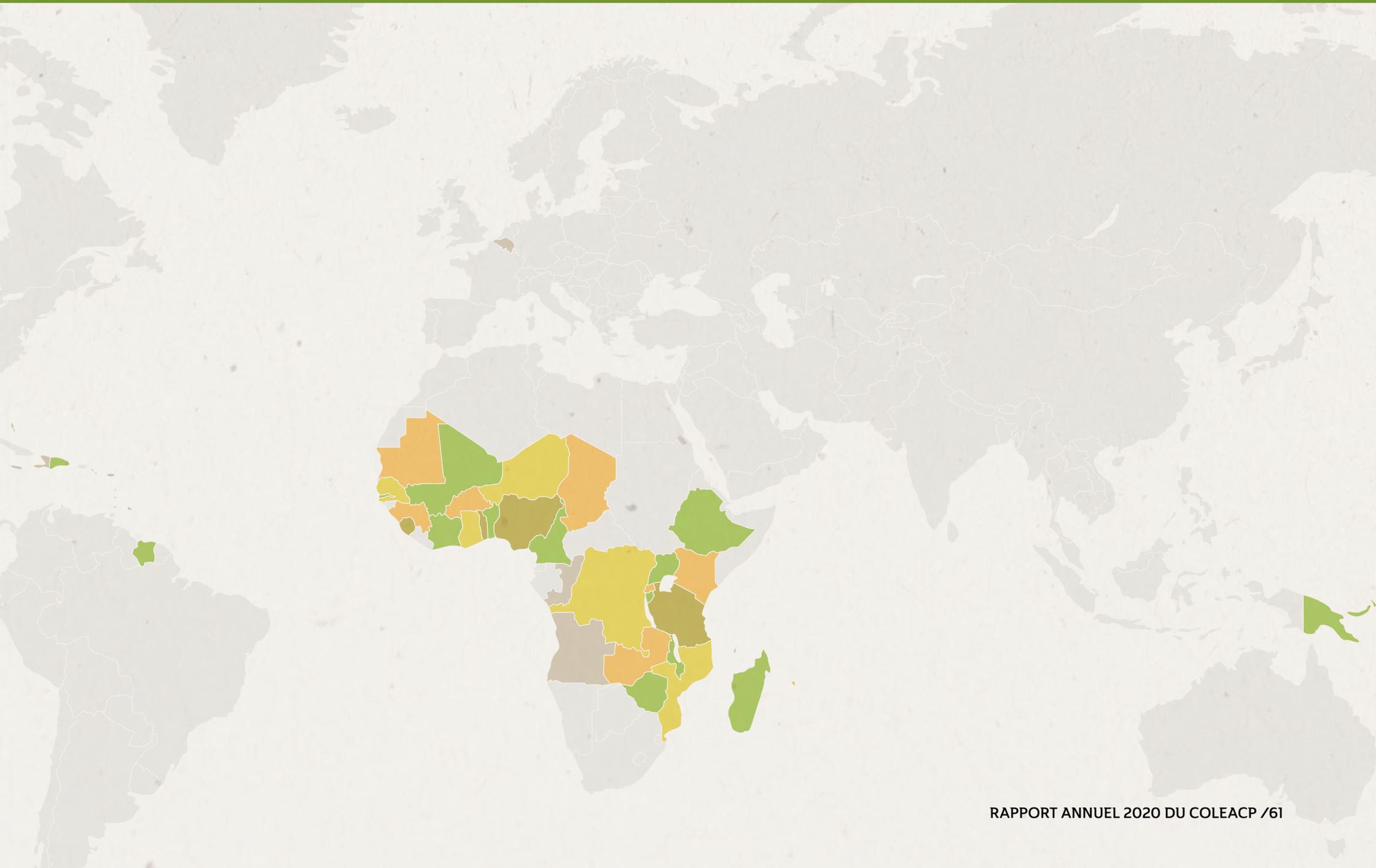
DÉCENTRALISÉ



DIGITAL



ÉVOLUTIF





# ASSISTANCE TECHNIQUE



RENCONTREZ  
L'ÉQUIPE COLEACP  
DU SERVICE  
ASSISTANCE  
TECHNIQUE



## Campagne de mangue réussie pour le Mali et la Côte d'Ivoire

Tout au long de l'année 2020, le programme Fit For Market SPS du COLEACP a soutenu les ONPV des régions ACP, et en particulier de l'Afrique de l'Ouest, pour qu'elles se conforment aux mesures phytosanitaires en évolution. La nouvelle directive européenne sur les importations de mangues est entrée en vigueur en septembre 2019 et stipule que les pays exportateurs doivent désormais appliquer un traitement efficace pour s'assurer que les fruits soient exempts de Tephritidae (mouches des fruits) et en fournir la preuve dans un dossier avant l'exportation. Les ONPV sont tenues de répondre à cette réglementation phytosanitaire en élaborant et en soumettant à l'UE, avant toute exportation de mangues, un plan d'action national visant à limiter le risque phytosanitaire associé à l'importation de mangues dans l'UE. L'enjeu était de taille puisque, sans réponse nationale à la réglementation, aucune mangue en provenance de pays tiers en général, et d'Afrique de l'Ouest en particulier, ne pourrait être exportée vers l'UE pendant la campagne 2020.

Un premier succès a été la validation par l'UE en mars 2020 du dossier mangue présentant l'approche systémique du Mali pour réduire la présence de mouches des fruits sur les mangues exportées vers l'UE. Et un autre succès est maintenant constaté dans le nombre historiquement bas d'interceptions de lots

de mangues maliennes en Europe pendant la campagne 2020 : un seul lot exporté vers l'Europe a été intercepté, une amélioration remarquable par rapport aux années précédentes. Plus de 12 500 tonnes ont été exportées du Mali en 2020, dont près de 3 000 tonnes par la route. Ce résultat est dû aux efforts combinés de tous nos partenaires au Mali : la Direction nationale de l'agriculture, l'ONPV, l'Interprofession de la Filière Mangue du Mali (IFM-Mali), et l'ensemble du secteur privé,

ainsi que des experts et d'autres programmes, notamment le Projet d'appui à la compétitivité agro-industrielle au Mali (PACAM).

Comme le Mali, la Côte d'Ivoire n'a eu que quatre notifications liées à la mouche des fruits (contre 15 l'année dernière) à l'entrée sur le marché de l'UE. La Côte d'Ivoire a exporté 26 000 tonnes de mangues vers l'Europe. L'appui du COLEACP aux autorités compétentes permettra de maintenir cette situation et de les aider à relever les défis futurs.

### TRESORIER DU COLEACP, VINCENT OMER-DECUGIS, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'IMPORTATION (SIIM)



Vincent Omer-Decugis, Directeur Général de la Société Internationale d'Importation (SIIM) et trésorier du COLEACP, s'est entretenu avec *Commodafrica* en mai 2020 et est revenu sur les impacts de la Covid-19 sur la production, la logistique et la consommation de mangues sur les marchés européens. Malgré les changements dans la structure des échanges, les volumes globaux ont été compensés.

Mais la gamme de produits a dû être réduite en raison à la fois de l'évolution de la demande et des difficultés d'approvisionnement, notamment pour les petits produits exotiques qui ne pouvaient plus être transportés en raison de l'arrêt des liaisons aériennes mondiales. « *Le 15 mars, toute la filière a dû réinventer l'ensemble de ses modes opératoires, avec une agilité et une adaptabilité extrêmes. Afin de pouvoir préserver les capacités de fret nécessaires (transport de produits de santé, etc.), des avions dé-commercialisés transformés en avions cargo ont été rendus disponibles. Nous avons ainsi pu mettre en place une opération fantastique avec Air France pour acheminer 400 tonnes de mangues de Côte d'Ivoire vers l'Europe en avril.* » *Commodafrica, 19 mai 2020\**

## Services pour les organisations nationales de protection des végétaux

### Partager les expériences des systèmes d'audit interne

Fit For Market SPS a accompagné les organisations nationales de protection des végétaux (ONPV) dans la mise en place de systèmes d'audit interne pour soutenir la préparation et la mise en œuvre des dossiers soumis à la DG SANTÉ de l'UE en ce qui concerne les exigences du nouveau règlement phytosanitaire de l'UE pour le contrôle des organismes de quarantaine sur certains fruits et légumes. Tout au long de l'année 2020, une série de réunions interactives en ligne avec des représentants d'ONPV ont été organisées dans les différentes régions ACP. Des expériences ont été partagées sur la mise en œuvre des audits internes ; les difficultés opérationnelles rencontrées ; et les moyens concrets de continuer à améliorer le système au sein de chaque structure.



### Webinaires régionaux pour les ONPV



En décembre 2020, le COLEACP a commencé une série de réunions à distance régionales pour les ONPV. La première s'est tenue en collaboration avec le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), suivie de sessions pour les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et pour les ONPV du Pacifique. Ces sessions interactives, soutenues par Fit For Market SPS, visaient à mettre à jour et à discuter des questions phytosanitaires clés affectant les ONPV et le secteur des fruits et légumes. Les sujets abordés comprenaient l'établissement de certificats phytosanitaires, les exigences d'information préalable pour les organismes de quarantaine prioritaires sur certains fruits et légumes, et des informations sur le Brexit affectant les exportateurs horticoles ACP.

### Des experts du COLEACP pour faciliter l'élaboration de guides de bonnes pratiques du secteur

En 2020, le programme Fit For Market a permis de former des experts locaux à l'élaboration de guides de bonnes pratiques dans le secteur horticole avec les parties prenantes de la chaîne de valeur, afin de soutenir la conformité aux normes SPS. Les experts locaux ont bénéficié d'un cours de formation en trois parties pour maîtriser les nombreuses et diverses compétences matérielles et immatérielles dont ils auront besoin. Au total, 99 experts - 46 anglophones, 53 francophones - se sont inscrits à la formation.

Les guides de bonnes pratiques seront développés, diffusés et mis à jour par les parties prenantes de chaque chaîne de valeur. Ce ne sont pas des publications propres au COLEACP - ils seront écrits, possédés et publiés par les professionnels de chaque pays/région et secteur de culture qui les informeront et les utiliseront. Les acteurs du secteur qui se chargent de cette tâche recevront un soutien pratique tout au long du processus de la part des consultants experts du COLEACP. Une fois la formation terminée, les travaux de la première étape du processus de développement en cinq étapes commenceront (à partir de janvier 2021).

## 4 Nos services et activités



### Élaboration d'un nouvel outil d'évaluation rapide des systèmes SPS - promouvoir le dialogue et l'engagement

Le COLEACP a travaillé avec des experts locaux pour développer un nouvel outil d'évaluation rapide des systèmes SPS (R-SAT). Cet outil fournit un modèle de gestion du changement intégratif pour aider les autorités compétentes des pays ACP à évaluer leurs systèmes sanitaires et phytosanitaires (SPS) nationaux.

Au cœur du modèle se trouve la facilitation du dialogue et de l'engagement entre les principales parties prenantes, tant publiques que privées.

Le R-SAT - qui sera publié en 2021 - offrira un guide pratique, étape par étape, pour aider les pays ACP dans leur évaluation des systèmes SPS nationaux afin de les renforcer conformément aux normes et règlements internationaux. L'objectif est de faciliter l'élaboration d'un plan d'action prioritaire national visant à renforcer les systèmes SPS, fondé sur une vision stratégique commune, approuvée par toutes les parties prenantes.

Le R-SAT du COLEACP ne remplacera pas les outils spécialisés existants tels que les diverses directives de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation mondiale de la santé visant à évaluer les systèmes nationaux de sécurité sanitaire des aliments, l'évaluation des capacités phytosanitaires (ECP) élaborée par la Convention internationale pour la protection des végétaux et le cadre P-IMA (Prioritizing SPS Investments for Market Access) du STDF. Il est plutôt conçu pour être complémentaire de ces outils, en permettant une évaluation préliminaire rapide et en générant des renseignements qui peuvent être intégrés dans ces évaluations plus approfondies si nécessaire.



## Impact de la Covid-19 - enquêtes sur le secteur horticole en Afrique subsaharienne

Depuis le début de la pandémie, le COLEACP a suivi de près l'impact sur les opérateurs dans les régions ACP par le biais d'échanges bilatéraux et de groupes, d'enquêtes par pays et d'informations reçues de nos partenaires sur le terrain.

Entre mars et août 2020, en partenariat avec des associations professionnelles horticoles régionales et nationales, le COLEACP a organisé des enquêtes dans 19 pays d'Afrique subsaharienne. Au total, 175 entreprises ont répondu dans 18 pays, allant des MPME aux exportateurs à grande échelle, et comprenant différents types d'opérateurs tout au long de la chaîne de valeur. La plupart des entreprises qui ont répondu vendent sur différents marchés : 39 % opèrent sur les marchés locaux, 14 % sur les marchés régionaux, 65 % sur

les marchés européens et 15 % sur d'autres marchés internationaux.

Le nombre d'opérateurs interrogés par pays allait de 3 à 23 et variait considérablement en termes de taille et de fonctionnement. Certaines enquêtes ont été menées au début de la pandémie, d'autres plus tard, lorsque différents niveaux et types d'impacts se faisaient sentir, et certaines ont été répétées sur plusieurs mois. Certaines enquêtes, organisées au nom du COLEACP par des associations nationales de producteurs, ont suivi un format différent, spécifique au contexte. Mais les résultats fournissent un bilan qualitatif éclairant des principaux impacts de la Covid-19 à ce jour. Ils ont été utilisés pour identifier les priorités d'actions du COLEACP et des organisations partenaires pour l'avenir.

En juin, l'Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), avec le soutien du COLEACP, a organisé une session axée sur l'impact de la Covid-19 sur le secteur de la production et de l'approvisionnement agroalimentaire dans les pays ACP. Cette session a été alimentée par les recherches et les enquêtes menées par le COLEACP auprès de nos membres et partenaires ACP. Parmi les 50 participants figuraient l'équipe de l'OEACP, des représentants de nombreuses ambassades, des experts des pays ACP, ainsi que des représentants des communautés régionales africaines et de la Commission européenne.

Les commentaires obtenus ont permis au COLEACP de prendre des mesures immédiates pour soutenir ses membres et ses partenaires par le biais d'une assistance technique, de formations, de liens interentreprises et d'informations commerciales clés.



# 4 Nos services et activités

## Principaux impacts identifiés :

- Les entreprises des 18 pays interrogés ont indiqué que les perturbations de la logistique intérieure (couvre-feux et postes de contrôle, par exemple) constituaient le problème numéro un. Les entreprises exportatrices ont cité les perturbations du fret aérien et l'augmentation des coûts de fret comme les principaux impacts.
- Pour 82 % des entreprises, les commandes sont en baisse par rapport aux prévisions initiales ; 45 % des entreprises ont subi une réduction de leur chiffre d'affaires de plus de 50 %, et 14 % ont enregistré des pertes de plus de 80 %.
- 76 % ont réduit le nombre de travailleurs saisonniers occasionnels qu'ils employaient ; 23 % n'en ont pas employé du tout à cause de la pandémie. 85 % ont fait état d'un certain niveau d'impact sur le personnel permanent, bien que seulement 19 % aient été contraints de licencier du personnel.
- 32 % des entreprises n'étaient pas en mesure de garantir un marché à leurs petits cultivateurs sous-traitants, 24 % ne pouvaient pas honorer les contrats existants et 17 % ne pouvaient pas payer les cultivateurs sous-traitants pour leurs produits frais. Les entreprises ont réduit

le nombre de nouveaux programmes de plantation, ce qui aura un impact sur l'approvisionnement futur.

- 55 % des entreprises n'avaient pas encore identifié de marchés alternatifs mais étaient à la recherche d'opportunités, 28 % vendaient davantage sur les marchés domestiques et 11 % avaient commencé à transformer leurs produits frais. Seulement 19 % avaient accès à une plateforme en ligne pour commercialiser leurs produits.
- Seules 7 % des entreprises ont déclaré avoir reçu une aide du gouvernement ou des autorités locales.

- Les principaux domaines de soutien identifiés par les répondants à l'enquête sont l'accès au financement, l'aide à l'identification de marchés alternatifs, le développement des compétences en matière de négociation commerciale et de gestion de crise (y compris la gestion de la trésorerie), et le soutien à la mise en œuvre des pratiques de santé et de sécurité en réponse à la Covid-19.

Les résultats détaillés pour chaque pays étudié sont disponibles sur les sites Internet respectifs des pays COLEACP (voir page 128).

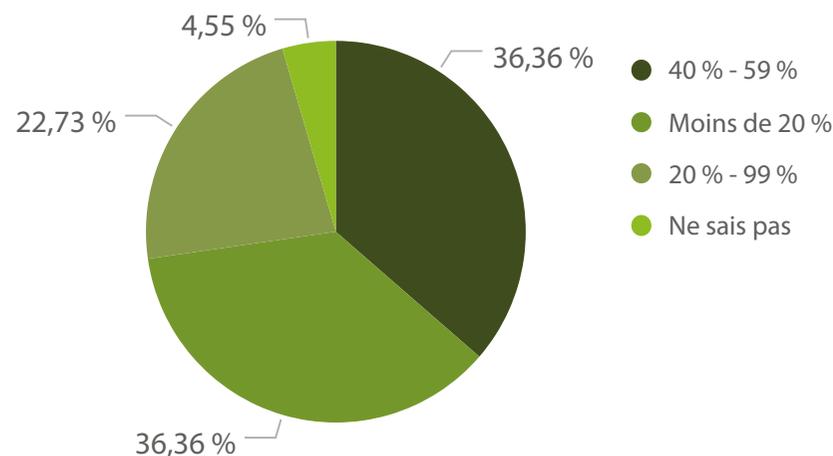


Figure 15 : Pourcentage de répondants à l'enquête citant le poids relatif des ventes du 2020 T2 sur le chiffre d'affaires annuel

## L'accent sur la certification

### Directive nationale d'interprétation GLOBALG.A.P. pour le Ghana

La directive nationale d'interprétation pour le Ghana a été publiée par le Centre de documentation GLOBALG.A.P. en juillet 2020. Elle a été réalisée par le Groupe de travail technique national (NTWG) du Ghana, avec le soutien de la GIZ et du COLEACP et l'engagement des parties prenantes locales. Le NTWG a réussi à formuler la ligne directrice et à mener à bien le processus d'approbation complexe. Victor Avah de Gaps Consulting Limited, secrétaire du NTWG du Ghana, a déclaré :

*« J'aimerais remercier le COLEACP d'avoir débloqué des fonds pour nous permettre de faire ce travail. L'équipe ghanéenne était déterminée à le faire, et l'ensemble des personnes qui étaient à bord était déterminé à le faire. Et nous l'avons fait. J'aimerais également remercier la GIZ, qui nous a beaucoup aidés. Elle nous a soutenus, nous a poussés et s'est assurée que nous avons tout ce dont nous avons besoin pour poursuivre ce travail. Ils nous ont beaucoup soutenus. J'aimerais également remercier M. Owusu et notre consultant au Royaume-Uni. »*



#### NATIONAL INTERPRETATION GUIDELINE

GHANA

Integrated Farm Assurance v5.2/v5.3-GFS

CONTROL POINTS AND COMPLIANCE CRITERIA

MODULES:

ALL FARM BASE | CROPS BASE | FRUIT AND VEGETABLES

### Améliorer les systèmes de gestion de la qualité

Par le biais du programme Fit For Market, le COLEACP a aidé les entreprises à améliorer leurs systèmes de gestion de la qualité afin de se conformer à la norme de qualité GLOBALG.A.P.

On peut citer, entre autres, Agricado Farms (photo), une nouvelle entreprise de Kampala, en Ouganda, qui vise les marchés européens et du Moyen-Orient pour les avocats, les macadamias, les piments et d'autres fruits et légumes frais ; et Probest, une entreprise zimbabwéenne spécialisée dans les pois mange-tout et les sugar snaps et les haricots fins pour le marché d'exportation, ainsi que dans une variété de légumes frais pour les marchés locaux.



# 4 Nos services et activités



## Nigeria : Mise en place d'un système documenté de gestion de la sécurité des aliments

En 2020, le COLEACP a piloté une approche de formation à distance visant à renforcer les capacités des consultants nigériens en matière de mise en place d'un système de gestion de la sécurité des aliments documenté et conforme aux normes internationales de sécurité alimentaire, en mettant l'accent sur l'option 1 du GLOBALG.A.P. pour les opérateurs du secteur des fruits et légumes (V.5.2). La formation utilise une combinaison d'apprentissage à distance asynchrone via les modules e-learning existants du COLEACP, combinée à des sessions de formation synchrones spécifiques pour approfondir les applications pratiques.

Le système de formation du COLEACP est développé spécifiquement pour renforcer les capacités des consultants et des prestataires de services locaux.



## Kenya : Soutien au respect des normes sociales

Grâce à Fit For Market, Wamu Investments Ltd, un exportateur kenyan de haricots verts et de pois mange-tout, a reçu un soutien pour répondre aux exigences du Sedex Members Ethical Trade Audit (SMETA). Le SMETA est une norme sociale couramment demandée par les clients européens, dont certains clients de Wamu. Une formation de remise à niveau sur site (respectant les mesures locales de lutte contre la Covid-19) a été organisée pour l'équipe de Wamu sur le code de base ETI (Ethical Trading Initiative), un code de pratique du travail reconnu au niveau international et fondé sur les conventions de l'Organisation internationale du travail. La formation a été suivie d'un coaching personnalisé pour adapter les exigences au contexte de l'entreprise.



## Un nouveau pays pour le COLEACP

### Bonnes pratiques agricoles en Somalie

Une rencontre avec des représentants d'entreprises horticoles, de coopératives et d'associations de producteurs somaliens a été organisée en décembre 2020 pour présenter les programmes et activités en cours du COLEACP et en apprendre davantage sur les activités des différentes parties prenantes. En 2021, le COLEACP commencera à travailler avec une entreprise horticole leader en Somalie pour renforcer les compétences techniques du personnel de vulgarisation sur la sécurité des aliments, l'hygiène, la traçabilité et les bonnes pratiques agricoles et post-récolte. Le soutien du COLEACP contribuera également au renforcement des capacités du personnel de vulgarisation pour lui permettre de sensibiliser et de former les travailleurs et les petits agriculteurs aux bonnes pratiques en utilisant l'approche de formation en cascade propre au COLEACP.

## Vers un système d'auto-évaluation de la durabilité v.2.0

L'engagement du COLEACP en matière de responsabilité sociale des entreprises vise à respecter les principes sociaux, environnementaux et économiques du développement économique. Nous proposons aux PME du secteur des fruits et légumes une méthode de mise en œuvre de pratiques durables, basée sur trois piliers :

- une Charte de la durabilité ;
- une formation aux bonnes pratiques de durabilité ;
- un système d'auto-évaluation de la durabilité pour mesurer et contrôler la durabilité.



*La performance en matière de durabilité d'une entreprise sénégalaise en 2019.*

La première version du système d'auto-évaluation comprenait deux parties : une liste de contrôles sur les pratiques sociales, environnementales et commerciales ; et des mesures objectives (métriques) pour calculer les indicateurs de performance clés, notamment le bénéfice, le rendement, l'efficacité énergétique, les économies d'eau, l'engagement des employés et la santé des sols. En 2020, le COLEACP a planifié et commencé à exécuter des révisions de la version 1.0. Les objectifs étant de passer à une plateforme numérique plus appropriée ; de rationaliser le processus de remplissage en regroupant les enquêtes de liste de contrôle et de mesure en un seul questionnaire complet couvrant les aspects qualitatifs et quantitatifs ; de simplifier certaines questions et d'améliorer les lignes directrices pour une meilleure compréhension.

En 2021, il est prévu de finaliser le développement et le déploiement du système d'auto-évaluation v.2.0. Cela comprendra une nouvelle vague d'évaluation pour les entreprises qui se sont déjà auto-évaluées avant décembre 2018, et ce, afin de suivre l'évolution des pratiques des entreprises par rapport aux thèmes de durabilité abordés, ainsi que – dans un second temps - l'évaluation des

nouvelles entreprises rejoignant les deux programmes Fit For Market, visant un total d'environ 150 évaluations terminées d'ici la fin de l'année.

### MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLEACP : VOLKERT ENGELSMAN, PDG D'EOSTA, PAYS-BAS



« En 2020, la Covid-19 a signifié une augmentation de la demande de produits biologiques, les consommateurs ayant compris que la vitalité commence par une alimentation saine.

Le COLEACP nous a aidés en nous inspirant, en nous donnant un pouvoir de co-création et en créant un prototype de la nouvelle normalité.

Pour assurer la viabilité à long terme de la production et du commerce de denrées alimentaires, nous avons besoin d'aliments sains et exempts de produits chimiques, d'une répartition équitable des richesses et d'écosystèmes résilients.

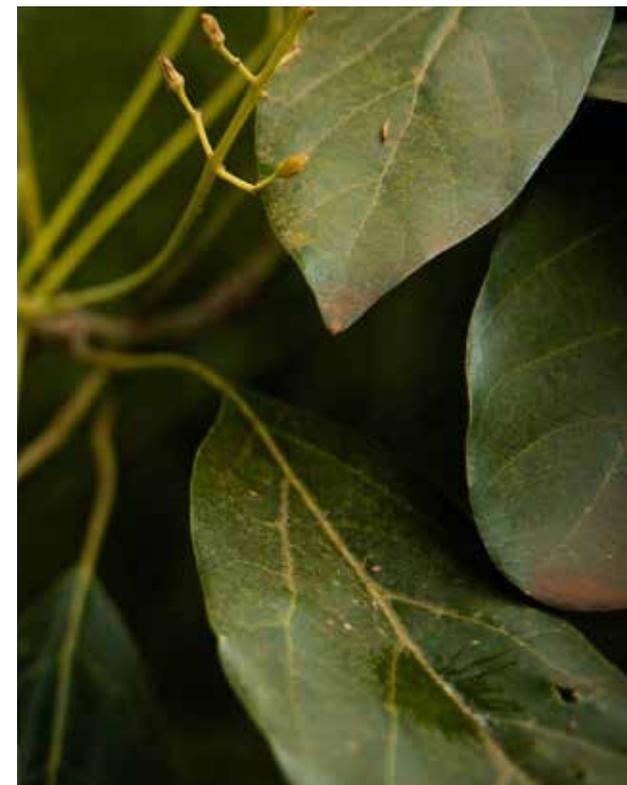
À l'avenir, le COLEACP pourrait s'attacher à contribuer à l'instauration de conditions de concurrence équitables sur le marché, dans lesquelles le pollueur ne s'en tire plus avec un avantage concurrentiel. »

## 4 Nos services et activités



### PRINCIPAUX DOMAINES D' ACTIONS PREVUES POUR 2021 EN MATIERE D' ASSISTANCE TECHNIQUE

- Avec des experts nationaux, continuer à développer un soutien hybride distanciel/présentiel, en respectant les restrictions liées à la Covid-19.
- Lancer le système d'auto-évaluation de la durabilité révisé et mis à jour (SAS 2.0).
- Renforcer le soutien aux organisations de producteurs et aux associations professionnelles en Afrique subsaharienne.
- Promouvoir des réunions digitales régulières avec et pour les membres et les partenaires (publics et privés), les ambassades, les donateurs et les autres parties prenantes.





RENCONTREZ  
L'ÉQUIPE COLEACP  
DU SERVICE  
FORMATION



# FORMATION

## 4 Nos services et activités

### Le système de formation en cascade du COLEACP

*Dans le cadre de ses programmes, le COLEACP met en œuvre un système de formation « en cascade », fruit de 20 ans de développement.*

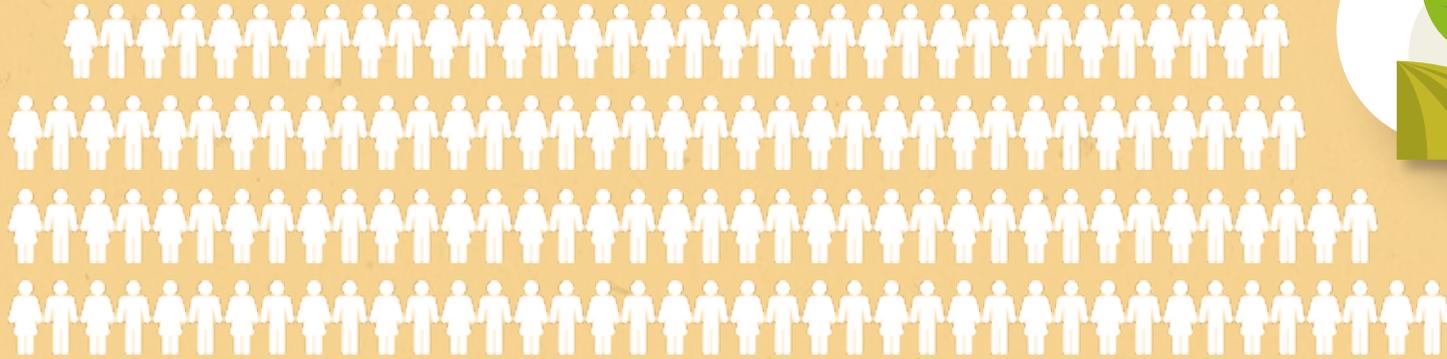


**NOS EXPERTS ACP BÉNÉFICIENT D'UN RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN FACE À FACE ET EN LIGNE**



**AVEC ACCÈS À L'APPRENTISSAGE EN LIGNE ET AUX RESSOURCES DU COLEACP**

PRIVÉE



PUBLIC



**LES EXPERTS TRAVAILLENT ENSUITE AU SEIN DES PETITES ET GRANDES ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES, AINSI QUE DES AUTORITÉS COMPÉTENTES, AFIN DE RENFORCER LES CAPACITÉS TECHNIQUES ET DE FORMATION. PREMIÈREMENT VIA UN COACHING POUR LE PERSONNEL SENIOR PAR LES CADRES, INTERMÉDIAIRES AU PERSONNEL OPÉRATIONNEL OU DE VULGARISATION PUIS EN CASCADE VERS LES PME, Y COMPRIS LES CULTIVATEURS SOUS-TRAITANTS.**



### Le passage à la formation mixte et numérique

Le COLEACP a rapidement répondu aux restrictions liées à la Covid-19 au début de 2020 en accélérant une évolution déjà prévue vers un apprentissage mixte et numérique pour les formateurs et les partenaires du COLEACP dans les pays ACP.

Des conseillers en méthodologie numérique ont été déployés pour aider nos experts et formateurs dans les régions ACP à se préparer à la nouvelle normalité et à la transition vers l'apprentissage numérique en ligne.

Un programme de coaching « Du présentiel à la distance » a été rapidement organisé via la plateforme e-Learning du COLEACP. La formation, dispensée par un concepteur d'expérience d'apprentissage spécialisé, a permis aux participants de développer leur première formation à distance, à partir d'un de leurs propres cours en présentiel. À l'issue de cette formation de 6 semaines, les experts ont pu donner eux-mêmes une formation numérique sur mesure, avec une maîtrise totale des outils numériques et des compétences en matière de formation à distance.

*60 experts formés aux nouvelles méthodologies numériques*

*20 cours de formation transposés du présentiel au numérique*



H5P est un cadre de collaboration de contenu gratuit et open-source.

Le paquet HTML5 (H5P) permet à tous les utilisateurs de créer, partager et réutiliser facilement des contenus interactifs tels que des vidéos, des présentations et des quiz.

La plateforme e-Learning du COLEACP a basculé ses modules d'introduction vers H5P afin de faciliter le développement et le partage de contenu interactif entre nos apprenants.





## Soutenir l'enseignement supérieur

*En 2020, le COLEACP a intensifié ses efforts pour soutenir les institutions académiques dans les régions ACP.*

### Formation à l'apprentissage numérique pour les professeurs d'université

Le COLEACP a fourni une formation en ligne aux professeurs d'université sur la façon de créer et d'animer une formation numérique en ligne. Les cours ont été réalisés avec deux universités au Sénégal (l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) et l'Université Gaston Berger); le Bahamas Agriculture & Marine Science Institute (BAMSI); le Département des Sciences et des plantes de l'Université Kenyatta au Kenya; et l'École Supérieure des Sciences Agronomiques (ESSA) et l'Université d'Antananarivo, à Madagascar. La formation s'est concentrée sur la manière de passer de l'enseignement en face à face à la formation numérique en ligne en utilisant divers outils en ligne sur la plateforme Moodle. Les participants ont appris à créer leurs cours en ligne (en utilisant différents outils Moodle) et à convertir leurs présentations PowerPoint en vidéos pouvant être téléchargées sur YouTube afin de constituer des ressources en ligne pour le département. À la fin du cours, une chaîne YouTube a été créée

pour chaque institution, les professeurs ayant déjà téléchargé leurs présentations avec des liens envoyés à leurs étudiants et intégrés à la plateforme Moodle de l'institution.

Une enquête de suivi auprès des participants a révélé que :

71%

*estiment que leurs étudiants ont une bonne capacité d'apprentissage en ligne.*

68%

*s'attendent à enseigner des cours hybrides, à la fois en face à face et en ligne.*

74%

*ont transmis des aspects de leur formation COLEACP à leurs collègues.*

82%

*souhaitent davantage de formation sur le passage du face-à-face au numérique.*

# 4 Nos services et activités



## Tanzanie : nouvelle collaboration avec TAHA, NM-AIST et WorldVeg



Cette collaboration permettra d'établir un programme accrédité de formation pratique en horticulture, offrant des cours avec certificat et diplôme en Tanzanie et dans d'autres pays d'Afrique orientale et australe. Le protocole d'accord a été signé par la Tanzania Horticultural Association (TAHA), la Nelson Mandela African Institution of Science and Technology (NM-AIST), le World Vegetable Center (WorldVeg) et le COLEACP.

Le journal tanzanien *Citizen* a fait état de ce nouveau partenariat stratégique le 29 juin, le décrivant comme un « *plan Marshall* » destiné à produire du personnel hautement qualifié pour stimuler la croissance de l'industrie et rapporter à l'économie 1,85 milliard de dollars australiens par an au cours des cinq prochaines années (contre 779 millions de dollars actuellement), ainsi qu'à créer des emplois et de la richesse pour les jeunes et les femmes. »

« La signature du protocole d'accord entre Taha, le COLEACP, WVC et NM-AIST marque un tournant dans la réduction du manque de compétences pratiques dans les chaînes de valeur de l'horticulture en Tanzanie. Le programme pilote de cinq ans permettra à des milliers de jeunes d'acquérir les compétences nécessaires pour exploiter le potentiel du secteur », a déclaré Mme Jacqueline Mkindi, directrice générale du groupe Taha.

## Madagascar : Soutien à l'ESSA pour développer de nouvelles formations SPS



Dans le cadre du programme Fit For Market, le COLEACP a soutenu l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques (ESSA) pour développer de nouveaux modules et cours de formation sur les thèmes SPS, soit en adaptant des cours existants, soit en développant une nouvelle offre de formation. L'ESSA est le seul établissement public de formation d'ingénieurs agronomes à Madagascar. Rattaché à l'Université d'Antananarivo-Ambohitsaina, il forme des professionnels, des chercheurs et des décideurs dans les domaines de l'agronomie et de la gestion des ressources naturelles.

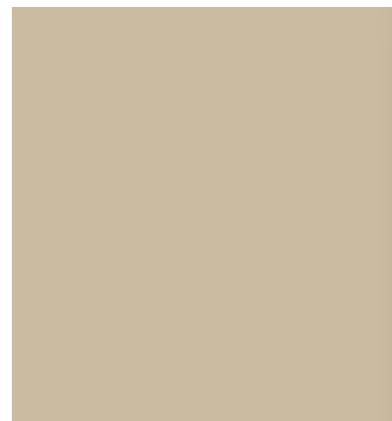
## Travailler à l'accréditation

Les besoins en formation évoluent constamment dans le temps, ce qui a été particulièrement mis en évidence par la pandémie de Covid-19. En 2020, le service de formation du COLEACP a pris des mesures pour introduire un processus d'accréditation, qui consiste à s'assurer que notre offre de formation répond aux besoins de nos experts, membres et partenaires.

Une première étape a consisté à élaborer notre référentiel de compétences. Selon l'approche par processus, les métiers exercés par les acteurs du secteur horticole (personnels des entreprises, agents des autorités compétentes, experts et formateurs) ont été identifiés et décrits à travers un ensemble de fiches métiers détaillant responsabilités, activités et compétences requises. Ce référentiel est en cours de validation par les professionnels du secteur via une enquête menée auprès de différents acteurs de la filière et dans différents pays ACP.

La prochaine étape sera l'élaboration du référentiel de formation, rassemblant l'offre de formation du COLEACP, par domaine (SPS, Gestion, Formation, ...) et par métier.

En parallèle, le service formation réalise la cartographie de ses processus de travail et l'organisation de son système documentaire pour prétendre à une accréditation.



Voir la vidéo [ici](#).\*



\* <https://youtu.be/Dc0158KaOZk> [FR: <https://youtu.be/FIkviK8LVMY>]

## 4 Nos services et activités



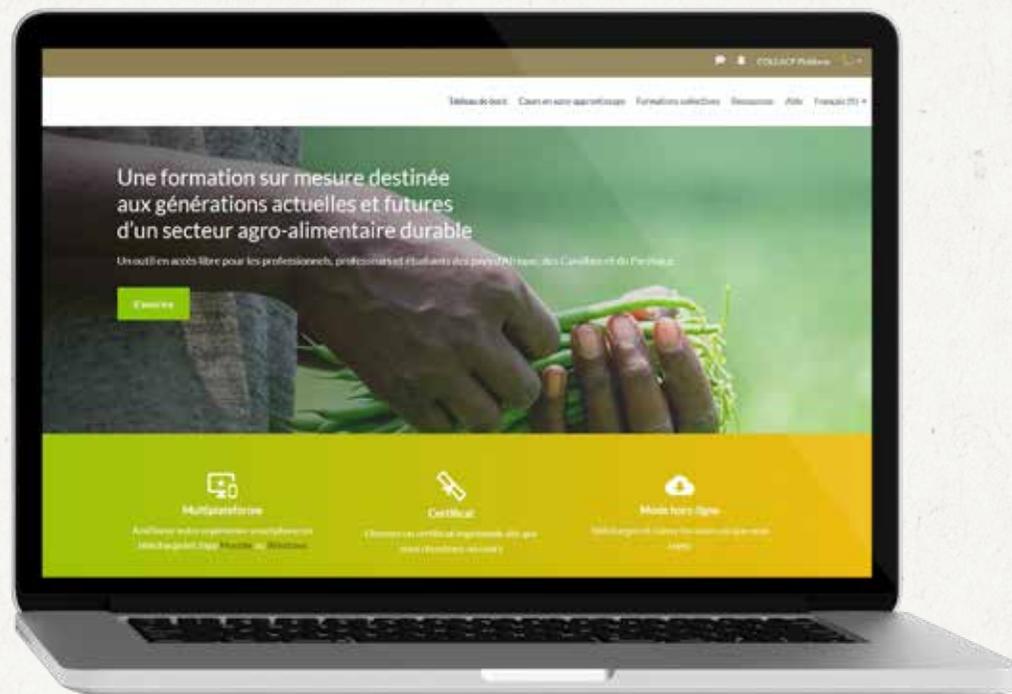
### Développer la plate-forme d'apprentissage en ligne

Face à l'émergence de la pandémie mondiale, le COLEACP a dû transformer ses formations présentielles en formations 100 % numériques. Le département formation, ainsi qu'une trentaine d'experts ACP, ont suivi une formation de 8 semaines visant à développer leurs compétences en matière de méthodes d'apprentissage numériques et d'outils digitaux pour la formation. De nouveaux outils, dont H5P, Miro, Zoom, Wooclap et Camtasia, ont été introduits dans notre cadre de formation numérique.

Une nouvelle section a été créée sur la plateforme e-Learning, regroupant toutes les formations collectives digitales, organisées par thème de formation en cohérence avec les cours d'aut-apprentissage du COLEACP. Cette section comprend également des cours destinés à former les enseignants des établissements d'enseignement supérieur à l'utilisation de Moodle pour les cours en ligne.

Un nouveau thème graphique a également été installé afin d'améliorer l'apparence de la plateforme, de faciliter l'expérience de navigation et d'offrir de nouvelles fonctions aux utilisateurs.

Le contexte inhabituel de 2020 a vu une forte augmentation du nombre d'utilisateurs dès le début de la pandémie en mars 2020.

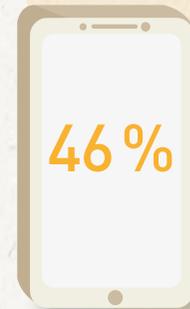


|                                  | 2019    | 2020     |
|----------------------------------|---------|----------|
| Nombre de sessions ou de visites | 20 683  | 88 836   |
| Nombre de visiteurs              | 6 926   | 18 492   |
| Total des pages vues             | 254 351 | 1184 544 |
| Nombre d'accès créés             | 743     | 2 506    |

## Nos utilisateurs

Les 10 pays ACP les plus représentés sur la plateforme e-Learning en 2020 :

| PAYS  | VISITEURS    |
|---|--------------|
| <b>13942</b>  |              |
| Ces 10 pays représentent 79 % des visiteurs africains |              |
| 1. Cameroun   | 3 858 (27 %) |
| 2. Ouganda  | 1 634 (12 %) |
| 3. Kenya  | 1 083 (8 %)  |
| 4. Togo   | 920 (7 %)    |
| 5. Madagascar   | 833 (6 %)    |
| 6. Côte d'Ivoire                                      | 829 (6 %)    |
| 7. Rwanda   | 566 (4 %)    |
| 8. Sénégal  | 565 (4 %)    |
| 9. Nigeria  | 471 (3 %)    |
| 10. Ghana   | 447 (3 %)    |

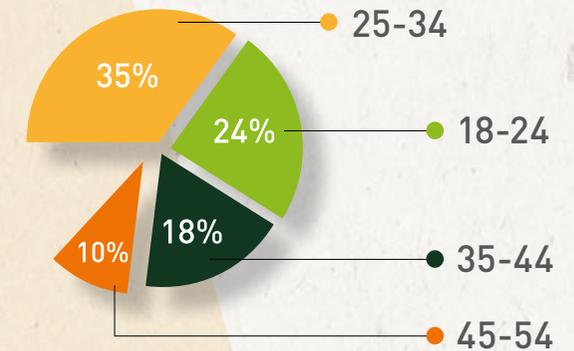


UTILISENT UN  
TÉLÉPHONE  
PORTABLE

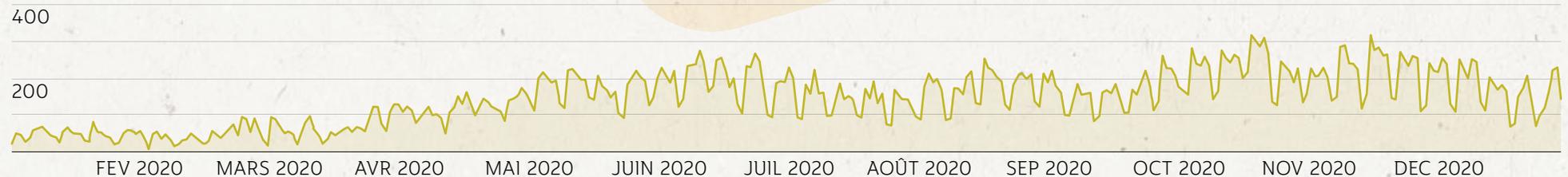


UTILISENT  
UN ORDINATEUR

GROUPES D'ÂGE



### UTILISATEURS





# Covid-19 : Formation, accompagnement et diffusion en matière de santé et de sécurité

Dès le début de 2020, il était urgent de sensibiliser le public au coronavirus, à son mode de propagation, aux actions barrières à appliquer, aux principes à employer et, surtout, aux nouveaux comportements à adopter pour éviter de contaminer ses collègues, sa famille et sa communauté.

Le COLEACP a rapidement adapté son offre de formation pour renforcer la capacité des petits exploitants, des groupes d'agriculteurs et des MPME horticoles à mettre en œuvre des mesures préventives de santé et de sécurité liées à la Covid-19.

La première étape de l'élaboration d'un cours d'apprentissage à distance a consisté à définir le contenu, sur la base des recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour l'alimentation et l'agriculture, en collaboration avec des experts de la formation à la conformité en matière de sécurité alimentaire.

Les nouveaux modules de formation en ligne en français et en anglais comprennent :

- informations sur le coronavirus et la Covid-19 ;
- directives pratiques sur la manière dont les entreprises horticoles peuvent intégrer les mesures Covid-19 dans leur système de gestion de la sécurité des aliments alimentaire ;
- normes volontaires privées : nouvelles exigences, avec un accent sur la norme BRCGS et GLOBALG.A.P. - critères de conformité et certification Covid-19 supplémentaires ;

Outre les connaissances de base sur le virus, les ressources fournissent des informations sur les bonnes pratiques que les entreprises horticoles et les organisations d'agriculteurs devraient adopter pour poursuivre leurs activités pendant la pandémie, ainsi que sur la manière de diffuser les gestes de protection au sein des communautés de travailleurs et de cultivateurs sous-traitants. La formation fournit également des outils pour aider les entreprises horticoles et les agriculteurs à appliquer ces mesures.

En octobre 2020, 461 personnes s'étaient inscrites, dont 232 employés d'entreprises/coopératives, 57 experts et 92 membres de l'ONPV, entre autres.

Dans le prolongement de cette formation en ligne, le COLEACP organise un coaching pour les entreprises et les coopératives en réponse aux demandes, en partenariat avec les experts qui ont suivi la formation avec succès. En octobre 2020, 20 entreprises avaient demandé un coaching et six séances de coaching avaient déjà été réalisées. La formation et le coaching Covid-19 sont désormais pleinement intégrés à la formation du COLEACP à la gestion de la qualité de la conformité en matière de sécurité des aliments.

### Partenariat avec la PAFO

Le COLEACP travaille avec l'Organisation Panafricaine des Agriculteurs (PAFO) et ses membres régionaux pour diffuser des messages clés aux acteurs publics et privés et aux populations rurales, en particulier aux exploitations familiales exposées aux risques de la Covid-19 (voir page 131).

## LES PRODUCTEURS D'AAA AU KENYA PARTAGENT LEURS COMMENTAIRES SUR LA FORMATION NUMÉRIQUE COVID-19 DU COLEACP

*« Dans l'ensemble, notre équipe a été très positive à l'égard de cette intervention. Nous apprécions que ces sessions en ligne fassent partie de la voie à suivre. »*



Frank Obure, directeur général de Packhouses de AAA Growers au Kenya, décrit comment l'apprentissage numérique contribue à la mission globale de son entreprise.

*« C'était notre première véritable expérience de l'apprentissage numérique à distance. Je dois dire que nous n'étions pas prêts à laisser passer cette opportunité de coaching fournie par le COLEACP, car la conformité et l'atténuation des risques sont des processus importants pour l'entreprise. »*

*La discipline et les habitudes sont différentes de celles des sessions en présentiel, bien que très bien gérables. Elle est encore plus légère et efficace que la formation sur site : il y a moins de problèmes logistiques pour réunir le personnel et le(s) formateur(s) sur le site ; pas d'interruption des opérations quotidiennes car les sessions ne dépassent pas 1h30/session. Vous disposez également de plus de temps pour examiner et absorber le contenu technique. Les gens participent*

*même depuis le terrain ou depuis des zones de culture plus éloignées.*

*Tout au long du processus, nous avons eu des séances en direct et de suivi très interactives pour discuter des priorités, examiner la documentation et les procédures, faire des commentaires, etc. En outre, nous avons pu faire appel au personnel concerné lorsque cela était nécessaire. Bien entendu, l'apprentissage sera maintenant partagé avec le reste du personnel et de la communauté. »*



## Durabilité environnementale et sociale

### Nouvelle formation de formateurs sur la gestion durable de l'environnement

La formation de formateurs du COLEACP sur la gestion durable de l'environnement a recruté 61 experts dans différents domaines de la durabilité environnementale - eau, sol, biodiversité, gestion des déchets, énergie - avec un accent particulier sur le secteur horticole dans les pays ACP.

La formation a un double objectif : d'une part, améliorer la compréhension technique des sujets et, d'autre part, renforcer les compétences et les méthodes de formation numérique des experts participants, qui peuvent s'exercer à donner des présentations en direct qui sont évaluées par l'équipe.



## Formation de formateurs en production éthique et responsabilité sociale des entreprises

La première étape de la nouvelle formation de formateurs en production éthique et responsabilité sociale des entreprises du COLEACP a eu lieu en 2020, dispensée d'abord à 14 experts francophones du Bénin, du Burundi, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de Madagascar, du Sénégal et du Togo. La formation comprend des exercices pratiques et des présentations en groupe. La deuxième étape, en janvier-février 2021, sera dispensée en anglais.

### D'AUTRES INNOVATIONS EN MATIÈRE DE FORMATION EN 2020 SONT TRAITÉES AILLEURS DANS CE RAPPORT :

- Bootcamps de survie en entreprise, coaching et e-learning - page 90 ;
- Togo : Pépinière de cadres techniques horticoles page 55 ;
- Covid-19 santé et sécurité page 131.



Les participants disent :

*« Aujourd'hui, en tant que formateur, je peux et j'ai bien l'intention d'utiliser ces acquis au profit des entreprises horticoles de mon pays [...] Je tiens à remercier toute l'équipe du COLEACP pour l'opportunité qui m'a été donnée de participer à cette formation, et à féliciter les formateurs pour l'expertise, la bonne ambiance, l'harmonie du groupe, le travail d'équipe et la convivialité qu'ils ont instaurés durant les 3 semaines de formation. Ce fut une expérience extraordinaire. »*

*« La notion de droits humain a été quelque chose de très important pour moi car on en parle toujours mais je n'ai jamais fait le lien avec le secteur agricole ou les entreprises. Dans le secteur agricole, enseigner les droits de ces travailleurs est essentiel car les salaires des journaliers sont imposés en raison de l'absence de syndicalisme. Je crois que le fait d'en parler pourrait changer la situation de personnes qui sont réduites à l'esclavage moderne. »*

## L'effet multiplicateur en action

La formation collective en République démocratique du Congo a touché 2 000 producteurs

Entre 2018 et 2020, 21 organisations horticoles de la RDC ont participé aux formations collectives du COLEACP sur la gestion de la sécurité des aliments; la traçabilité; et la protection intégrée des cultures et l'utilisation sûre des pesticides, afin de soutenir le renforcement des capacités de leurs agents de vulgarisation. Ces agents de terrain sont des relais essentiels pour atteindre les milliers de producteurs qui approvisionnent quotidiennement les grandes villes comme Kinshasa, Bukavu et Goma en fruits et légumes frais et transformés.

Dix-huit de ces 21 organisations ont participé à une enquête COLEACP 2020 afin de recueillir des informations sur les impacts de la formation et les besoins futurs. Tous les répondants ont indiqué que les personnes ayant participé aux sessions de formation organisées par le COLEACP ont à leur tour formé leurs collègues agents de terrain.



En moyenne, un agent formé par le COLEACP a transmis la formation à trois ou quatre collègues.

Et 100 % des organisations ont indiqué qu'elles ont également organisé entre deux et treize sessions pour relayer la formation auprès de leurs producteurs, touchant ainsi un total d'environ 2 000 producteurs.

Tous les répondants à l'enquête ont déclaré avoir observé des améliorations significatives

dans les pratiques des producteurs qu'ils supervisent en ce qui concerne la lutte contre les parasites, l'utilisation de produits phytosanitaires et le respect des bonnes pratiques d'hygiène tout au long du processus de production. Ils ont souligné que les besoins futurs en matière d'activités de renforcement des capacités concernent l'accès au marché, la conservation des produits horticoles, la gestion des stocks, la transformation des fruits et légumes, la protection de l'environnement et la gestion des associations et coopératives agricoles.

### PRINCIPAUX DOMAINES D'ACTIONS PREVUES POUR 2021 EN MATIÈRE DE FORMATION

- Obtenir l'accréditation externe du système de formation du COLEACP pour renforcer les liens avec le monde universitaire et fidéliser les formateurs.
- Formation collectives pilotes sur les aspects commerciaux (gestion des litiges commerciaux; gestion simplifiée des entreprises agricoles pour les petits producteurs).
- Continuer à accélérer l'apprentissage numérique.
- Développer de nouveaux contenus et outils pour : le plan de reprise d'activité, la gestion d'entreprise, le traitement, la Covid-19, l'accès au marché, l'éthique et l'environnement.

# DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES



RENCONTREZ  
L'ÉQUIPE COLEACP  
DU SERVICE  
DÉVELOPPEMENT  
DES AFFAIRES

## Accès au financement

Le COLEACP, dans le cadre du programme Fit For Market, a formalisé un accord de partenariat avec le fonds ABC (Agri-Business Capital) en juillet 2020. Fond d'investissement privé et indépendant, le fonds ABC est géré par Bamboo Capital Fund, avec Injaro Investments Ltd comme conseiller en investissement. Il a reçu des contributions de la Commission européenne, de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), du Fonds international de développement agricole (FIDA), du Luxembourg et de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA).

Le Fonds ABC propose des prêts et des prises de participation adaptés aux besoins des PME rurales, des organisations d'agriculteurs, des agripreneurs et des institutions financières rurales. Il cible particulièrement les entreprises commercialement viables qui peuvent contribuer à créer des emplois, notamment pour les jeunes et les femmes, et à améliorer les moyens de subsistance en milieu rural. Le fonds donne également la priorité aux projets intelligents sur le plan climatique qui favorisent la production durable.

### Développement commercial

Fin décembre 2020, le COLEACP avait examiné 37 plans d'affaires, dont 21 ont été partagés avec des investisseurs potentiels avec lesquels le COLEACP est en partenariat (par exemple, le Fonds ABC, CFC, MCE). Une entreprise soutenue par le programme Fit For Market a déjà bénéficié d'un prêt, et plusieurs autres sont actuellement dans le pipeline.

Le COLEACP développe activement des relations avec les institutions financières internationales et d'autres programmes de donateurs qui fournissent un soutien au secteur horticole, et partage des informations sur les appels à candidature.



## EXEMPLE : KENYA

- AgriFIChallenge Fund financé par l'UE au Kenya : suite à un appel en août 2020, plus de 200 entreprises ont demandé un financement. Cet appel sera suivi d'une troisième et dernière attribution de soutien financier au début de 2021.
- KIEP 250+ (Kenya Industry and Entrepreneurship Project) mis en œuvre par le ministère de l'industrialisation, du commerce et du développement des entreprises (MoITED) avec le soutien de la Banque mondiale.
- Fonds commun pour les produits de base : ce fonds des Nations unies organise chaque année un appel à candidatures ; le prochain doit être lancé avant le 15 avril 2021.



## ASHIBON MWANGI, PDG, INSTAVEG LTD

« Nous tenons à remercier le COLEACP pour le soutien que nous avons reçu par le biais du programme Fit For Market. L'introduction de l'Agrifi Challenge Fund est remarquable - nous avons depuis reçu 260 000 euros pour une installation de conditionnement, qui permettra la certification GLOBALG.A.P., BRC et SMETA. La certification GLOBALG.A.P., obtenue en 2020, nous a permis de faire notre toute première expérience sur le marché international au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Allemagne. Bien que cela n'ait pas été facile, avec la plupart des défis de la chaîne du froid, l'expérience nous permettra de nous améliorer en 2021.

Notre business plan, élaboré avec l'appui du COLEACP, nous a permis d'obtenir la garantie orale d'un prêt de la Kenya Commercial Bank. Cela nous permettra de financer nos opérations et d'améliorer notre trésorerie. Ce projet, ainsi que d'autres interventions, telles que la formation à la finance, la comptabilité et l'analyse coûts-bénéfices, ainsi que la formation aux normes, nous aideront non seulement à devenir une entreprise plus forte, mais aussi un fournisseur, un employeur et un partenaire cohérent pour les agriculteurs. »

## « Bootcamps » de survie de l'entreprise, coaching et apprentissage en ligne

### Bootcamps de survie de l'entreprise



**African Management Institute**

En juin 2020, le COLEACP s'est associé à l'African Management Institute (AMI) pour créer une série de six « Business Survival Bootcamps » destinés à soutenir les entrepreneurs du secteur horticole. Les camps d'entraînements, ouverts aux entrepreneurs/directeurs généraux et responsables financiers, ont fourni des outils pratiques aux entreprises pour planifier et faire face aux défis résultant de la pandémie de Covid-19, en se concentrant sur les projections financières et la gestion des coûts dans un contexte de ralentissement économique. Un webinar interactif de 2 heures a été suivi d'un accès de 2 mois à la communauté privée du COLEACP Business Survival Bootcamp sur la plateforme de l'AMI, et d'un accès complet à tous les outils et matériels de formation disponibles sur la plateforme e-Learning du COLEACP. Chaque bootcamp en juin a impliqué en moyenne 30 à 40 entreprises ACP, des experts en affaires et des membres de l'équipe COLEACP - au total plus de 200 participants à travers les régions ACP.

« Le camp d'entraînement a été vraiment utile. J'ai appris à évaluer les scénarios, à évaluer les risques, à planifier et à prévoir les flux de trésorerie et à fixer des objectifs à court terme. »

« Je suis enthousiaste, j'ai obtenu des informations très pertinentes que nous voulions. Les outils sont excellents. »

« Merci COLEACP, c'était plutôt instructif pour la communauté des affaires. »

### Focus sur le Kenya



Un bootcamp, le 23 juin, a été organisé exclusivement pour les participants kenyans dans le cadre du programme NEX T Kenya. 73 participants kenyans ont participé activement aux Bootcamps de survie de l'entreprise de l'AMI-COLEACP en juin et juillet 2020.

Au cours du second semestre 2020, six PME kenyanes ont participé à des séances de coaching, qui ont permis de recueillir des informations précieuses sur la manière de répondre aux besoins aigus des entreprises. Les priorités différaient en fonction de la situation unique de chaque entreprise, mais comprenaient la gestion des coûts et de la trésorerie, l'amélioration de la gestion des ressources humaines et la gestion de la chaîne d'approvisionnement.

Mme Maina, directrice de Vert Ltd, une entreprise spécialisée dans la transformation de légumes fins et de mangues, a indiqué que l'expérience a fourni des informations précieuses à l'entreprise pour lui permettre de pivoter ses opérations et de vérifier ses hypothèses pour un nouveau secteur d'activité.

## Coaching d'entreprises

Suite aux bootcamps, certaines entreprises ont demandé un soutien plus approfondi. En 2020, le COLEACP a soutenu 33 entreprises par le biais d'une série de sessions individuelles d'e-coaching couvrant la gestion de la trésorerie, la gestion des coûts et les problèmes et défis liés aux ressources humaines. Parmi les entreprises qui ont bénéficié d'un coaching commercial figurent Lucy Agricultural Development Plc et SMUR Agricultural Development Plc (Ethiopie); Vert Ltd (Kenya); KIMEX (Sénégal), entre autres. Ces sessions de coaching ouvrent la voie à la reconstruction de la résilience en préparation de la phase de reprise, en fournissant aux MPME et aux groupes de producteurs une aide à la décision et des conseils pour leur permettre de faire des choix éclairés à la lumière des défis et des problèmes auxquels ils sont confrontés.

## Apprentissage en ligne pour les entreprises

Les nouveaux supports d'apprentissage en ligne orientés vers le monde des affaires de COLEACP couvrent la comptabilité et la finance d'entreprise, le développement commercial et l'entrepreneuriat, le marketing et la communication, la gestion du financement des entreprises, la gestion des ressources humaines et la gestion des risques commerciaux et financiers.

« C'était une formation qui a changé ma vie. »

## Formation à la négociation commerciale

En novembre, le COLEACP a organisé une formation numérique animée sur la négociation commerciale pour les directeurs d'entreprises horticoles kenyans et tanzaniens. La formation s'est déroulée sur la plateforme d'apprentissage en ligne du COLEACP et via Zoom - les participants étaient avides d'apprendre et d'interagir pour partager leurs expériences. Les stagiaires ont suivi les supports de cours, regardé des témoignages vidéo sur la négociation (filmés plus tôt cette année lors de l'exposition Fruit Logistica) et fait des exercices. Ils ont également joué le rôle d'acheteurs et de vendeurs lors de négociations via Zoom.



## Business-to-business

En 2020, les foires commerciales ont été particulièrement touchées par les restrictions Covid-19, et le COLEACP a dû s'adapter pour participer à des événements uniquement numériques.

Seuls deux salons professionnels ont pu se tenir en présentiel en février (Fruit Logistica et Biofach en Allemagne). MacFrut Digital en Italie (septembre), Fruit Attraction Live Connect en Espagne (octobre) et RSE-IDD à Madagascar (octobre) ont tous dû convertir leurs salons physiques au format numérique.

### Fruit Logistica, février, Berlin

À Fruit Logistica, le COLEACP a accueilli sur son stand un ensemble de partenaires, dont trois organisations interprofessionnelles africaines (Rhorticam, Cameroun ; IAB, Bénin ; Afruibana, Belgique), et un représentant de la DG-AGRI de la Commission européenne. Les 19 membres de l'équipe du COLEACP ont tenu 120 réunions avec des entreprises partenaires et ont rencontré 30 entreprises européennes, dont huit ont exprimé leur souhait de devenir membres du COLEACP, et 17 ont manifesté leur intérêt pour les technologies blockchain.

L'exposition de 2021, qui devait être une édition spéciale virtuelle, a été reportée à février 2022.

### BIOFACH, février, Nuremberg

Le COLEACP était co-exposant sur le pavillon BIOFACH Organic Africa géré par ProFound. Trois représentants du COLEACP ont rencontré près de 100 entreprises, dont 42 des pays ACP (exposants ou visiteurs), et une cinquantaine d'entreprises européennes (organismes de soutien et importateurs).

D'octobre à décembre 2020, le COLEACP a participé à la planification du nouveau format entièrement numérique du BIOFACH eSpecial 2021. Le COLEACP a été le co-sponsor du Pavillon numérique africain biologique en partenariat avec ProFound. Les entreprises visiteuses bénéficieront d'un programme de soutien sur mesure (voyage d'étude, élaboration d'un plan marketing, meilleure connaissance du marché biologique européen, utilisation des outils numériques du salon pour approcher les futurs acheteurs), financé par le COLEACP et mis en œuvre par ProFound. Le COLEACP a organisé un webinar pour faire le point sur la nouvelle réglementation européenne en matière de produits biologiques et sur les conséquences du Brexit sur le commerce entre l'Afrique et le Royaume-Uni.

### MacFrut Digital (1<sup>ère</sup> édition), septembre

MacFrut Digital a enregistré 87 exposants, plus de 18 000 visiteurs, 208 000 pages vues, 49% de visiteurs étrangers et 11 forums techniques (dont beaucoup ont dépassé les 300 participants).

### Fruit Attraction Live Connect (1<sup>ère</sup> édition), octobre

Des webinaires et diverses sessions ont été proposés tout au long du mois d'octobre, et l'exposition a accueilli 500 entreprises de 24 pays. La plateforme a fourni aux exposants et aux visiteurs des outils numériques pour faciliter les appels vidéo en direct et les réunions d'affaires en ligne. Les résultats publiés sont les suivants : 15 000 contacts professionnels établis, 41 000 messages échangés, plus de 500 réunions organisées et 186 appels vidéo effectués.





## Accès au marché numérique avec les associations professionnelles nationales

**AKINTUNDE SAWYERR,  
SECRÉTAIRE EXÉCUTIF  
ET CO-FONDATEUR, AFGEAN**

« L'expérience de travail avec le COLEACP au cours de l'année écoulée a été très agréable. L'organisation a été très réactive et a soutenu l'AFGEAN, avec des contributions significatives et des idées constructives. Nous nous sommes sentis soutenus et écoutés. Nous avons travaillé ensemble sur des idées pour une meilleure gouvernance, la logistique, le développement du marché et l'introduction d'une norme de sécurité des aliments dirigée par les supermarchés en collaboration avec GlobalG.A.P. Au cours de l'année 2021, nous attendons avec impatience la consolidation et l'achèvement des projets que nous avons commencés. Le COLEACP a été un partenaire fantastique pour AFGEAN et pour les horticulteurs du Nigeria. »

Les recherches du COLEACP sur les impacts de la Covid-19 ont révélé que les impacts sur la logistique et l'accès aux marchés étaient des questions clés pour les membres et les partenaires.

Nous avons donc commencé à travailler sur des solutions innovantes, basées sur le web, en matière de logistique et de commerce national et international, afin de contribuer à la poursuite des échanges de produits agricoles et alimentaires. L'objectif est de fournir aux producteurs/exportateurs ACP et à leurs organisations professionnelles des informations continuellement mises à jour sur les évolutions de la logistique et des marchés nationaux, régionaux, européens et internationaux des fruits et légumes; et de faciliter la commercialisation de la production de fruits et légumes ACP aux niveaux local, régional et international lorsque l'accès a été perturbé.

Une phase pilote de trois mois dans cinq pays (Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Kenya, Nigéria) a utilisé une interface de marché numérique conçue par le COLEACP. Les premières rencontres entre fournisseurs et acheteurs locaux de fruits et légumes ont été enregistrées en Guinée et au Nigeria, grâce à l'implication des associations professionnelles FEPAF (Fédération des Planteurs de la Filière fruit) et AFGEAN (Agricultural Fresh Produce & Exporters Association of Nigeria).

Le Marché numérique permet aux organisations professionnelles de collecter les offres de leurs membres producteurs et de les envoyer ensuite aux acheteurs locaux et régionaux, qui sont identifiés et mobilisés par les experts locaux du COLEACP. Par exemple, la FEPAF en Guinée a utilisé son site web pour faciliter l'accès aux acheteurs de piments, de pommes de terre et de produits transformés tels que le jus de mangue.

L'objectif est maintenant de s'appuyer sur cet essai en développant une plateforme web plus complète, personnalisée pour les associations professionnelles nationales, intégrant ce service et d'autres services tels que l'accès aux informations logistiques, l'évolution du marché, la formation et les activités promotionnelles.

Logout

Home | Logistics | Training | Market Analysis | e-GAP | Become a Member

**A TOOL TO LINK PRODUCERS  
AND PURCHASERS ON LOCAL  
AND REGIONAL MARKETS**

## Impacts potentiels du Brexit sur les exportateurs ACP

Tout au long de 2020, le COLEACP a surveillé les impacts potentiels du départ imminent du Royaume-Uni de l'union douanière et du marché unique de l'UE. Un atelier organisé le 30 octobre en collaboration avec l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) a présenté une série de recommandations pratiques (et les points d'incertitude restants) pour les entreprises horticoles ACP qui font du commerce directement ou indirectement (via l'UE) avec le Royaume-Uni. Des représentants du Fresh Produce Consortium et de Freshfel Europe ont également partagé leurs analyses et leurs domaines d'action prioritaires. Le [document d'information sur le Brexit](#) préparé par le COLEACP\* pour la réunion résumait les questions actuelles et fournissait des domaines d'action dans chaque cas, couvrant à la fois les actions à considérer par les agro-industries horticoles et les exportateurs ACP, et les recommandations pour le plaidoyer auprès des gouvernements concernant les impacts potentiels sur les PME ACP.

\* [https://eservices.coleacp.org/sites/default/files/file\\_fields/2020/Brexit/Brexit%20workshop%20-%20Background%20information%20document.pdf](https://eservices.coleacp.org/sites/default/files/file_fields/2020/Brexit/Brexit%20workshop%20-%20Background%20information%20document.pdf)

Une brève enquête menée à l'issue de la réunion a révélé que tous les participants ont estimé que les informations fournies répondaient à leurs attentes générales, 70 % d'entre eux étant « très satisfaits » et 20 % « totalement satisfaits ». Un répondant a résumé la réponse généralement positive : « *Du temps bien utilisé* ».

En décembre, avant le départ du Royaume-Uni de l'union douanière et du marché unique de l'UE à la fin de l'année, le COLEACP a mis à jour toutes ses informations sur le processus de Brexit dans le [document d'information de base N°2](#)\*\*.



\*\* [https://eservices.coleacp.org/sites/default/files/file\\_fields/2020/Brexit/Brexit%20readiness%20assessment%20tool%20-%20Dec2020.pdf](https://eservices.coleacp.org/sites/default/files/file_fields/2020/Brexit/Brexit%20readiness%20assessment%20tool%20-%20Dec2020.pdf)

VICE-PRESIDENTE DU COLEACP :  
LEENA MALDE,  
DIRECTRICE GÉNÉRALE  
WEALMOOR LTD, UK



« Au cours de l'année 2020, touchée par la Covid-19, les communautés de notre chaîne d'approvisionnement locale et mondiale de bout en bout ont travaillé

extrêmement dur, malgré les inquiétudes et les préoccupations pour leur bien-être individuel. Nous avons surtout constaté un travail d'équipe exceptionnel, de la résilience et de l'empathie les uns envers les autres. Avec les graines déjà plantées, les cultures entretenues, l'argent investi, nous avons joué notre rôle en soutenant les communautés agricoles mondiales, en réacheminant le fret des compagnies aériennes de passagers clouées au sol vers des cargos, malgré des coûts considérablement plus élevés et des collègues dépassés par les défis logistiques. L'augmentation soudaine de la demande des consommateurs, bien qu'elle soit évidemment une bonne nouvelle, a exercé une pression considérable sur une main-d'œuvre déjà fragile. Nous avons été très reconnaissants



du soutien apporté par nos clients, qu'il s'agisse d'augmenter les prix, de rationaliser les spécifications ou de supprimer toute complexité inutile dans la chaîne d'approvisionnement.

L'avantage de travailler avec le COLEACP en 2020 a été, avant tout, les personnes. Leur passion, leur engagement, leurs compétences et leur expertise sont incommensurables - une approche pragmatique et holistique que je trouve tout à fait remarquable. Le plaidoyer, le réseautage, la focalisation, l'attention et la compréhension des questions et préoccupations plus larges du secteur, les contributions à la recherche du changement, les ressources de formation dans les pays, l'apprentissage et le développement, les ateliers sur des sujets clés, ...

En 2021 et au-delà, j'espère que le COLEACP pourra continuer à en faire autant, notamment en mettant l'accent sur la durabilité, la pleine reconnaissance de la juste valeur des aliments et des risques encourus par les producteurs, et la promotion des aliments d'origine végétale pour des nations plus saines.»

## PRINCIPAUX DOMAINES D' ACTIONS POUR 2021 EN MATIERE DE DE DEVELOPPEMENT DES AFFAIRES

- Poursuivre les sessions régulières d'e-coaching avec les entreprises (suivi des Business Survival Bootcamps) en se concentrant sur la préparation et la révision des plans d'affaires.
- Soutenir l'accès aux marchés locaux en développant des services en ligne pour les organisations professionnelles nationales.
- Promouvoir l'accès au financement par la structuration de partenariats clés.
- Développer de nouveaux partenariats techniques et financiers.
- Participer à de nouvelles expositions (physiques et numériques), avec des guides et le soutien de nos partenaires.



## 4 Nos services et activités





# RECHERCHE ET INNOVATION



RENCONTREZ  
L'ÉQUIPE COLEACP  
DU SERVICE  
RECHERCHE ET  
INNOVATION



## Blockchain mangue d'Afrique de l'Ouest - rendre les chaînes d'approvisionnement plus transparentes

### Qu'est-ce que la technologie blockchain ?

La technologie blockchain est apparue comme une solution très prometteuse pour améliorer les chaînes d'approvisionnement alimentaire des pays ACP et répondre à la demande de transparence et de responsabilité des consommateurs. Une blockchain est essentiellement un grand livre numérique partagé, traçable et transparent pour la tenue de registres.

### Blockchain pour le secteur de la mangue en Afrique de l'Ouest

Le COLEACP s'est associé à une société d'importation européenne pour tester cette technologie dans des conditions réelles dans la chaîne d'approvisionnement de la mangue en Afrique de l'Ouest. Une preuve de concept a été développée en partenariat avec une Start-up belge (Block'O) et testée pendant la saison 2020 de la mangue en Côte d'Ivoire. L'objectif était d'évaluer la valeur ajoutée de la technologie blockchain comme outil de communication B2B (importateurs-distributeurs)

FR | EN

### Mango Blockchain

WESTERN AFRICA MANGO!

dibra taste the world

#### Events

#0 : Pick up at farm

Event time: 5/5/2020, 2:00:00 AM  
Batch number: 66666  
Product: mango (variety: "Haden", size: 14)  
Location: Farmer (David)  
Manager: SODEXPO

#1 : In transit

#### Online Check Tool

You can request a traceability check for this product. This

et B2C (distributeurs-importateurs/ consommateurs). L'objectif pour l'importateur était de pouvoir fournir des informations aux distributeurs (marketing plus), mais aussi de s'assurer que le produit arrive au consommateur sans altération (pour augmenter la confiance).

Le secteur ouest-africain de la mangue est très important en termes de valeur et de volume. Bien que les exportations vers l'Europe aient augmenté, le nombre d'interceptions phytosanitaires reste élevé, notamment pour la Côte d'Ivoire (deuxième origine la plus interceptée au cours des cinq dernières années après le Mali). Les chaînes d'approvisionnement restent vulnérables à la fraude, et beaucoup reste à faire en termes de traçabilité. L'amélioration de l'image du secteur est un enjeu majeur pour concurrencer les origines non-ACP de plus en plus présentes sur le marché (Brésil, Chine, Inde, Mexique, Pérou, Thaïlande).

À l'aide d'une étude de cas pratique, le COLEACP visait à générer des connaissances concrètes et transférables sur les applications potentielles et l'adéquation des nouvelles technologies

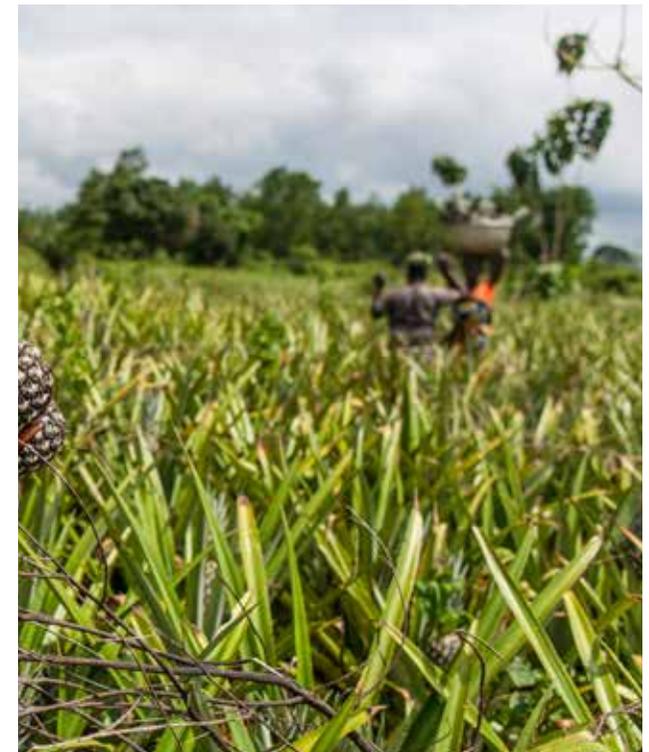


de l'information et de la communication pour relever les défis auxquels sont confrontés ses membres et partenaires. Cette première expérience a permis à l'exportateur et au COLEACP de mieux comprendre les opportunités offertes par les technologies blockchain. Avec le soutien du COLEACP, l'exportateur a obtenu une subvention pour poursuivre le développement de la preuve de concept dans le cadre du programme [BlockStart](#) financé par l'UE.\*

## Future collaboration avec DEFIA au Bénin

Le COLEACP utilise désormais les connaissances acquises pour reproduire ce type de soutien à d'autres chaînes d'approvisionnement. En 2020, une collaboration a été initiée avec le programme DEFIA (Développement de l'Entreprenariat dans la Filière Ananas ; Entrepreneurship Development in the Pineapple Sector) d'Enabel afin de développer un système de traçabilité amélioré pour

le secteur de l'exportation d'ananas au Bénin qui agrégera les informations de la ferme à la table, incluant également les informations sanitaires demandées par les autorités nationales compétentes.



\* <https://www.blockstart.eu>



## Trouver des alternatives pour lutter contre les ravageurs et les maladies prioritaires

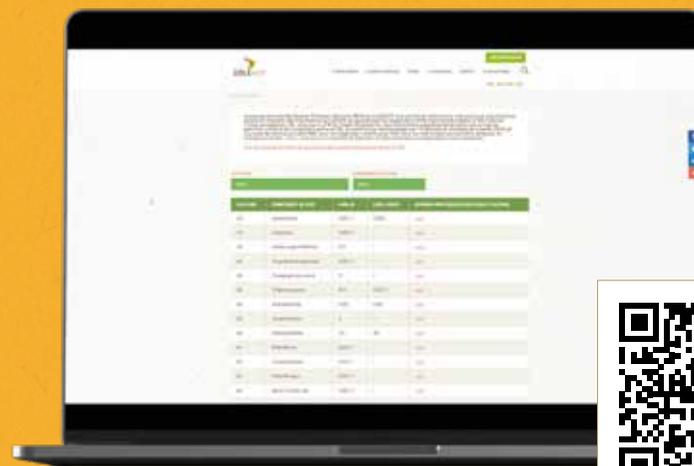
Les activités de recherche et d'innovation du COLEACP visent à garantir que les agriculteurs disposent de solutions pour lutter contre les ravageurs et les maladies prioritaires. Chaque année, l'utilisation de nombreux produits phytopharmaceutiques (PPP) est affectée par des changements réglementaires concernant les homologations et les limites maximales de résidus (LMR). Cela a un impact direct sur les producteurs, qui doivent souvent modifier leurs méthodes de production (bonnes pratiques agricoles) pour se conformer aux nouvelles règles. Mais de nombreux PPP récemment interdits dans l'UE ont été largement utilisés pendant de nombreuses années comme composés à large spectre peu coûteux et efficaces, et dans de nombreux cas, aucune alternative comparable n'est actuellement disponible.

Le COLEACP agit comme un courtier en recherche, rassemblant diverses ressources pour adapter et diffuser des technologies et des solutions qui contribuent à une alimentation sûre et durable. Dans le cadre du programme Fit For Market SPS, notre équipe d'experts a dressé une liste de combinaisons culture-ravageur prioritaires. L'étape suivante

### BASE DE DONNEES E-BPA

Le suivi des autorisations de PPP et des changements de LMR est complexe et prend du temps, mais il est essentiel pour assurer la conformité réglementaire. Le COLEACP a répondu à ce besoin en publiant E-BPA\*, une base de données des LMR et des bonnes pratiques agricoles. E-BPA est un outil en ligne unique qui vous permet de trouver facilement les LMR actualisées de l'UE et du Codex, ainsi que les informations disponibles sur les BPA pour vous aider à assurer la conformité dans les conditions locales. À ce jour, il s'agit de l'une des rares sources de ces informations spécifiquement dédiées au secteur horticole des pays ACP.

En 2020, le COLEACP a publié une courte vidéo d'introduction à E-BPA ainsi qu'un guide d'utilisation\*\*. La base de données E-BPA est accessible à tous les membres et partenaires.



\* <https://eservices.coleacp.org/en/not-access-db> [modifier le lien pour en faire un qui fonctionne pour les non-membres]

\*\* ajouter un lien qui fonctionne pour les non-membres



consiste à identifier les produits phytosanitaires existants qui ont le potentiel de répondre à ces priorités, mais qui ne sont pas actuellement testés ou enregistrés dans les pays ACP.

En réunissant les connaissances des agriculteurs, la recherche, les start-ups et les fabricants de PPP, les experts du COLEACP cherchent à identifier les solutions les plus pertinentes et à accélérer leur accès au marché.

En pratique, ce soutien se traduit par des essais sur le terrain et des études ciblées. Sur la base de l'exercice de priorisation mené en 2019, le COLEACP met en œuvre un programme d'essais sur le terrain afin de générer les données et les connaissances nécessaires pour accélérer l'enregistrement des technologies pertinentes.

Dans le cadre du nouveau programme NEXt Kenya, un exercice de priorisation est en cours pour établir une planification sur 3 ans des essais d'homologation, en ciblant les solutions alternatives pour les cultures mineures. En 2021, le COLEACP continuera à mettre à jour son programme de recherche en fonction des priorités mises en avant par ses partenaires et des changements réglementaires.





# Contribution à l'exercice de priorisation de la Fondation pour les usages mineurs/IR-4

Le COLEACP a travaillé en étroite collaboration avec la Fondation pour les usages mineurs et le projet IR-4 (Projet de recherche interrégional n°4), contribuant à un exercice majeur de hiérarchisation des priorités afin d'identifier les priorités mondiales en matière d'usages mineurs des produits phytosanitaires dans les cultures spécialisées.

Tous les collaborateurs ont sélectionné les 10 principales priorités mondiales en matière d'organismes nuisibles aux cultures dans chacun des trois secteurs - tropical, tempéré et serre ; puis des groupes d'experts ont effectué des analyses de mérite pour ces 30 priorités en matière d'organismes nuisibles aux cultures. Les résultats de l'exercice de hiérarchisation ont été discutés lors de l'atelier mondial d'établissement des priorités en matière d'usages mineurs en septembre, afin d'éclairer les décisions sur les 10 principaux projets à faire progresser entre octobre 2020 et septembre 2021.

Le COLEACP représente les intérêts des pays ACP en contribuant à toutes les étapes de cet exercice. Il a dirigé le groupe d'experts chargé de l'analyse du mérite pour la combinaison Aubergine-Thrips, et a participé aux groupes d'experts chargés d'évaluer les combinaisons Tomate-*Tuta absoluta* et Mangue-Anthraxose.



## Mise à jour des conseils pour la production/protection des cultures

Au fil du temps, le COLEACP a développé une série d'environ 34 itinéraires techniques de culture et de guides de protection des végétaux pour les opérateurs de l'horticulture ACP. Ceux-ci fournissent des informations essentielles sur la production végétale et visent à promouvoir et à soutenir la mise en œuvre des bonnes pratiques agricoles nécessaires pour atteindre la conformité réglementaire et commerciale.

Ces publications du COLEACP doivent maintenant être mises à jour et étendues pour refléter les changements dans les environnements réglementaires, commerciaux, politiques et opérationnels, et en particulier pour aborder la durabilité. Le changement climatique, la pression croissante sur les ressources naturelles (en particulier les sols et l'eau) et la perte de biodiversité exigent tous que des améliorations soient apportées de toute urgence aux systèmes alimentaires et agricoles.

De nombreuses initiatives favorisent la transition vers une agriculture durable, notamment la stratégie « de la ferme à la table » au cœur du « Green Deal »

de l'UE (voir page 32). Cette transition offre de nouvelles opportunités aux producteurs, et au secteur horticole en général. Mais sa mise en œuvre dans la pratique est un défi important, en particulier dans l'environnement de production ACP. Cette mise à jour des guides COLEACP sur la production végétale et la protection des cultures vise à fournir les informations dont les opérateurs horticoles ont besoin pour produire de manière sûre et durable à court et à long terme, en abordant les domaines d'importance critique.

En 2020, les mises à jour comprenaient des protocoles de protection des cultures/de production pour l'ananas et la mangue Sugar Loaf, et des brochures techniques sur la gestion du faux carpocapse (FCM) sur les roses et les poivrons afin de fournir aux producteurs et au personnel des centres de conditionnement des informations sur les mesures de prévention et de contrôle. Ces brochures comprenaient sept éditions locales incluant des méthodes de lutte enregistrées au niveau national pour la Gambie, Madagascar, le Sénégal, la Sierra Leone, le Rwanda, le Togo et l'Ouganda.



## 4 Nos services et activités



### PRINCIPAUX DOMAINES D' ACTIONS PREVUES POUR 2021 EN MATIERE D' INNOVATION ET DE DEVELOPPEMENT

- Augmenter le taux d'essais sur le terrain des produits phytosanitaires prioritaires.
- Obtenir les résultats des essais sur les mangues (méthodes de lutte contre l'antracnose et les mouches des fruits) et mettre à jour les itinéraires techniques.
- Réaliser le premier pilote avec la technologie blockchain sur la chaîne de valeur de l'ananas (collaboration avec Enabel).
- Finaliser la mise à jour et l'automatisation des rapports du système d'auto-évaluation de la durabilité.
- Évaluer les partenariats potentiels pour la gestion des déchets.





# PARTENARIATS ET PLAIDOYER



RENCONTREZ  
L'ÉQUIPE COLEACP  
DU SERVICE  
PARTENARIATS ET  
PLAIDOYER





## Un accent renouvelé sur les partenariats en 2020

L'évolution rapide du secteur agroalimentaire, due à de nouveaux défis et opportunités, nécessite à la fois un renforcement constant des partenariats existants et la formation de nouvelles alliances. L'impact de la Covid-19 se fera sentir dans les années à venir et aura probablement des conséquences à long terme. Si certaines seront négatives, d'autres offrent déjà de nouvelles opportunités et accéléreront l'adoption d'innovations à différents niveaux et la création de nouvelles alliances.

La réalisation de cette transformation exige de nouvelles approches et une coordination poussée entre tous les acteurs du système agroalimentaire. La création d'un partenariat multipartite est une entreprise de longue haleine, et les responsables des partenariats doivent continuer à améliorer et à affiner leur approche au fil du temps.

L'ampleur des défis à relever nécessite des efforts conjoints : en mettant en commun les ressources, les partenariats élargissant la portée des missions respectives des partenaires et maximisent l'impact sur le terrain.

Les objectifs des partenariats du COLEACP ont une dimension technique et une dimension financière. Les alliances clés doivent fournir la capacité technique nécessaire à la réalisation d'une ambition globale pour un secteur

horticole ACP-UE durable. Le COLEACP finance la conception, le développement et la mise en œuvre de ses activités principalement grâce à des ressources financières externes nationales, régionales et internationales.

Au cours de l'année 2020, le COLEACP a cartographié ses alliances avec plus de 200 organisations partenaires techniques (à l'exclusion des membres et des organisations recevant un soutien) afin de faciliter la hiérarchisation et l'optimisation des activités multipartenaires et multi-programmes.

En 2021, des efforts spécifiques sont prévus pour renforcer les partenariats avec les régions du Pacifique et des Caraïbes, les organisations d'agriculteurs, les communautés économiques régionales d'Afrique subsaharienne et l'Union africaine. Un travail de systématisation et d'automatisation des informations sur les partenariats du COLEACP est également en cours aux niveaux régional et local. Cela devrait améliorer le suivi des relations de partenariat et de leurs impacts, ainsi que leur priorisation stratégique.

### HON. CHRISTOPHE BAZIVAMO, COMMUNAUTÉ D'AFRIQUE DE L'EST, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT EN CHARGE DES SECTEURS PRODUCTIFS ET SOCIAUX

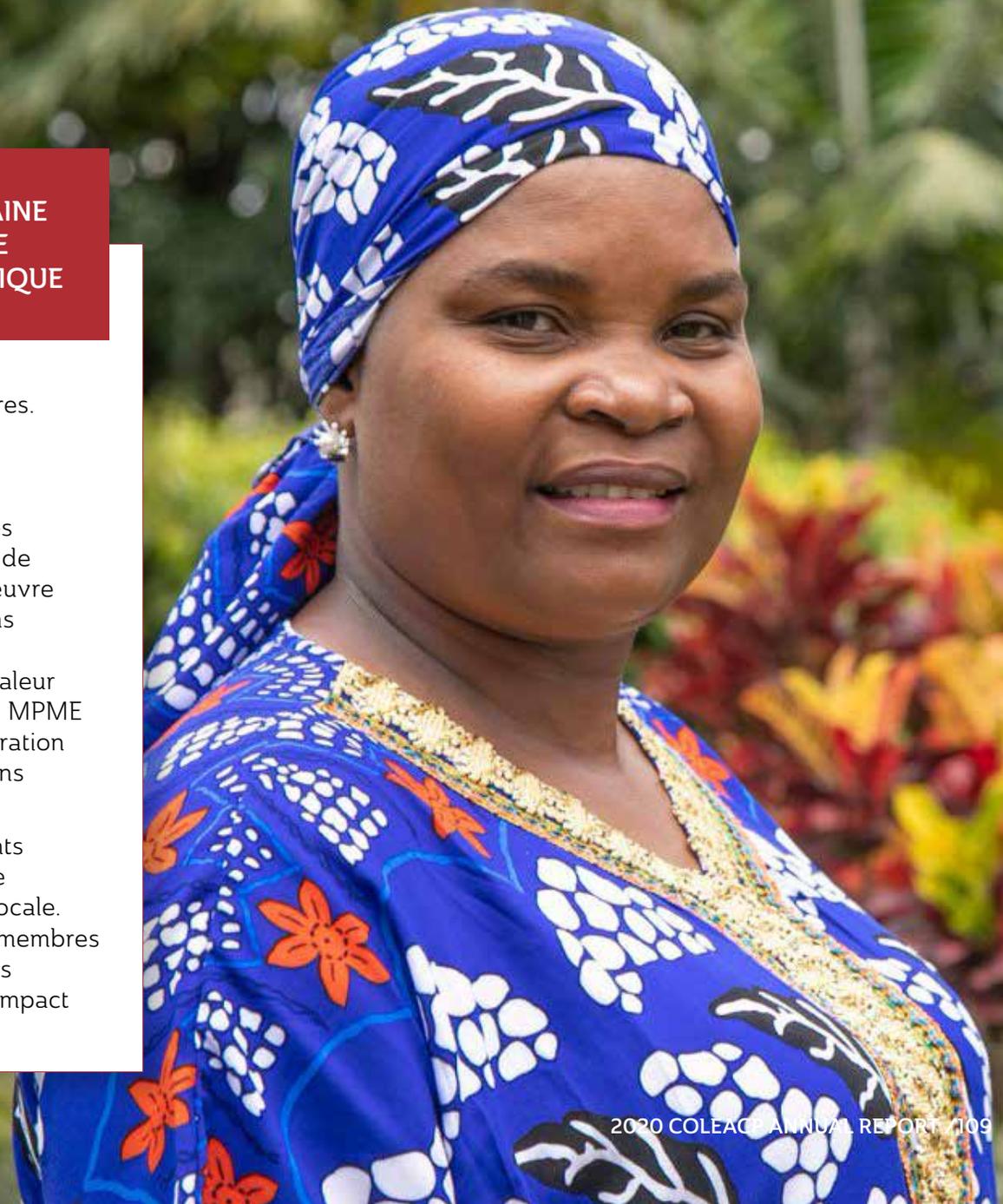


« J'ai découvert un partenaire très important (COLEACP) pour un secteur stratégique de la CAE en faveur des pauvres et du développement, les fruits et légumes, où les pertes après récolte, supérieures à 40 % en moyenne, peuvent atteindre 61 %. Au niveau de la CAE, nous apprécions et saluons l'engagement et l'esprit d'équipe dont fait preuve le COLEACP pour promouvoir le commerce des fruits et légumes en général, et le commerce intra-communautaire dans la région de la CAE, y compris les mesures adéquates pour réduire les pertes après récolte. Nous sommes impatients d'accélérer la mise en œuvre du protocole d'accord CAE-COLEACP pour améliorer la richesse des citoyens de la CAE. Un grand défi pour 2021 sera d'obtenir un financement adéquat pour les programmes de relance suite à la Covid-19 pour l'agro-industrie et le commerce transfrontalier perturbés. »

**ELIZABETH NSIMADALA,  
PRÉSIDENTE DE L'ORGANISATION PANAFRICAINNE  
DES AGRICULTEURS (PAFO) ET PRÉSIDENTE  
DE LA FÉDÉRATION DES AGRICULTEURS D'AFRIQUE  
DE L'EST (EAFF).**

La PAFO a signé un protocole d'accord en février 2020 avec le COLEACP visant à soutenir la PAFO et ses membres. Les principaux objectifs de cette collaboration sont : l'amélioration de la compétitivité des membres via un renforcement de leurs capacités à produire des aliments sûrs et de qualité, la facilitation de leur accès aux marchés et le développement de solides compétences en matière de commerce et de gestion. Ensemble, nous avons mis en œuvre avec succès en 2020 des activités, telles que des sessions de formation et d'innovation présentant notamment des entreprises performantes en matière d'activités à haute valeur ajoutée. Ces expériences exemplaires doivent inspirer les MPME et les organisations d'agriculteurs et contribuer à l'amélioration de leurs compétences dans ce domaine, ainsi que des liens commerciaux au niveau local.

Notre prochain défi en 2021 sera d'attirer des financements pour certaines de ces entreprises afin qu'elles puissent se développer, créer plus d'emplois et soutenir l'économie locale. Grâce à ce partenariat avec le COLEACP, la PAFO et ses membres sont mieux équipés pour apporter des solutions concrètes aux agriculteurs et aux entreprises et ainsi démultiplier l'impact de leurs actions sur le terrain.



# 4 Nos services et activités

## Accords de partenariat élaborés en 2020



FONDS ABC (AGRI-BUSINESS CAPITAL)



FÉDÉRATION DES AGRICULTEURS D'AFRIQUE DE L'EST (EAFU)



FONDATION POUR L'AGRICULTURE ET LA RURALITÉ  
DANS LE MONDE (FARM)



INSTITUTION AFRICAINE NELSON MANDELA POUR LA SCIENCE  
ET LA TECHNOLOGIE (NM-AIST)



ORGANISATION AFRICAINE DE NORMALISATION (ARSO)



COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE  
DE L'OUEST (CEDEAO)



Deutsche Gesellschaft  
für Internationale  
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

GIZ TOGO



ORGANISATION PANAFRICAINNE DES AGRICULTEURS (PAFO)



CENTRE MONDIAL DES LÉGUMES (WORLDVEG)



CABI



LE PONT ALIMENTAIRE



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT  
RURAL (MINADER), CAMEROUN



ASSOCIATION HORTICOLE DE TANZANIE (TAHA)

## Plaidoyer en faveur des producteurs et exportateurs ACP



### Nouvelles règles biologiques de l'UE

Le secteur de l'agriculture biologique des ACP est un moteur important de la production et du commerce durables, et joue un rôle clé dans le développement de systèmes alimentaires robustes et résilients. Le COLEACP a une série d'activités en cours pour aider à renforcer les chaînes de valeur biologiques, en se concentrant en particulier sur la production à petite échelle où le commerce biologique offre des opportunités uniques pour accéder aux marchés d'exportation à haute valeur ajoutée.

Après plusieurs années d'intenses négociations, le Parlement européen et le Conseil sont parvenus en juin 2017 à un accord pour remanier les règles européennes existantes en matière de production et d'étiquetage biologiques. Le nouveau règlement a été publié au Journal officiel en 2018 et s'appliquera à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 ; plusieurs actes délégués et d'exécution sont introduits dans l'intervalle.

Le COLEACP continue de s'engager activement sur ce sujet au fur et à mesure que la législation secondaire est mise en place. En plus de contribuer au processus de consultation officiel, le COLEACP participe à des discussions multipartites et bilatérales avec la Commission européenne (CE).

Notre objectif est d'informer et d'influencer les projets chaque fois qu'il existe un risque que les nouvelles règles aient un impact négatif sur les fournisseurs de produits biologiques d'origine ACP. Nos principaux sujets de préoccupation sont les modifications de la taille, de la composition et de l'organisation des groupes d'agriculteurs tels que définis par la législation, ainsi que l'utilisation de produits phytosanitaires et de biocides. Parallèlement au plaidoyer, au fur et à mesure de l'introduction de chaque élément de la législation, le COLEACP tient ses partenaires et les opérateurs informés, et travaille sur les outils de communication et de formation qui seront nécessaires pour aider les opérateurs à se préparer et à s'adapter aux changements.

Début 2020, la CE a modifié les procédures de délivrance du certificat d'inspection biologique (COI), ce qui a créé des problèmes majeurs pour les exportations ACP. Le COLEACP s'est joint à d'autres pour plaider en faveur du secteur, ce qui a entraîné des modifications essentielles des exigences. Le COLEACP est également intervenu avec succès lorsque des expéditions ACP ont été bloquées pendant le déploiement des nouvelles règles en raison d'un manque d'information parmi les autorités des États membres de l'UE, ainsi que de problèmes avec le système TRACES de l'UE.

# 4 Nos services et activités

## MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLEACP : GABRIEL OUIDI, SECRÉTAIRE EXÉCUTIF, OCAB, CÔTE D'IVOIRE



« En 2020, la Covid-19 signifiait des coûts d'exploitation supplémentaires au sein des plantations ; des difficultés majeures dans le transport maritime ; et des pertes

commerciales sur les marchés d'exportation européens, sous-régionaux et nationaux, mettant à mal l'équilibre financier des entreprises de production et d'exportation.

Le COLEACP nous a aidés en nous fournissant des informations régulières sur les questions SPS, et par des échanges avec les services d'inspection français pour la conformité des documents d'expédition des bananes du commerce équitable.

Les principales questions qui nous préoccupent aujourd'hui sont la protection de toutes les exploitations bananières contre le TR4 et la protection des origines ACP contre la baisse des droits de douane sur les origines latino-américaines.

Nous aimerions que le COLEACP étende ses activités dans le secteur de la banane, qui est de plus en plus impliqué dans le commerce équitable et a besoin d'être soutenu. »

## GLOBALG.A.P.

Le COLEACP a signé un protocole d'accord avec GLOBALG.A.P., le principal programme d'assurance agricole au monde, en 2018.

Au cours des premiers mois de la crise de la Covid-19, afin d'aider les entreprises à continuer à fonctionner et à maintenir la vérification de la chaîne d'approvisionnement, le COLEACP a contribué à la consultation de GLOBALG.A.P. sur la meilleure façon de mener les contrôles, y compris les inspections et les audits à distance. Toujours en 2020, une révision de la norme GLOBALG.A.P. Integrated Farm Assurance (IFA) à la version 6 a été lancée. Le COLEACP a pris part au « World Consultation Tour » (une série d'événements permettant aux parties prenantes de fournir des commentaires et d'influencer le processus de révision), et a contribué activement aux réunions électroniques sur l'IFA et la certification des groupes d'agriculteurs. Nous avons ensuite travaillé aux côtés de GLOBALG.A.P. pour planifier des essais pilotes sur le terrain de la version 6 de l'IFA qui permettront d'évaluer son efficacité (et d'identifier tout problème potentiel) dans différentes conditions. Le COLEACP mènera des essais pilotes dans les pays ACP au cours de l'année 2021.

GLOBALG.A.P. a également demandé au COLEACP d'apporter sa contribution technique au développement d'une nouvelle liste de contrôle « Entry Level » pour le programme

local d'assurance agricole primaire de g.a.p., en se concentrant particulièrement sur l'Afrique. Il s'agit d'une liste de contrôles de base avec des exigences documentaires minimales. Il s'agit d'un outil utile de renforcement des capacités, qui constitue une première étape vers la certification, mais qui peut également être considéré comme une norme pour les producteurs (surtout les petits et les émergents) afin d'approvisionner les marchés locaux haut de gamme. Le COLEACP a collaboré à l'élaboration des points de contrôle et des critères de conformité pour le niveau d'entrée (All Farm Base - Crops Base - Fruit and Vegetables Primary Farm Assurance), qui a été adopté par GLOBALG.A.P. en octobre 2020.



## Évolution de la politique européenne en matière de pesticides

L'intensification de la durabilité est au cœur des programmes du COLEACP. Elle permet d'accroître la productivité tout en contribuant positivement au climat, aux écosystèmes et à l'environnement. En particulier, nous encourageons la lutte intégrée contre les parasites (IPM) et aidons les producteurs à contrôler tout en minimisant les impacts négatifs sur l'humain ou l'environnement. Lorsque les produits phytopharmaceutiques (PPP) constituent un élément important d'un système de lutte intégrée, le COLEACP veille à ce que les producteurs aient accès à des produits appropriés, les moins nocifs possible, et qu'ils puissent les utiliser en toute sécurité.

La réduction de la dépendance aux pesticides est un des objectifs majeur de la stratégie « Farm to Fork » de l'UE. Dans ce contexte, les réglementations horizontales de l'UE en matière de pesticides continuent d'évoluer, créant quelques défis pour les producteurs ACP qui doivent s'adapter à un éventail plus restreint de PPP pouvant être appliqués aux cultures d'exportation destinées à l'UE.

En parallèle, la question des pesticides gagne en visibilité au sein des nouvelles initiatives politiques de l'UE dans le cadre du Green Deal européen et de la stratégie « Farm to Fork ».



En août 2020, le COLEACP a répondu à une consultation publique sur la « Feuille de route pour l'évaluation combinée et l'étude d'impact initial de la révision de la directive sur l'utilisation durable ». Cette directive vise à aboutir à une utilisation durable des pesticides dans l'UE en réduisant les risques et les impacts sur la santé humaine et l'environnement, et en favorisant les alternatives non chimiques et la lutte intégrée contre les ravageurs. Si le champ d'application de la directive sur l'utilisation durable concerne principalement les pesticides dans l'UE, la révision porte également sur l'utilisation des pesticides dans les pays

tiers. La préoccupation du COLEACP est que toute nouvelle politique affectant les pays à faible revenu doit être considérée dans un contexte de développement plus large, et avec suffisamment de flexibilité pour tenir compte des différentes circonstances socio-économiques et agro-écologiques.

C'est l'occasion d'avoir une influence positive sur la production et le commerce durables, tout en se prémunissant contre les changements qui pourraient avoir des impacts négatifs, notamment en termes de pauvreté et de sécurité alimentaire.

Parallèlement à l'évolution de l'environnement politique, le COLEACP continue de surveiller les changements apportés aux approbations des PPP dans l'UE (Règlement (CE) 1107/2009) et aux limites maximales de résidus de pesticides (Règlement CE 396/2005 et amendements). Les fournisseurs ACP sont tenus informés des changements critiques et reçoivent des conseils sur les actions nécessaires. Des efforts sont également déployés pour identifier les combinaisons culture-ravageur clés pour lesquelles les changements réglementaires risquent de laisser les opérateurs avec des options de contrôle inadéquates.

Dans ce cas, le COLEACP assure la liaison avec les fabricants et les autorités réglementaires ACP afin de négocier et de coordonner les efforts visant à identifier et à enregistrer des solutions alternatives.



## 4 Nos services et activités

### Lutter contre les pratiques commerciales déloyales

Depuis plus de 10 ans, le COLEACP fait partie d'une coalition d'organisations, dont Oxfam, le Fair Trade Advocacy Office et la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFOAM-EU), qui plaident auprès de l'UE pour qu'elle s'attaque aux pratiques commerciales déloyales (PCD) dans les chaînes d'approvisionnement agricoles. Les petits fournisseurs sont particulièrement vulnérables aux pratiques déloyales telles que l'annulation de commandes à la dernière minute et les retards de paiement.

En avril 2019, cette activité de plaidoyer a finalement porté ses fruits et la [directive européenne révolutionnaire 2019/633 sur](#)

[les pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire](#) a été formellement adoptée.

Chaque État membre de l'UE disposait de deux ans à compter d'avril 2019 pour donner force de loi à la directive (ou la « transposer ») avant le 1er mai 2021.

Le COLEACP, en lien avec des organisations de la société civile, plaide pour une transposition plus ambitieuse par les différents États membres. Par exemple, les États membres peuvent élargir la liste des PCD interdites (« noires ») en interdisant également certaines pratiques que la directive n'interdit pas mais limite seulement : les PCD « grises ». Ils peuvent également inclure des pratiques abusives autres que celles énumérées dans

la directive, ou instaurer une interdiction générale des PCD. Enfin, ils peuvent élargir le champ d'application de leurs lois afin de prévenir les pratiques commerciales déloyales non seulement dans le secteur agroalimentaire, mais aussi dans d'autres chaînes d'approvisionnement.

Lorsque la directive sur les PCD entrera en vigueur, il y aura pour la première fois une norme minimale commune en matière de pratiques commerciales loyales appliquée dans toute l'Europe. Les acheteurs bénéficieront ainsi d'une certitude réglementaire et les fournisseurs seront rassurés – même ceux basés en dehors de l'UE – car ils pourront avoir accès à une protection, quel que soit le lieu où se trouve leur acheteur européen.



## Webinaires et collaborations

*Le COLEACP a initié, organisé, collaboré et participé à un très large éventail d'événements en ligne et de webinaires au cours de l'année 2020, dont voici les points forts.*

### Série d'innovations PAFO-COLEACP

Une nouvelle série de webinaires en collaboration avec l'Organisation panafricaine des agriculteurs (PAFO) a été lancée en 2020.

Le premier de la série, intitulé « Innovations et réussites des entreprises et PME africaines dirigées par des agriculteurs », a eu lieu le 19 novembre et portait sur « l'accroissement des débouchés commerciaux grâce à des produits à valeur ajoutée et de marque ».

Les participants - des experts de la recherche, de la politique et de la finance, ainsi que des PME et des entreprises - ont discuté de modèles et de chaînes de valeur réussies avec des opérateurs et des experts.



### Panel COLEACP à l'AGRF : le rôle clé des PME dans la desserte des marchés alimentaires urbains

Le 7 septembre, le COLEACP s'est associée à PAFO, AKADEMIYA 2063 et la Commission européenne pour organiser un side-panel virtuel dans le cadre de la préparation du dixième sommet annuel du Forum africain sur la révolution verte (AGRF).

Au total, plus de 400 participants ont suivi le débat. La discussion sur le rôle clé des PME dans la desserte des marchés alimentaires urbains s'est concentrée sur l'urbanisation et la croissance démographique rapides du continent, ainsi que sur la mise en œuvre d'accords de libre-échange, offrant de nouvelles opportunités aux PME du secteur agroalimentaire desservant les marchés locaux et régionaux.

# 4 Nos services et activités

## Absolutely Caraïbes

Le COLEACP s'est associé à l'Agence de développement des exportations des Caraïbes (CEDA) et à la Chambre de commerce des Caraïbes en Europe (CCCE) pour une mission commerciale virtuelle - Absolutely Caribbean Virtual Expo 2020 - en novembre. Des liens commerciaux ont été facilités entre plus de 100 fournisseurs caribéens pour atteindre des acheteurs à travers les marchés européens dans le secteur de l'agro-transformation (sauces et condiments, chocolat, café).\*



\* <https://expo.absolutelycaribbean.com/>

## PRINCIPAUX DOMAINES D' ACTIONS PREVUES POUR 2021 EN MATIERE DE PARTENARIATS ET DE PLAIDOYER

- Défendre les intérêts des pays ACP concernant les évolutions réglementaires de l'UE (par exemple, le nouveau règlement sur l'agriculture biologique, reporté à janvier 2022).
- Contribuer à la révision de la politique commerciale de l'UE.
- Développer un nouveau format d'événements de groupes de réflexion en collaboration avec l'OEACP et l'UE, combinant la connaissance et le développement de politiques.
- Continuer à développer et à soutenir les alliances stratégiques avec les associations nationales/régionales (en particulier celles du Pacifique et des Caraïbes) et les partenariats mondiaux.

## ENA C. HARVEY, REPRÉSENTANTE DE L'IICA À LA BARBADE ET SPÉCIALISTE DE L'AGRITOURISME

L'accord IICA-COLEACP élaboré en 2020 porte déjà ses fruits, grâce aux efforts engagés des équipes des deux organismes, en faveur d'une plus grande compétitivité des MPME dans les Caraïbes. Les principaux défis pour nos opérations en 2021 comprennent le maintien de l'engagement et de la motivation des MPME face aux défis posés par la Covid et le ralentissement de l'activité économique; la mise en relation des MPME avec des sources pertinentes de financement et d'assistance technique; et la facilitation de la création de réseaux via l'OEACP au service du développement des entreprises et du commerce.





# INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE



RENCONTREZ  
L'ÉQUIPE COLEACP  
DU SERVICE  
INTELLIGENCE  
ÉCONOMIQUE

## 4 Nos services et activités



*Le service « Market Intelligence » (Intelligence économique) du COLEACP a pour objectifs, de tenir à jour et de diffuser les données disponibles sur le commerce mondial des fruits et légumes et de produire des supports permettant de mieux comprendre l'évolution des marchés horticoles. Nos bases de données combinent les ressources disponibles, et nous nous efforçons de garantir les données les plus précises représentant le plus fidèlement possible la réalité. Nous vérifions constamment de nouvelles sources, suivons des webinaires pour rester en contact avec les dernières tendances du commerce, et nous nous tenons au courant des nouveaux outils.*

## Études de marché du COLEACP

Avec l'aide de consultants locaux, nous étudions l'état du marché dans une région spécifique ou sur un marché de produits spécifique.

### Publié en 2020

#### Étude de marché des fruits et légumes d'Afrique subsaharienne

Cette étude de marché du COLEACP présente l'état du commerce des fruits et légumes de l'Afrique sub-saharienne vers le reste du monde (UE, Asie, Afrique, etc.), ainsi que le commerce régional et national. Les marchés les plus prometteurs sont les marchés intérieurs et ceux de l'Asie de l'Est, bien que l'UE - historiquement la principale destination

des exportations - reste un partenaire stable et attractif. De nouveaux marchés d'exportation sont apparus (par exemple, le Moyen-Orient et la Russie). Le dynamisme des exportations varie selon les pays et dépend encore principalement de la position historique de chaque pays en tant qu'exportateur. L'étude note également le grand potentiel des fruits et légumes transformés. Le commerce sur le marché régional des pays d'Afrique subsaharienne devrait encore augmenter dans les années à venir grâce à la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA). Le rapport conclut sur les perspectives des marchés futurs, en tenant compte de facteurs tels que la Covid-19, le Brexit, l'AfCFTA, les tendances en matière d'alimentation saine, etc.

### En cours en 2020, pour une publication en 2021

#### Étude du marché de l'Union européenne

Cette étude fait le point sur les principales tendances de consommation dans l'UE (fruits biologiques, sains, exotiques), ainsi que sur les habitudes d'achat (par exemple, la croissance du commerce électronique) et les tendances de commercialisation des fruits et légumes (par exemple, moins d'emballages en plastique, plus de transparence). Elle se penche également sur l'approvisionnement des ACP en fruits et légumes sur le marché européen, en fournissant des informations détaillées pour 21 produits de base. L'étude montre que la tendance à la croissance est généralement bonne : les exportations des pays ACP vers l'UE ont augmenté de 23% en volume entre 2009 et 2019. Toutefois, les pays ACP sont confrontés à des défis continus, ainsi qu'à des difficultés liées à l'évolution constante des réglementations de l'UE et à des crises telles que le Brexit. Malgré ces défis, les pays ACP parviennent à pénétrer davantage et à être compétitifs sur le marché de l'UE avec des produits frais (de niche), mais aussi avec des fruits et légumes transformés.



# 4 Nos services et activités

## Étude du marché du Pacifique

Cette étude montre les principales tendances de la production (noix de coco, racines et tubercules, citrouilles et courges, épices), et des importations et exportations dans les pays ACP-Pacifique. Même lorsque la production est stable, ces pays ne sont pas autosuffisants et dépendent des importations en raison de divers facteurs internes et externes, ainsi que du fait que le tourisme a dépassé l'agriculture en valeur du PIB. La recherche identifie la demande de produits à haute valeur ajoutée, tels que le gingembre, la vanille et le curcuma, comme des opportunités d'accès aux marchés de niche internationaux, en particulier sous forme biologique. En outre, le « tourisme biologique » signifie qu'il existe une demande sans cesse croissante d'aliments biologiques, sains et produits localement dans les pays du Pacifique. Les pays ACP-Pacifique ont besoin du soutien des partenariats et de tous les acteurs du secteur agricole.



## Études de marché à venir

**Caraiïbes** : l'état de l'offre et de la demande de fruits et légumes ACP-Caraïbes sur les marchés nationaux, régionaux et internationaux, ainsi que les opportunités de marché pour une sélection de produits spécifiques.

**Fruits et légumes transformés** : les principales tendances de consommation du secteur ; l'offre, avec un accent sur la production des pays ACP ; et les opportunités pour des produits de base et des types de produits transformés spécifiques.

Le **commerce des produits biologiques** : les principales tendances de consommation et l'offre, avec un accent sur le commerce des fruits et légumes produits biologiquement dans les pays ACP.



## Profils de marché du COLEACP

Il s'agit d'études ciblées, souvent réalisées à la demande de partenaires, portant sur des pays et/ou des produits de base spécifiques.

### À paraître en 2021

**Madagascar : purée de fruits congelée** pour les marchés européens et internationaux. La transformation des fruits en purée (congelée) crée une valeur ajoutée et permet de limiter le gaspillage de fruits frais, bien que peu de données soient disponibles pour ce segment de marché spécifique. La demande européenne de purée de fruits exotiques (congelée) pourrait être particulièrement intéressante pour les producteurs malgaches, mais impose des normes de production et sanitaires strictes.

**Sénégal : tomates transformées** au Sénégal, en Afrique de l'Ouest et sur les marchés internationaux (européens). Les marchés de tomates doublement concentrés sont saturés (en raison de la forte concurrence des produits chinois, par exemple), mais les marchés des sauces africaines à base de tomates (consommées par la population locale et régionale), et éventuellement le marché du ketchup (principalement pour les consommateurs urbains aisés), ont plus de potentiel.

**Côte d'Ivoire : produits de purée et de pulpe de mangue** sur les marchés locaux, régionaux, africains et européens. Peu de données sont disponibles sur la consommation de fruits et légumes transformés en Afrique, ce qui fait que les décisions stratégiques telles que les investissements dans toute unité de transformation (pulpe ou purée) nécessitent une recherche locale plus détaillée. Il existe des possibilités pour les mangues séchées, qui nécessitent une technologie et des volumes de production moins complexes. Le principal producteur actuel (le Burkina Faso) est également confronté à des risques sanitaires qui pourraient accroître l'avantage concurrentiel de la Côte d'Ivoire.

**Maurice : la valorisation des produits qui n'atteignent pas les standards de qualité.** Cette première étude conclut que les jus de fruits frais et les sauces à base de légumes sans conservateur qui respectent les codes culinaires locaux représentent des opportunités à explorer. Une étude de marché détaillée sera lancée prochainement afin d'identifier les opportunités du marché local pour une sélection de produits.

**Mali : les mangues séchées sur les** marchés du Maghreb, du Mali, de l'Afrique et de l'Europe.



**Ananas transformés en** Guinée, étude des opportunités de marché locales, régionales et mondiales pour la transformation des ananas qui ne répondent pas aux normes de qualité pour les exportations de produits frais.

### En partenariat avec la chaîne de valeur pour le développement (VC4D)

Le **marché de la mangue au Burkina Faso** et l'**aquaculture en Géorgie**. Les deux études ont été finalisées et livrées à VC4D pour être incorporées dans leur analyse plus large de la chaîne de valeur. Après la recherche sur le terrain par VC4D, le travail de l'équipe Market Intelligence du COLEACP sera complété et publié.

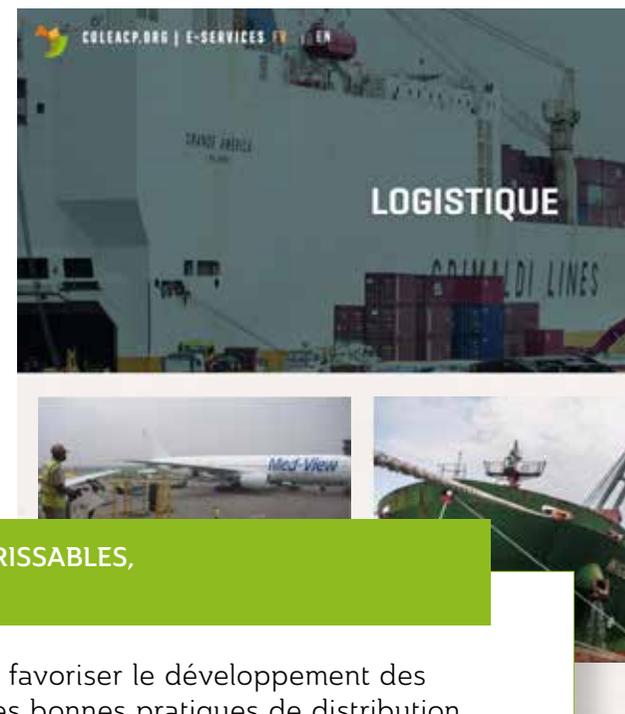
## Profils pays

Il s'agit de courtes études mettant en évidence les principaux produits exportés, importés et produits dans chaque pays étudié, ainsi que les principales tendances.

La deuxième partie de l'étude de marché de l'industrie des fruits et légumes en Afrique sub-saharienne comprend 20 profils de pays qui sont actuellement sous presse. Ces études sont disponibles en format pdf, et sous forme interactive via le site web d'intelligence économique du COLEACP : <https://market-intelligence.coleacp.org/>, et sur les sites web respectifs des pays (voir page 128).

## Actualités sur la logistique pendant la Covid-19

Une nouvelle plateforme en ligne spécialement conçue pendant la Covid-19 nous a permis de publier des mises à jour logistiques régulières sur les problèmes de fret aérien, maritime et terrestre dans les pays ACP. Ces actualités logistiques régulières comprenaient également un outil de recherche sous forme de tableau détaillant la disponibilité des vols de fret, ainsi qu'une base de données sur la situation et les opérations logistiques individuelles de chaque pays ACP.



ERIC MAUROUX, RESPONSABLE MONDIAL DES PRODUITS PÉRISSABLES,  
AIR FRANCE-KLM CARGO ET MARTINAIR CARGO



« Au cours des dernières années, Air France-KLM s'est associé au COLEACP pour favoriser le développement des produits frais africains. En 2019 et 2020, nos efforts conjoints pour promouvoir les bonnes pratiques de distribution et connecter tous les acteurs clés de la filière, ainsi que les différentes initiatives et programmes régionaux de lutte contre la mouche des fruits, nous ont permis de développer significativement les exportations aériennes de mangue d'Afrique de l'Ouest vers Paris Charles de Gaulle. Pour l'avenir, nous devons intensifier notre coopération afin de construire ensemble une chaîne d'approvisionnement plus efficace basée sur une collaboration effective, l'innovation et le partage des données, qui sont des moteurs essentiels pour assurer une distribution de qualité des denrées périssables, se conformer aux exigences de sécurité des aliments et augmenter la durée de conservation - créant ainsi les conditions d'une croissance durable. »

## Suivi des interceptions phytosanitaires

Le COLEACP suit en permanence deux programmes de surveillance de l'UE.

**Système de notification de l'Union européenne pour les interceptions phytosanitaires (EUROPHYT)**, qui enregistre les notifications de l'UE en matière de non-conformité phytosanitaire.

En 2020, une concentration importante d'interceptions EUROPHYT/TRACES en provenance des pays ACP a été observée dans 10 pays, qui représentent ensemble près de 80 % des notifications : Ouganda, République dominicaine, Kenya, Nigeria, Suriname, Cameroun, Togo, Ghana, Sénégal, Mali et Côte d'Ivoire.

**Système d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF)**, qui enregistre les dépassements des limites maximales de résidus (LMR) de pesticides constatés par les États membres de l'UE.

Les principales combinaisons pays/secteur étaient les suivantes : République dominicaine (poivrons et piments ; aubergines ; haricots longs) ; Kenya (haricots) ; Sierra Leone (graines de pastèque) ; Ouganda (Capsicum sp.).

Le service « Market Intelligence » gère un système de tableaux de bord en direct utilisant MS PowerBI, qui permet un suivi continu et actualisé à l'aide des données EUROPHYT et RASFF de l'UE, générant des visuels clairs et faciles à interpréter. Le système de tableaux de bord nous permet de générer des données spécifiques à chaque pays pour les sites web nationaux (voir page 128), à des fins de marketing et de formation, et pour des analyses de marché à la demande des partenaires et des parties prenantes.

### PRINCIPAUX DOMAINES D' ACTIONS PREVUES POUR 2021 EN MATIERE D'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE ET REGLEMENTAIRE

- Publier et diffuser des études de marché sur la dynamique du commerce des fruits et légumes par région et par secteur.
- Élaboration de profils de marché spécifiques sur demande.
- Renforcement des partenariats techniques pour notamment améliorer continuellement la qualité des bases de données utilisées par le COLEACP et ses partenaires.
- Poursuivre la production de tableaux de bord interactifs multipartites.

## 4 Nos services et activités





# INFORMATION ET COMMUNICATION



RENCONTREZ  
L'ÉQUIPE COLEACP  
DU SERVICE  
INFORMATION ET  
COMMUNICATION



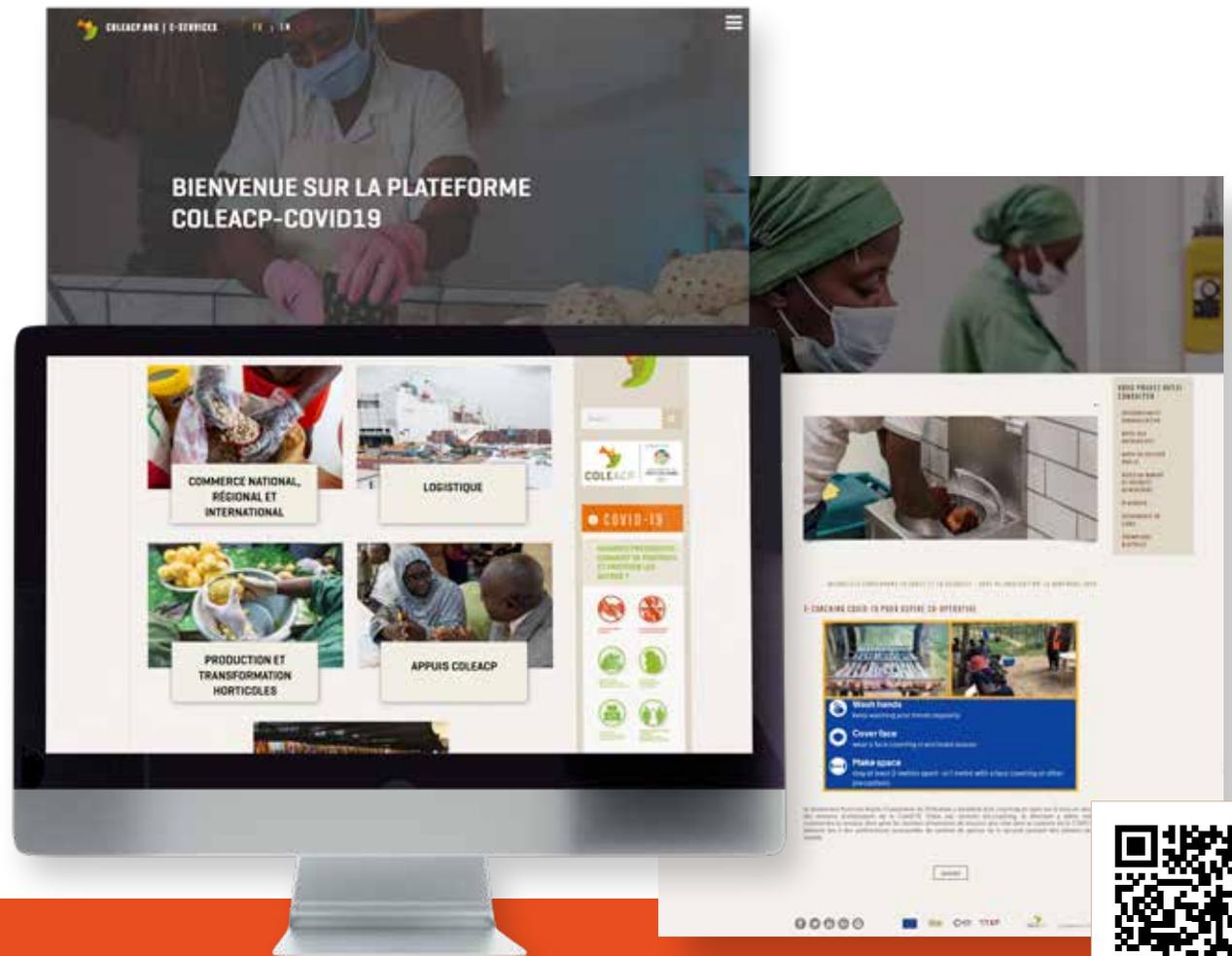


## Le pouvoir de la communication

2020 a sensibilisé tout le monde à l'importance de la communication, en particulier de la communication numérique. Dans le cadre de notre plan d'action Covid-19, le service d'information et de communication a accéléré la mise à disposition d'actualités et d'informations stratégiques en ligne ; il a amélioré la communication numérique tant en interne parmi le personnel du COLEACP qu'en soutien aux organisations partenaires ; il a publié de nouveaux supports de formation tels que les informations sur les mesures de lutte contre la propagation de la Covid-19, le passage du présentiel au numérique ; et il a aidé des organisations partenaires à développer leurs propres stratégies de communication.

### Ressources en ligne en réponse à la Covid-19

Pour répondre à la demande croissante de mises à jour permanente en matière d'actualités liées aux impacts directs et indirects de la Covid-19, le COLEACP a diffusé régulièrement un bulletin d'information Covid-19. La nouvelle plateforme Covid-19 du COLEACP nous a permis de mettre à disposition des informations régulières sur les marchés, notamment des mises à jour logistiques couvrant les derniers problèmes de fret aérien, maritime et terrestre dans les pays ACP (voir page 122).



[COVID19.COLEACP.ORG](https://COVID19.COLEACP.ORG)

## Actualités du secteur agroalimentaire, des marchés, et du COLEACP

À l'automne 2020, notre plateforme d'information, [news.coleacp.org](https://news.coleacp.org), nous a permis d'améliorer notre capacité à publier des nouvelles opportunes du secteur et des marchés agroalimentaires, ainsi que du COLEACP.

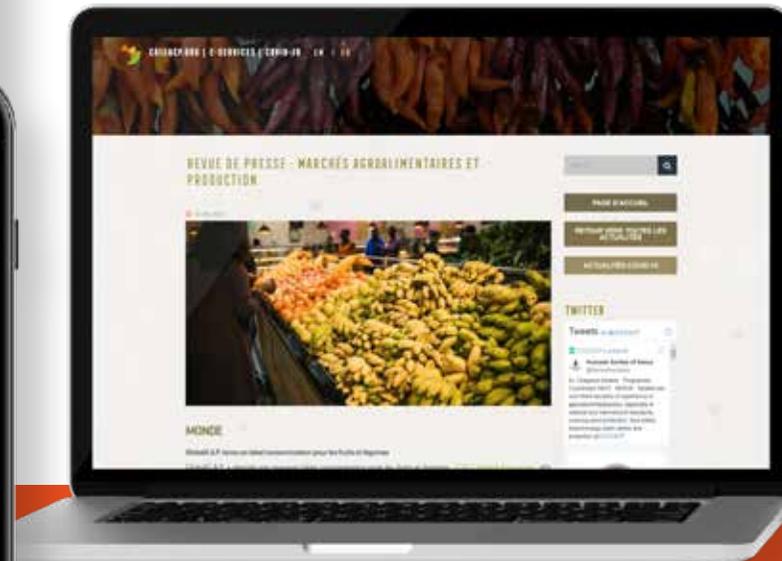
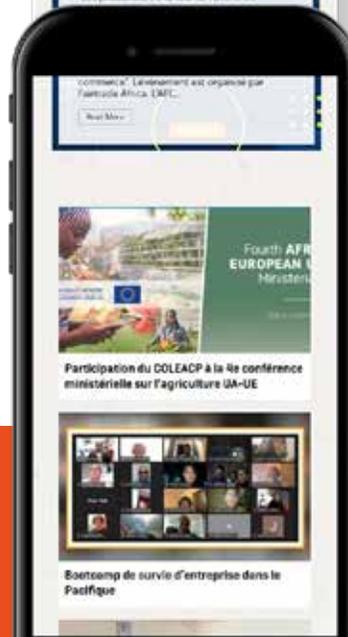
Nos membres et partenaires sont tenus informés par le biais d'une lettre d'information mensuelle contenant des liens vers les pages d'actualité, et peuvent rechercher sur la plateforme des informations relatives à des pays et des secteurs spécifiques.



[NEWS.COLEACP.ORG](https://news.coleacp.org)



### A LA UNE



# 4 Nos services et activités

## Sites Internet nationaux et régionaux du COLEACP et de ses programmes

À la fin de l'année 2020, les 25 premiers sites Web nationaux et régionaux du COLEACP étaient en ligne, couvrant 23 pays africains ainsi que les Caraïbes et le Pacifique.

Si les pages d'accueil sont en accès libre, le contenu plus approfondi est réservé aux membres et partenaires du COLEACP.

Les sites Web comprennent des articles d'actualité, des informations et des données sur le secteur horticole du pays/ de la région, ainsi que des informations sur les objectifs et les activités locales spécifiques du COLEACP. Une autre série de sites nationaux est prévue pour 2021. Visitez <https://www.coleacp.org/fr/nos-sites-pays/>.

## Le Conseil d'administration et l'Assemblée générale du COLEACP passent au numérique

Les 25 et 26 juin, le COLEACP a tenu son premier Conseil d'administration et sa première Assemblée générale entièrement numériques via Zoom. La pandémie de Covid-19 a accéléré une intention déjà existante d'inclure la participation à distance à ces réunions afin d'augmenter la capacité des membres du monde entier à assister et à contribuer. L'expérience a été positive, avec 92 participants à l'Assemblée générale du vendredi.

Ce fut également une expérience d'apprentissage, et les réponses des membres et des partenaires aux enquêtes sur les deux événements sont utilisées pour informer les développements et améliorations futurs, en particulier en ce qui concerne les possibilités d'une plus grande interaction.



## Focus sur la vidéo



### Développer les personnes, développer l'entreprise

En juin, à l'occasion de la Journée mondiale des MPME, nous avons lancé une série de vidéos - Growing People, Growing Business - pour partager les témoignages de nos partenaires des secteurs public et privé engagés dans le développement durable des chaînes de valeur agroalimentaires des pays ACP.

Les 16 épisodes comprenaient des contributions de nos membres, partenaires et collaborateurs, allant des producteurs et exportateurs aux organismes de financement, en passant par les associations nationales et régionales : Tanzania Horticultural Association (TAHA); Standards and Trade Development Facility (STDF); Caribbean Export; Union des AgroPasteurs du Cameroun (UNAPAC); Caribbean AgriBusiness Association; ZIMTRADE (Zimbabwe); Agence française de développement (AFD); Fair Trade Enterprises Ltd (Kenya); Distribution Plus (Sénégal); Dewfresh Veggies (Nigeria); E Darkey and Associates (Ghana); Probest Veg (Zimbabwe).

Voir la [chaîne YouTube du COLEACP](#).\*



\* [www.youtube.com/user/pipcoleacp/videos](https://www.youtube.com/user/pipcoleacp/videos)



## Growing Young People - Les jeunes encouragent l'agriculture durable

À l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse, le 12 août, le COLEACP a demandé à des jeunes de l'horticulture des pays ACP de partager leur vision de l'agriculture durable sur vidéo, avec des contributeurs des Bahamas, du Cameroun, du Kenya, du Nigeria et du Togo. Découvrez [ici](#) leurs idées sur l'avenir.\*

## Promotion des bananes d'Afrique occidentale et centrale

Dans le cadre de notre série sur les chaînes de valeur horticoles ACP, la vidéo du COLEACP « Banane d'Afrique de l'Ouest et du Centre: action pour une chaîne d'approvisionnement durable » a été révisée et relancée en octobre. Vous pouvez la voir [ici](#)\*\*.

\* [www.youtube.com/watch?v=dq3-TH2IEOY](http://www.youtube.com/watch?v=dq3-TH2IEOY)

\*\* [www.youtube.com/watch?v=33yRy8XpW8g](http://www.youtube.com/watch?v=33yRy8XpW8g)



## Communications ciblées PAFO-COLEACP sur la Covid-19

En partenariat avec l'Organisation Panafricaine des Agriculteurs (PAFO), le COLEACP a produit une série d'affiches, de bannières et d'autres ressources, y compris un flip book, pour communiquer les mesures de base de santé et de sécurité et de distanciation sociale requises sur les lieux de travail et autres lieux publics, y compris les pratiques correctes pour un lavage de mains et un assainissement efficaces. Ces outils, dont certains peuvent être personnalisés, sont axés sur la transmission de messages visuels clairs qui doivent être compris et respectés.



### GESTES BARRIÈRE CONTRE LA COVID 19

**ATTENTION**  
On peut être porteur du virus et le transmettre sans même ressentir de symptômes

Se laver les mains régulièrement

Porter un masque correctement

Éternuer et tousser dans son coude

Se tenir à distance des autres

Ne pas se serrer la main

Jeter son mouchoir usagé dans une poubelle fermée

**Ne pas se toucher le visage**

Les principaux symptômes de la COVID 19 sont :

- une fièvre persistante
- une toux sèche, des éternuements
- une sensation de fatigue
- un essoufflement anormal
- une difficulté à respirer normalement

**En cas de symptômes, rester à la maison**

Nettoyer les surfaces potentiellement contaminées

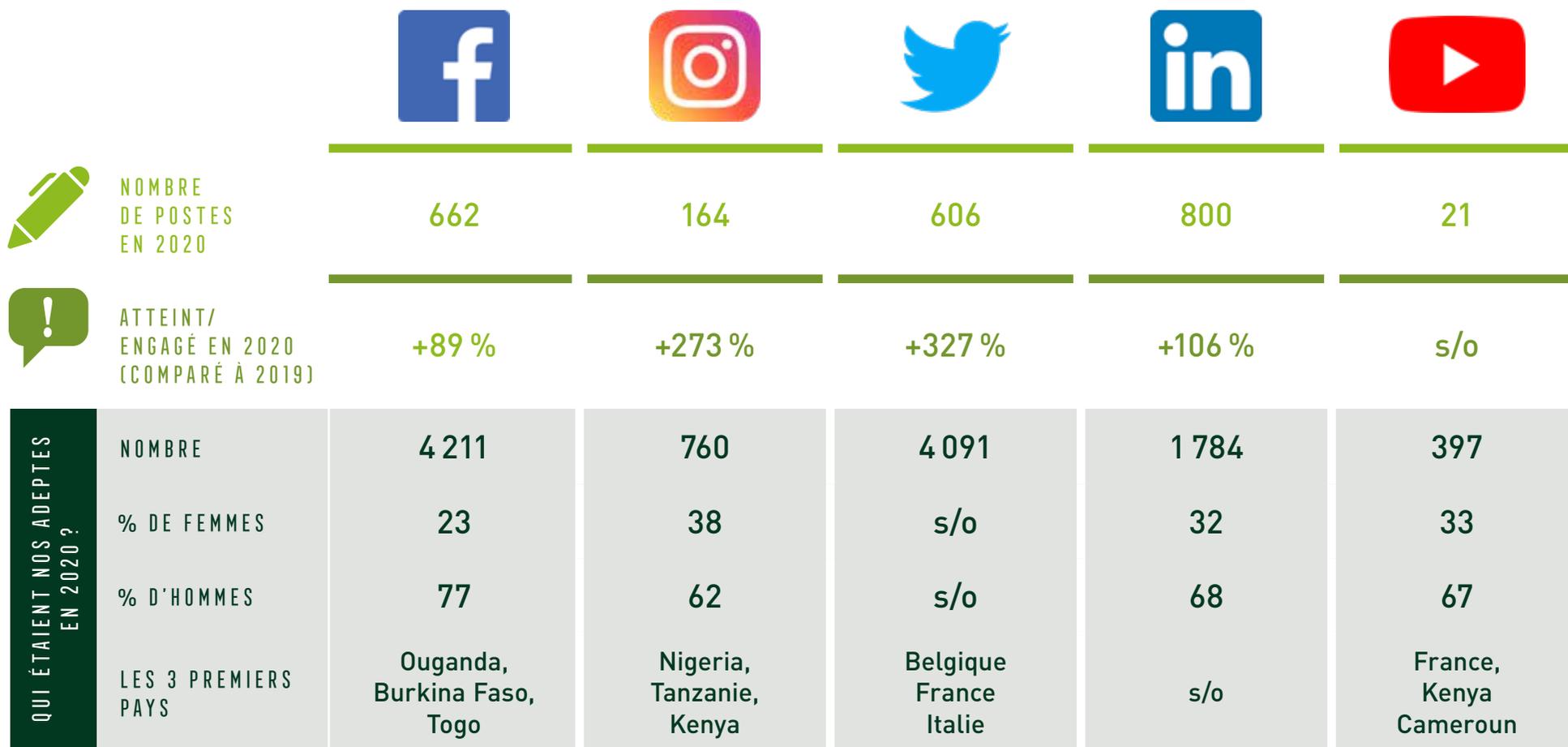
COLEACP  
LE VISIODEV

Diffusé en collaboration avec la PAFO, l'Organisation Panafricaine des Agriculteurs

# 4 Nos services et activités

## Renforcer l'engagement sur les médias sociaux

En 2020, le COLEACP a pleinement utilisé les médias sociaux pour mettre en avant notamment ses membres, ses partenaires et ses parties prenantes, via le résultat de ses programmes.





## POSTE LE PLUS POPULAIRE



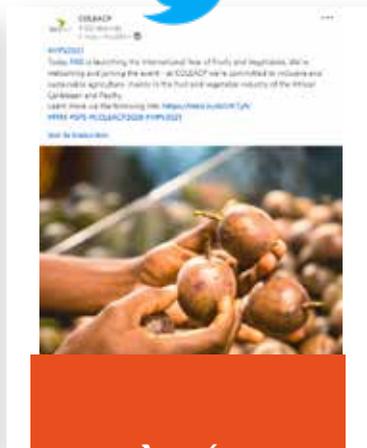
Lancement  
de NExT Kenya  
en décembre

Atteint : 1383



Nos  
programmes :  
Gambie

Impressions : 3 493



Année  
internationale  
des fruits  
et légumes

Impressions : 720



Soutien  
à la société  
des avocats  
du Kenya

Impressions : 1 867



Cameroun -  
Focus sur  
le poivre  
de Penja

Vues : 1137

## 4 Nos services et activités



### Une photo de vous dans votre travail

En avril, en collaboration avec M. Seun, un jeune agriculteur du Nigeria, le COLEACP a lancé un défi sur Twitter invitant tous les professionnels du secteur agricole à :

« Relever le défi de poster une photo de vous dans votre travail. Juste une photo, pas de description. Le but est d'inonder les médias sociaux avec notre profession alors que nous continuons à nourrir les nations #COVID19 #lockdown ».

296 agriculteurs de toute l'Afrique ont participé.



*Relevez le défi de poster une photo de vous dans votre travail. Juste une photo, pas de description. Le but est d'inonder les médias sociaux avec notre profession alors que nous continuons à nourrir les nations #COVID19 #lockdown.*

# Publications techniques en 2020

En 2020, le COLEACP a publié une série de lignes directrices en réponse au nouveau règlement phytosanitaire qui est entré en vigueur en décembre 2019. Les lignes directrices du COLEACP destinées aux autorités nationales et aux secteurs d'exportation visent à aider à orienter le développement de plans d'action nationaux (et, le cas échéant, de dossiers) pour répondre aux nouvelles règles. Elles fournissent un cadre pour guider le processus, et soulignent les différents éléments qui peuvent être incorporés dans une approche nationale pour gérer les organismes nuisibles concernés. Elles identifient également les informations à fournir et les actions à entreprendre à tous les stades, de la production à l'exportation, par les secteurs public et privé. La série de lignes directrices continuera à être enrichie en 2021.

Nous avons également publié une série de documents d'appui technique pour soutenir la mise à jour continue des itinéraires techniques des cultures et des guides de protection des végétaux du COLEACP destinés aux opérateurs de l'horticulture ACP (voir page 105).

## Partenariat avec la FAO (CIPV)

Dans le domaine de la santé des plantes, la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) est l'organisation de référence dans le monde. Elle propose de nombreuses publications de qualité, dont des guides de développement des capacités qui soutiennent les activités des organisations nationales de protection des végétaux (ONPV).

Le COLEACP a collaboré avec la CIPV pour co-publier des versions françaises de huit de ces guides, qui ont été publiés à l'origine en anglais, notamment dans l'intention de les rendre disponibles aux pays francophones d'Afrique de l'Ouest. Les guides s'inspirent des exigences spécifiées dans plusieurs normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) de la CIPV. Ils seront utiles aux ONPV, ainsi qu'aux autres membres et partenaires du COLEACP, dans le cadre des activités du programme Fit For Market SPS répondant aux nouvelles règles phytosanitaires de l'UE.



# 4 Nos services et activités



## PRINCIPAUX DOMAINES D' ACTIONS PREVUES POUR 2021 EN MATIERE D' INFORMATION ET DE COMMUNICATION

- Améliorer la plate-forme de services en ligne pour optimiser le parcours de l'utilisateur.
- Continuer à mettre à jour et à améliorer les sites Internet du COLEACP, y compris les sites nationaux/régionaux, et les plateformes pilotes avec les associations professionnelles.
- Vidéos pour les médias sociaux et la chaîne YouTube du COLEACP, y compris les vidéos promotionnelles pour certains secteurs.
- Intensifier l'utilisation des médias sociaux sur toutes les plateformes.
- Produire et diffuser des supports et des méthodes de formation.

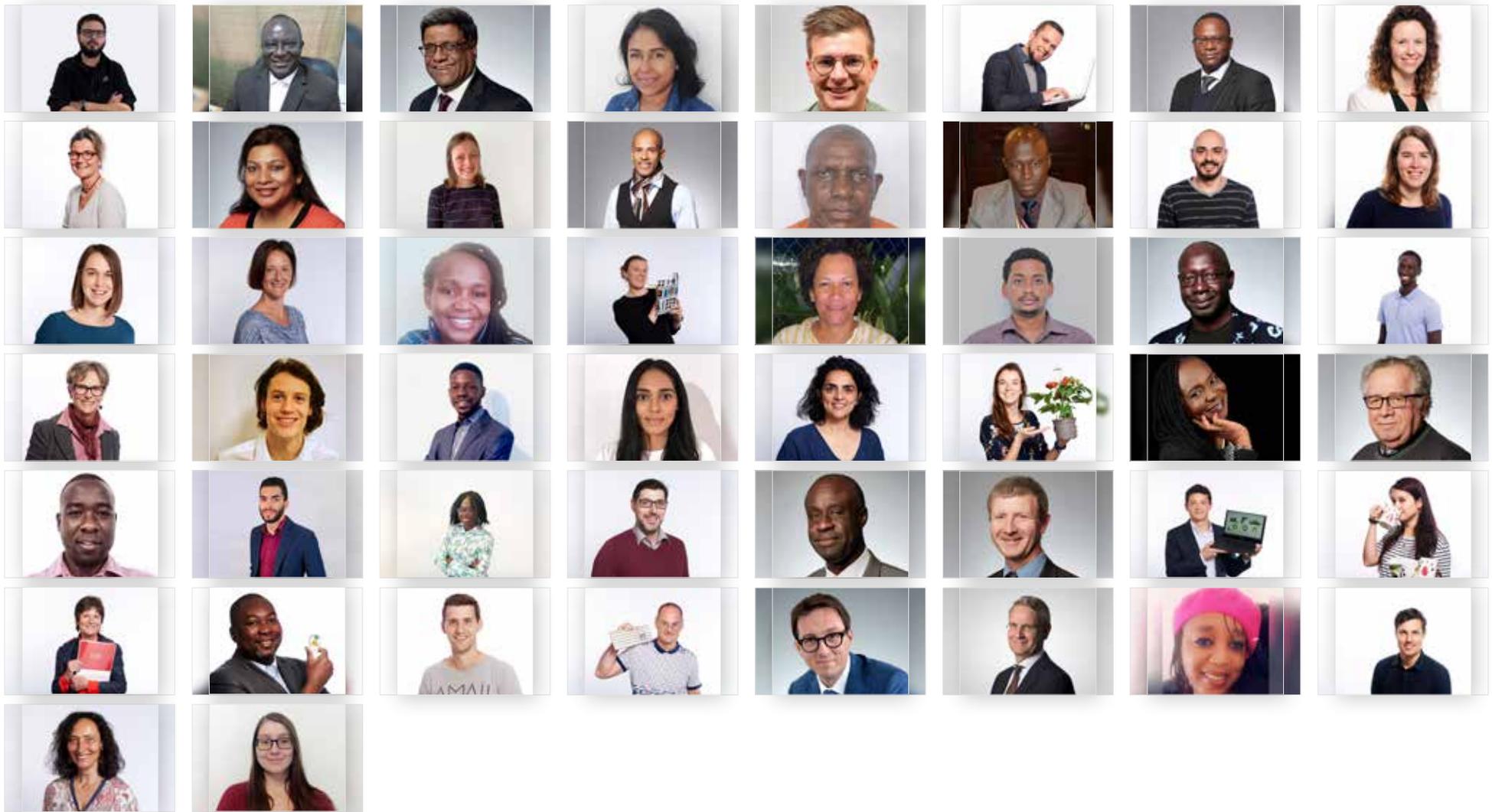


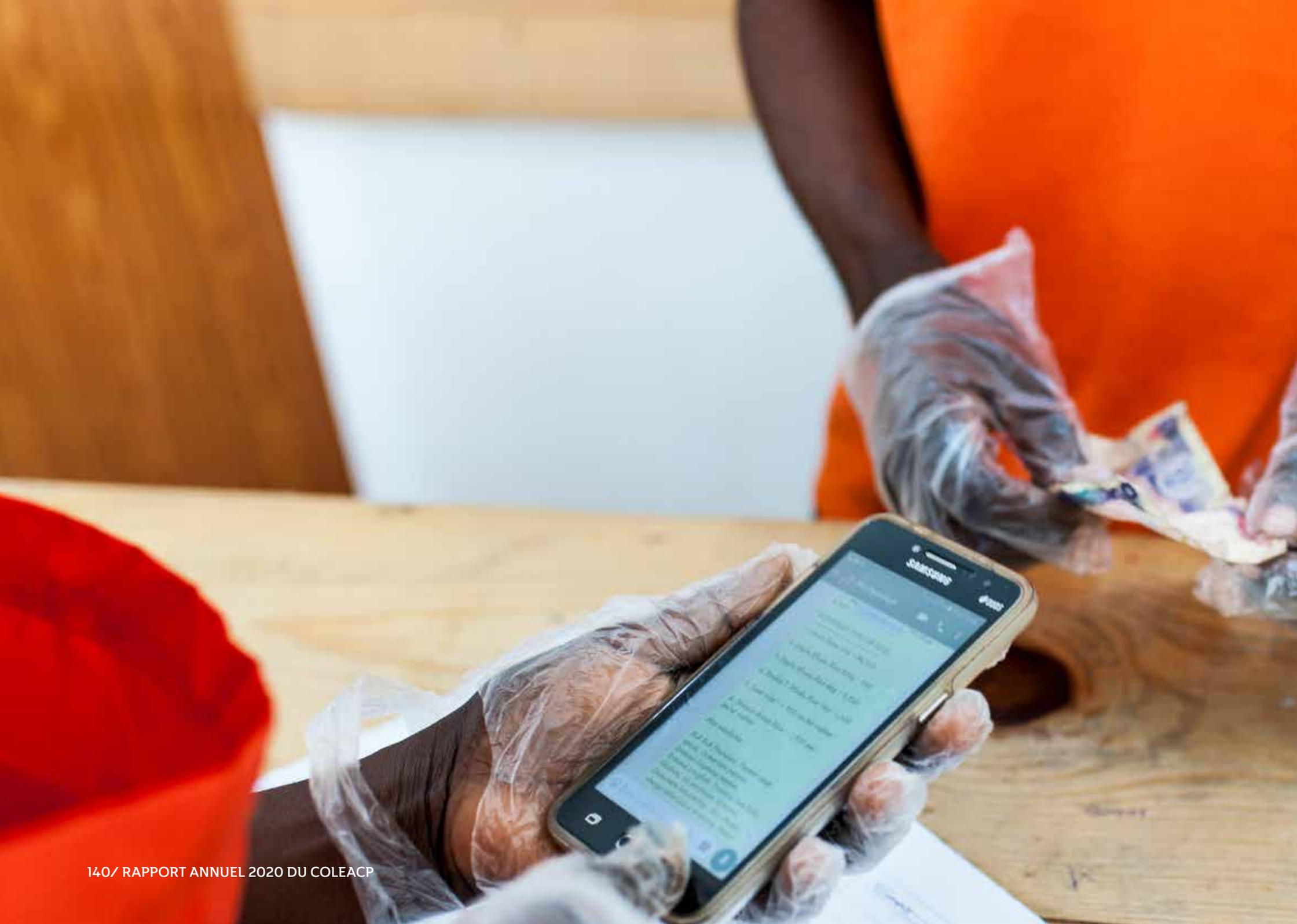


## L'équipe du COLEACP

Chaque employé-e, relais national et membres du Conseil d'administration du COLEACP, dans son domaine d'action et d'expertise, gère et développe son activité sur base des valeurs de l'organisation. Ensemble, nous nous efforçons en permanence d'avoir à l'esprit la culture du résultat et celle du bien public. Individuellement nous cherchons du sens dans ce que nous faisons. Nous le trouvons en contribuant chacun, et collectivement, à un monde que nous espérons plus durable. Nous tentons également d'appliquer à nous-mêmes ce que nous recommandons et faisons en matière de renforcement de capacités auprès d'entreprises et d'organisations engagées dans la durabilité de l'agriculture et de l'agribusiness.









# 5

## RAPPORT FINANCIER

## Rapport financier 2020

### Transparence financière

Le COLEACP, en tant qu'association à but non lucratif régie par la loi 1901, gère ses finances avec pour maîtres mots « raison » et « prudence », dans le cadre du bon fonctionnement de l'association, en conformité avec l'objet associatif et dans un souci de transparence, en recherchant l'équilibre budgétaire tant au niveau de la gestion des programmes qu'elle met en œuvre que dans la gestion des activités connexes de l'association.

Les comptes de l'association sont contrôlés annuellement par le cabinet d'expertise comptable Caderas Martin. Le COLEACP est également soumis aux exigences de vérification des dépenses, telles qu'imposées par nos bailleurs de fonds, dans le cadre de la mise en œuvre des programmes pour lesquelles des subventions ont été reçues.

### EXTRAIT DU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

#### EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

*« Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice. »*

*Paris, le 18 juin 2020*

*Le commissaire aux comptes*

*Caderas Martin*

### Rapport de gestion

L'exercice 2020 s'achève sur un résultat net après impôts positif de EUR 55 803, reflet des efforts entrepris au cours des dernières années pour diversifier les sources de financement et d'accroître encore et toujours l'efficacité opérationnelle de l'organisation dans la mise en œuvre de ses activités.

L'exercice 2020 a été marqué par la pandémie de la COVID-19, qui a entraîné une diminution significative du coût unitaire des actions mises en œuvre sur l'année 2020 qui se prolongera certainement sur l'année 2021 et au-delà. Ce gain d'efficience budgétaire résulte notamment, mais pas exclusivement, de la digitalisation de nos activités, notamment au niveau des services Assistance Technique et Formation, afin d'être à même de poursuivre leur mise en œuvre dans le contexte sanitaire international actuel.

En effet, les appuis individuels ou collectifs en présentiel proposées par le COLEACP dans le cadre du programme FFM ont été interrompues dès début mars 2020, en anticipation et/ou à la suite des décisions de confinement et de respect d'une distanciation sociale prises par les autorités compétentes dans les pays d'intervention du programme.

Cela s'est donc naturellement traduit par une réduction substantielle des ressources financières destinés aux voyages nationaux/internationaux, aux per diem ainsi qu'aux hébergements/salles de conférence pour les actions d'assistance technique et formations.

Au niveau des formations collectives, particulièrement, nous observons ainsi une réduction du coût unitaire d'environ 40 % pour les formations digitales par rapport à leur équivalent en présentiel. Cette diminution est celle observée à l'heure actuelle et nous anticipons une nouvelle réduction, possiblement jusqu'à 55 %, une fois l'offre de formations digitales totalement mature.

Cette réduction du coût unitaire s'accompagne également d'une réduction de la duplication linguistique des formations digitales, grâce aux possibilités offertes par les plateformes utilisées en matière de service d'interprétation simultanée. En effet, ceci permettra de regrouper des participants de différents groupes linguistiques au sein d'une même session.

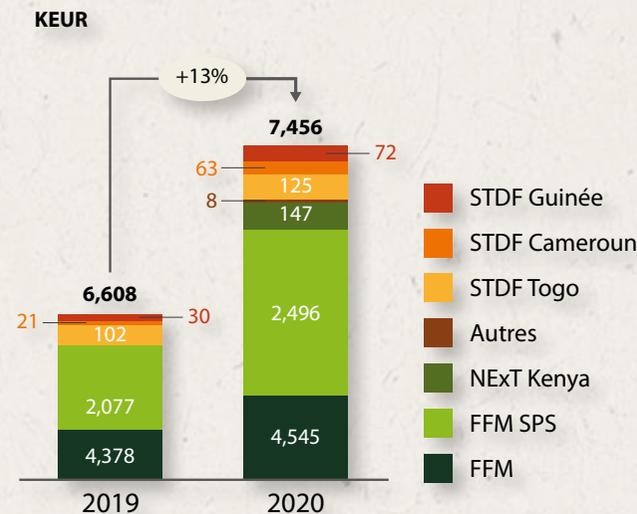
## Produits

Les ressources de l'association se décomposent de la manière suivante : (i) les produits de subventions relatifs à l'implémentation des programmes en cours, (ii) les revenus générés par les prestations fournies dans le cadre de contrats de prestations de services et (iii) les cotisations payées par les membres.

L'évolution positive observée sur l'exercice 2020 résulte essentiellement de l'augmentation des produits de subventions liées aux programmes FFM et FFM SPS

ainsi qu'à l'accélération du décaissement sur les programmes STDF Guinée, STDF Cameroun et STDF Togo.

Il est important de noter que le programme NExT Kenya a été officiellement lancé au mois de mai 2020 et les premiers mois de démarrage du programme ont été essentiellement consacrés à la mise en place opérationnelle des plans d'actions avec les partenaires bénéficiaires du programme ainsi qu'au recrutement de l'équipe de l'unité de gestion et d'exécution du programme à Nairobi.



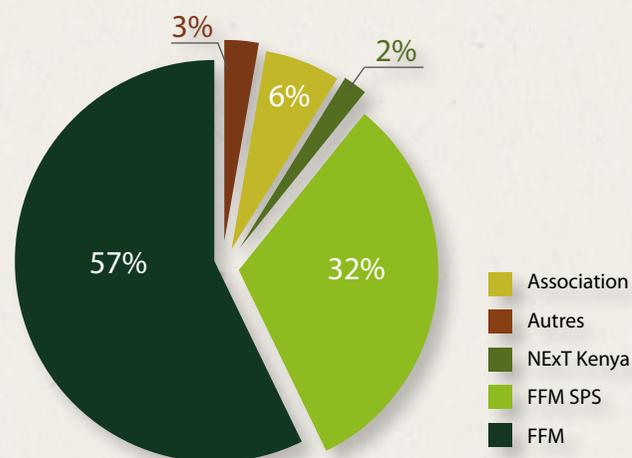
## Charges

La ventilation des dépenses par nature de charges et par services du COLEACP, permet d'apprécier plus finement les activités menées à bien au cours de l'exercice 2020.

## Ventilation des coûts par source

La répartition des emplois reflète l'importance relative des programmes FFM et FFM SPS dans les activités du COLEACP sur l'exercice 2020, ces deux programmes représentant à eux seuls près de 90 % du total des dépenses encourues sur l'exercice.

Les emplois de l'association relatifs aux activités hors programmes sous gestion représentent 6 % du total des dépenses.



## Ventilation des charges par nature

L'expertise interne (ressources humaines de l'association) et externe (mobilisation du réseau d'experts-formateurs du COLEACP) constitue le principal poste de dépenses.

Les **salaires et traitements**, ainsi que les **charges sociales** y afférentes, ont augmenté en raison de l'évolution du nombre d'équivalents temps-plein en moyenne sur l'exercice 2020 (+11 par rapport à l'exercice 2019).

Au niveau des **autres achats et charges externes**, l'exercice 2020 a été marqué par une diminution importante des frais de logistique ainsi que des dépenses relatives aux voyages et au per diem, compte tenu des mesures imposées par les autorités compétentes afin de prévenir et/ou de diminuer la propagation de la COVID-19. Malgré ces restrictions, le COLEACP a poursuivi ses activités opérationnelles et a dû ajuster son *modus operandi*, ce qui a entraîné une augmentation des frais de fonctionnement des bureaux, principalement en raison de la mise en place de solutions techniques et d'outils : informatiques permettant la continuité des opérations à distance.

Les **charges exceptionnelles**, d'un montant de EUR 66 100 sur l'exercice, se composent (i) de dépenses inéligibles relatives au programme FFM SPS, pour un montant total de EUR 5 069, et (ii) de provisions pour risques et charges. En effet, dans un souci de gestion prudente

et pérenne de l'association, il a été décidé d'effectuer une provision pour risques d'un montant total d'environ EUR 60 000 en anticipation de dépenses inéligibles à reconnaître sur les exercices futurs, portant sur les programmes en cours, et notamment en vue de couvrir d'éventuelles dépenses inéligibles relatives à l'exercice de vérification des dépenses du programme FFM sur l'exercice 2021, et pour tenir compte des indemnités de remise en état des bureaux de l'unité de gestion et d'exécution des programmes à Bruxelles, qui a déménagé en janvier 2021 vers de nouveaux locaux.

La transition vers l'espace co-working sélectionné permettra une optimisation des coûts structurels, via une diminution moyenne des coûts relatifs aux loyers et charges d'approximativement 45 % - 55 % sur les 3 prochaines années. Outre l'optimisation budgétaire, cette nouvelle configuration permettra d'être plus agile et flexible dans la gestion du nombre de postes de travail en fonction de notre activité et de nos besoins futurs.

Le COLEACP possède encore un montant considérable de déficits reportés relatifs à la perte engendrée lors de l'exercice 2016, résultant d'une période de latence entre la clôture administrative et financière du programme PIP2 et le démarrage du programme FFM. Le déficit cumulé est reporté en déduction des bénéfices réalisés sur le présent exercice.

## Ventilation des charges d'exploitation par service

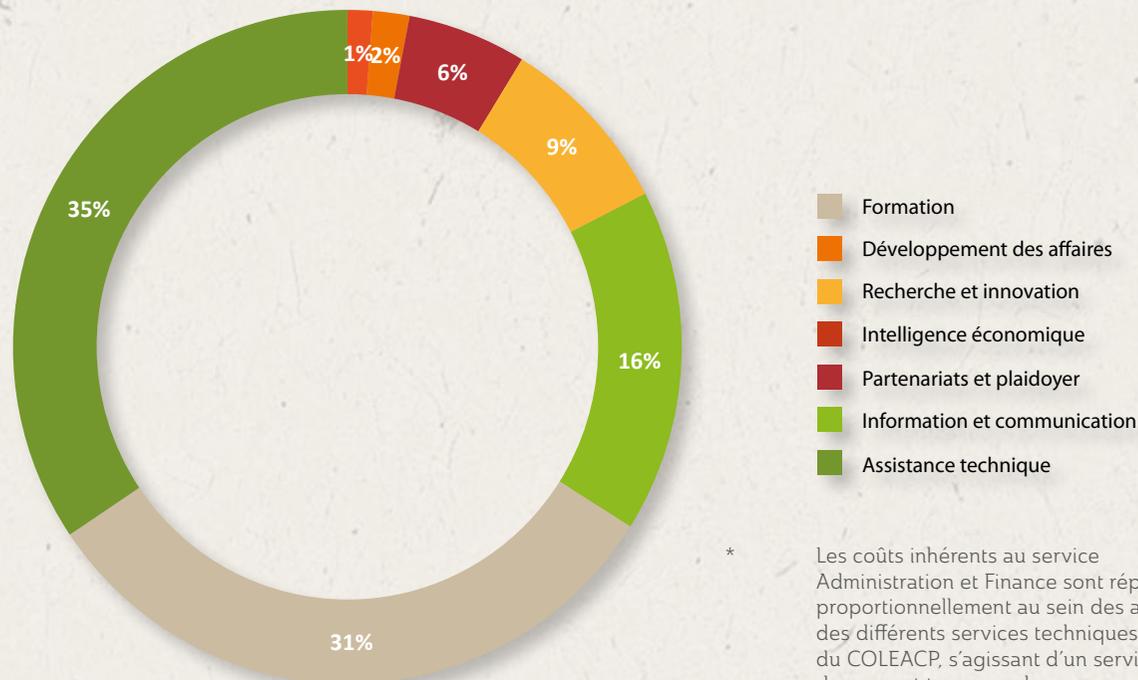
La ventilation des charges d'exploitation par service illustre la richesse en « activités programmes », et notamment au niveau des programmes FFM et FFM SPS. Les services Assistance Technique et Formation représentent respectivement 34 % et 31 % du total des charges opérationnelles. Sur l'exercice 2020, la grande majorité de celles-ci concernent la mobilisation d'expertise

externe dans le cadre de la mise en œuvre des protocoles d'entente avec les partenaires bénéficiaires des programmes.

Le service Information et Communication a été particulièrement mobilisé sur l'exercice 2020, afin de concevoir, mettre en forme, produire et diffuser les actualités (notamment dans le cadre de la pandémie de la COVID-19), les connaissances et les savoir-faire, adapté

aux groupes cibles, en collaboration étroite avec les autres services techniques. Les charges opérationnelles en lien avec ses activités concernant de la mobilisation d'expertise ciblée, des frais de production et mise en forme de supports statiques et multimédias, de traduction/interprétation et dans une moindre mesure d'impression.

Les activités du service Recherche & Innovation sont progressivement montées en puissance au cours de l'exercice 2020, avec notamment la reprise des essais terrain et la mise à jour des itinéraires techniques. À l'instar des autres services d'assistance technique, les charges opérationnelles relatives à ces activités concernent la mobilisation d'expertise externe.



\* Les coûts inhérents au service Administration et Finance sont répartis proportionnellement au sein des activités des différents services techniques du COLEACP, s'agissant d'un service de support transversal.

## Bilan au 31 décembre 2020

| ACTIF                |                  |                  |
|----------------------|------------------|------------------|
| EUR                  | 2020             | 2019             |
| Actifs immobilisés   | 24 801           | 4 461            |
| Actifs circulants    | 7 334 584        | 6 684 274        |
| <b>Total général</b> | <b>7 359 385</b> | <b>6 688 735</b> |

| PASSIF                             |                  |                  |
|------------------------------------|------------------|------------------|
| EUR                                | 2020             | 2019             |
| Capitaux propres                   | 838 822          | 783 019          |
| Provisions pour risques et charges | 65 498           | 11 849           |
| Dettes long terme                  | 5 415 406        | 5 171 348        |
| Dettes court terme                 | 1 039 659        | 722 519          |
| <b>Grand total</b>                 | <b>7 359 385</b> | <b>6 688 735</b> |



## Compte de résultats 2020

| COMPTE DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE                      |               |               |
|---|---------------|---------------|
| EUR   | 2020          | 2019          |
| Produits d'exploitation (1)                         | 7 518 918     | 6 735 134     |
| Charges d'exploitation (2)                          | (7 403 320)   | (6 694 668)   |
| Résultat d'exploitation (3) = (1) + (2)             | 115 599       | 40 504        |
| Résultat courant avant impôts (5) = (3) + (4)       | 115 599       | 40 504        |
| Résultat exceptionnel (6)                           | (59 795)      | 208           |
| Impôts société (7)                                  | -             |               |
| <b>Résultat de l'exercice (8) = (5) + (6) + (7)</b> | <b>55 803</b> | <b>40 712</b> |





# VISITEZ LES SITES DU COLEACP ET DE SES PROGRAMMES

---

[www.coleacp.org](http://www.coleacp.org)



[www.eservices.coleacp.org](http://www.eservices.coleacp.org)



[www.coleacp.org/fr/nos-sites-pays](http://www.coleacp.org/fr/nos-sites-pays)





La présente publication a été élaborée par le COLEACP dans le cadre de ses programmes de coopération financés par l'Union européenne (UE), l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), l'Agence française de développement (AFD) et le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF).

Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité du COLEACP et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'UE, de l'OEACP, de l'AFD ou du STDF.



